



Bureau européen d'appui en matière d'asile

EASO

Rapport d'information

sur les pays d'origine

Afghanistan
Individus ciblés par
des acteurs armés dans le conflit



Décembre 2017

SUPPORT IS OUR MISSION



Bureau européen d'appui en matière d'asile

EASO

Rapport

d'information sur

les pays d'origine

Afghanistan

Individus ciblés par des acteurs
armés dans le conflit

Décembre 2017

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

Numéro gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>).

ISBN: 978-92-9494-827-4

DOI: 10.2847/54140

© Bureau européen d'appui en matière d'asile 2017
Sauf indication contraire, la reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.
Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties,
se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur desdites tierces parties.

Photo de couverture: © Zabelin ([iStockphotos](#))

L'EASO et les personnes agissant pour son compte ne peuvent en aucun cas être tenus responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le présent document.

Remerciements

EASO tient à remercier les individus et les départements suivants d'avoir révisé le présent rapport:

Office national suédois des migrations, Lifos – Centre d'analyse et d'information sur les pays d'origine

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Section DSR

Neamat Nojumi est un universitaire de l'école de l'Université George Mason pour l'analyse et résolution des conflits, fort de plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la démocratisation, de l'analyse de conflit et de la construction de l'État de droit en Asie centrale et du sud-ouest. Il est l'auteur d'une multitude d'ouvrages et d'études sur le conflit et les questions de gouvernance en Afghanistan, dont *The Rise of the Taliban in Afghanistan: Mass Mobilisation, Civil War, and the Future of the Region* (2002).

Missions d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), service des droits de l'homme.

Il convient de souligner que la révision apportée par les départements, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité d'EASO.

Contenu

Remerciements	3
Contenu	4
Avertissement	6
Glossaire et abréviations	7
Introduction.....	10
Carte d'Afghanistan.....	12
1. Ciblage de civils par les insurgés.....	13
1.1 Mode opératoire des talibans.....	13
1.1.1 Structure formelle des talibans	13
1.1.2 Force des talibans	15
1.1.3 Commandement et degré d'unité des talibans	16
1.1.4 Objectifs des talibans.....	18
1.1.5 Ciblage de civils par les talibans	22
1.2 Individus ciblés	30
1.2.1 Membres des forces de sécurité afghanes et des milices progouvernementales	30
1.2.2 Représentants du gouvernement ou personnes accusées d'esponnagage au profit du gouvernement.....	34
1.2.3 Travailler pour des troupes militaires étrangères	37
1.2.4 Personnel du secteur éducatif.....	40
1.2.5 Autorités religieuses	46
1.2.6 Travailleurs humanitaires	47
1.2.7 Aînés tribaux.....	52
1.2.8 Ennemis des talibans	52
1.2.9 Journalistes, professionnels des médias et défenseurs des droits de l'homme	53
1.2.10 Minorités hazaras et chiites	58
1.2.11 Recrutement.....	64
1.3 Situation des membres de la famille.....	66
1.3.1 Membres de la famille du personnel des ANSF	66
1.3.2 Membres de la famille	67
1.4 Échapper au ciblage	68
1.4.1 Repentir et rédemption.....	68
1.4.2 Partir s'installer ailleurs	69
1.4.3 Capacité à traquer et à cibler des individus dans les grandes villes.....	70
1.5 Groupes d'insurgés autres que les talibans	72
1.5.1 État islamique de la province du Khorasan (ISKP)	72
1.5.2 Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO)	76
2. Ciblage par le gouvernement	78
2.1 Peine de mort, exécutions sommaires, frappes de drones et aériennes	78
2.2 Torture et détention illégale	79
2.2.1 Arrestations arbitraires et détention illégale	79
2.2.2 Traitement des détenus.....	80
2.3 Ciblage gouvernemental de journalistes, de professionnels des médias et de défenseurs des droits de l'homme	82
2.4 Traitement des professionnels des soins de santé, des travailleurs humanitaires et des enseignants	83
2.5 Attitudes du gouvernement envers les Hazaras	85
2.6 Police locale afghane et milices progouvernementales	86
2.6.1 Profils ciblés	87
2.7 Réparation.....	88

Annex I: Bibliography.....	89
Annexe II: Termes de Référence	127

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de rapport relatif à l'information sur les pays d'origine d'EASO (2012)⁽¹⁾. Le rapport se base sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées. Toutes les informations présentées, exception faite des faits incontestables ou évidents, ont fait l'objet de vérifications par recouplement dans la mesure du possible, sauf indication contraire.

Les informations que contient le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Ce document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent document ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié», «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile et dans la Convention de Genève.

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

Il est à noter que la numérotation des pages peut varier entre la version PDF téléchargeable et la version imprimée en raison des spécifications de formatage.

Le public visé se compose des agents chargés du traitement des dossiers d'asile, des chercheurs en matière d'informations sur les pays d'origine, des responsables politiques et des instances décisionnelles.

La rédaction du présent rapport a été achevée le 27 novembre 2017. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section «Méthodologie» de l'introduction contient davantage d'informations sur la période couverte par le présent document.

⁽¹⁾ La méthodologie de l'EASO se base en grande partie sur les lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur les pays d'origine (2008) et peut être téléchargée sur le site web de l'EASO: <http://www.easo.europa.eu>.

Glossaire et abréviations

AAN	Réseau d'analystes sur l'Afghanistan
AIHRC	Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan
ALP	Police locale afghane; initiative sécuritaire visant à inclure les milices armées dans les forces de police, sous les auspices du ministère de l'Intérieur.
Amir-ul-Momineen	«Commandeur des croyants» Chef des talibans
ANSF	Forces de sécurité nationales afghanes, y compris l'armée nationale afghane (ANA), la police nationale afghane (ANP) et la direction nationale de la sécurité (NDS).
AREU	Unité de recherche et d'évaluation de l'Afghanistan
Charia	Droit islamique, utilisé et interprété par les écoles de droit (Hanafi, Hanbali, Maliki, Shafii et Ja'fari). L'article 130 de la Constitution afghane stipule que la jurisprudence Hanafi est celle qui s'applique par défaut.
Chef de guerre	Chef militaire jouissant d'une autonomie et de la capacité de contrôler un territoire par la force.
Chiisme duodécimain	Branche principale de l'islam chiite; le terme «duodécimain» renvoie à la croyance selon laquelle douze descendants mâles de la famille du prophète Mahomet, le premier étant Ali ibn Abi-Talib, et le dernier, Muhammad al-Mahdi, sont des imams jouissant d'une autorité religieuse et politique. Le douzième et dernier imam, le Mahdi, est toujours en vie. Il vit dans l'occultation, mais il est dit qu'il réapparaîtra.
Choura	Conseil communautaire
Daesh	Voir État islamique de la province du Khorasan
Dar ul hifaz	École spécialisée dans l'enseignement de l'apprentissage par cœur du Coran.
Djihad	«Guerre Sainte», terme également utilisé en référence à l'insurrection contre le régime communiste et l'occupation soviétique (1979-89)
Djihadistes	Les combattants de l'insurrection contre le régime communiste et l'occupation soviétique (1979-89) sont toujours désignés par les appellations «moudjahidines» ou «djihadistes».
EAG	Éléments antigouvernementaux: la MANUA définit les «éléments antigouvernementaux» comme l'ensemble des individus et groupes armés prenant part à un conflit armé ou à une opposition armée avec le gouvernement d'Afghanistan et/ou les forces militaires internationales.

Ils comprennent l'ensemble des personnes qui se considèrent «talibans», ainsi que les individus et les groupes armés organisés non étatiques qui prennent directement part aux hostilités et portent une multitude de noms, y compris le réseau Haqqani, Hezb-e-Islami, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO), l'Union du djihad Islamique, Lashkar-e-Toiba, Jaish-i-Mohammed, les groupes qui s'identifient à «Daesh» (État islamique) et d'autres milices et groupes armés poursuivant des objectifs politiques, idéologiques ou économiques, y compris les groupes criminels armés prenant directement part aux actes hostiles au nom d'une des parties participant au conflit.

Émirat islamique d'Afghanistan

L'Émirat islamique d'Afghanistan était l'État d'Afghanistan entre 1996 et 2001, sous le régime des talibans. Les talibans utilisent toujours cette appellation.

Enseignants fantômes

Enseignants qui ne se présentent pas ou qui n'existent pas, mais dont le salaire est perçu par eux-mêmes ou par d'autres personnes, sans prestation effective.

État islamique de la province du Khorasan (ISKP)

État islamique dans la province du Khorasan; branches de l'EIIL (État islamique en Iraq et au Levant), basé au Pakistan et en Afghanistan, communément appelé *Daesh* en Afghanistan.

GUN

Gouvernement d'unité nationale; gouvernement de coalition formé à l'issue des élections de 2014 dont Ashraf Ghani est le président et Abdullah Abdullah le chef de l'exécutif.

Hezb-e Islami

Mouvement d'opposition afghan, dont la principale faction est dirigée par Gulbuddin Hekmatyar, lequel a signé un accord de paix avec le gouvernement afghan en 2016.

Istakhbarati Karwan

Équipes de ciblage des talibans.

Jirga

Rassemblement d'aînés tribaux.

Layeha

Code de conduite des talibans

Madrasa

École religieuse islamique

Maktab

École financée par le gouvernement

MANUA

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan

MIO

Mouvement islamique d'Ouzbékistan, groupe islamiste armé initialement actif en Asie centrale, mais également présent au Pakistan et en Afghanistan.

Mollah

Dignitaire religieux musulman (enseignants et prédicateurs) ayant étudié dans une *madrasa*. En

	Afghanistan, ils sont très présents en dehors des villes et sont généralement la seule autorité religieuse dans un village. Ils savent souvent lire l'arabe et le <i>coran</i> .
NDS	Direction nationale de la sécurité, service de renseignement afghan.
Ouléma	Organe constitué de savants musulmans, reconnus pour avoir une connaissance approfondie du droit et de la théologie islamiques.
Parodie de procès	Tribunal extrajudiciaire
PDI	Personne Déplacée Internes : Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
Rahbari Shura	Conseil de direction, l'organe responsable du processus décisionnel général des talibans.
Réseau Haqqani	Un mouvement d'insurrection armé dirigé par Sirajuddin Haqqani et basé dans le sud-est de l'Afghanistan et dans le Waziristan du Nord (Pakistan)
Saranwal	Procureur général de l'État
SIGAR	Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan; un organe de contrôle indépendant des programmes de reconstruction financés par les États-Unis
Taliban	Mouvement islamique d'insurrection armée en Afghanistan, dirigé par le mollah Haibatullah Akhundzada et le Rahbari Shura. Le mouvement né dans les communautés de réfugiés afghans du Pakistan et de Kandahar, à l'époque des moudjahidines (années 1980 et 1990), a pris le contrôle de Kaboul en 1996 et contrôlait la majeure partie du pays en 2001. Voir également: Émirat islamique d'Afghanistan
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNOCHA	Office de coordination des affaires humanitaires des Nations unies
USIP	Institut des États-Unis pour la paix
Voice of Jihad	Site web officiel d'information de l'Émirat islamique d'Afghanistan, ou des talibans.

Introduction

Ce rapport a été rédigé par des spécialistes de l'informations sur les pays d'origine (COI) du département «COI» de l'unité «Information et analyse» du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO). Pour couvrir tous les sujets figurant dans le mandat, EASO a élaboré deux rapports COI: le premier traitant du ciblage directement lié aux acteurs armés dans le conflit, et le second, du ciblage lié à des enjeux sociétaux plus larges.

Le présent rapport couvre des sujets relatifs aux individus ciblés par des acteurs armés dans le contexte du conflit en Afghanistan. Il est rédigé parallèlement à un autre rapport, lequel porte sur le ciblage des individus dans la société et s'intitule EASO Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques (²).

Termes de Référence

Cette publication vise à fournir des informations pertinentes pour l'évaluation de la détermination du statut de protection internationale (détermination du statut de la protection, y compris le statut de réfugié et protection subsidiaire).

Les termes de référence du présent rapport ont été définis sur la base des besoins en informations relevés par des experts politiques au sein des pays de l'UE+ (³) et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, dans le cadre d'un exercice pilote du «Country Guidance Network» visant à élaborer une «Country Guidance Note» pour l'Afghanistan. Le présent rapport a été rédigé en vue de l'élaboration d'un chapitre consacré à l'application du statut de réfugié et de la protection subsidiaire (a et b).

En ce qui concerne le ciblage par les insurgés, le présent rapport porte notamment sur le ciblage par les talibans; celui des insurgés du groupe de l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP) et du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) faisant l'objet de sous-chapitres distincts. Ces trois groupes sont considérés comme les principaux groupes d'insurgés actifs en Afghanistan, et, dans une certaine mesure, leur ciblage est représentatif de la majorité des opérations de ciblage par des insurgés qui se déroulent en Afghanistan.

En ce qui concerne les acteurs (pro-)gouvernementaux dans le conflit, le présent rapport examine leur comportement à l'égard des personnes suspectées d'être des éléments antigouvernementaux, ainsi qu'à l'égard des journalistes et des travailleurs humanitaires.

Les termes de référence du présent rapport est présenté à l'[Annexe II : Termes de Référence](#).

Méthodologie

Les informations contenues dans ce rapport sont le résultat d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en versions électronique et imprimée, et sont arrêtées au 27 novembre 2017. En outre, dans le cadre de cette analyse, les chercheurs d'EASO ont réalisé des entretiens poussés avec les personnes suivantes:

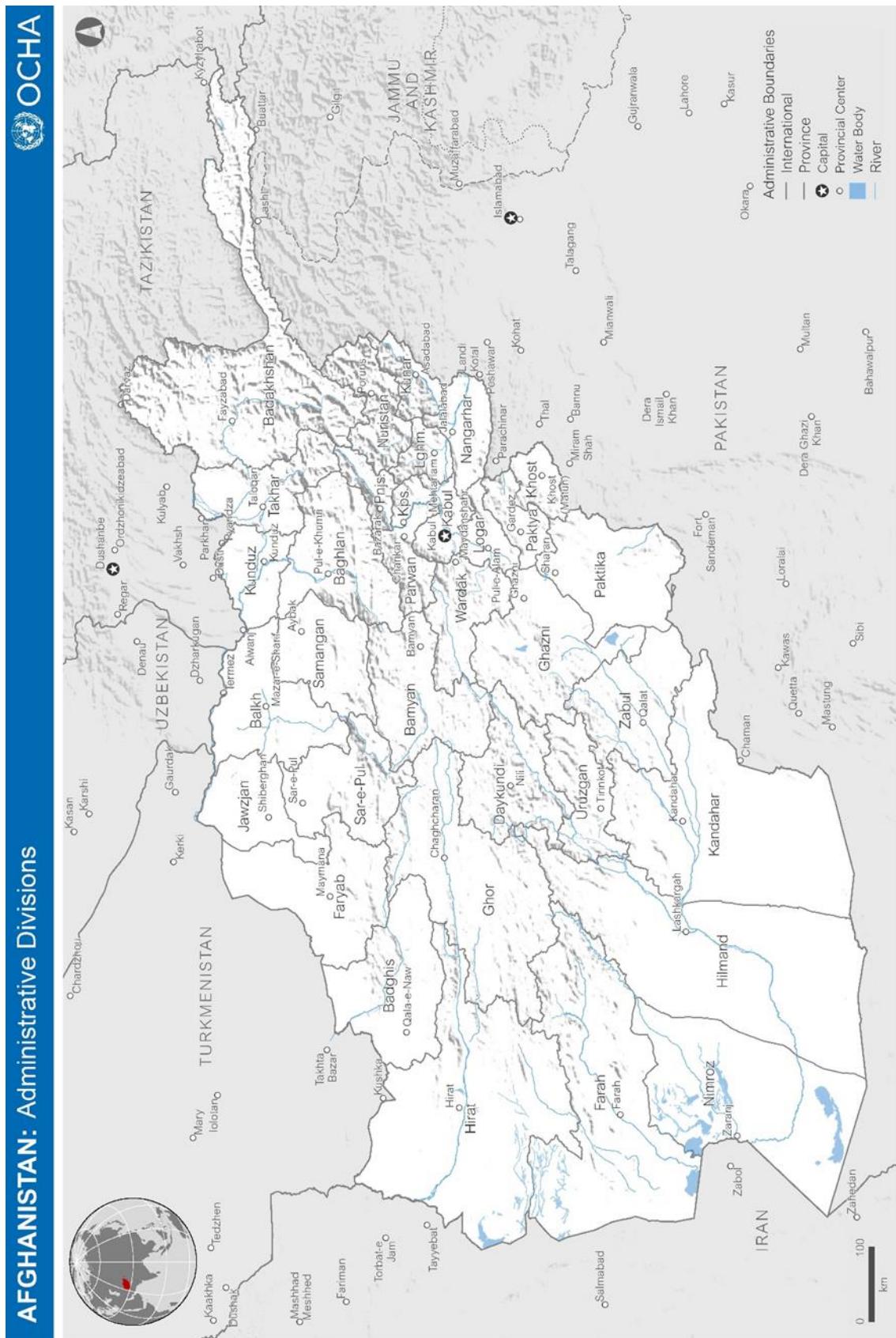
(²) EASO, Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques, December 2017 ([url](#)).

(³) Tous les États membres de l'UE, plus la Norvège et la Suisse.

- **Borhan Osman**, ancien journaliste pour l'agence Pajhwok et chercheur/analyste pour le réseau d'analystes sur l'Afghanistan basé à Kaboul. Actuellement, M. Osman est un analyste confirmé du International Crisis Group Il est spécialisé dans les groupes d'insurgés et le conflit armé en Afghanistan. Ses travaux de recherche et de signalement se sont essentiellement basés sur des travaux réalisés sur le terrain sur tout le territoire de l'Afghanistan.
- **Abubakar Siddique**, correspondant confirmé spécialisé dans la couverture des événements en Afghanistan et au Pakistan et éditeur du site web «Gandhara» de la radio RFE/RL. Outre ses travaux de signalement, M. Siddique s'exprime régulièrement au sein d'importants groupes de réflexion occidentaux. Il est l'auteur de plusieurs articles, chapitres et travaux de recherche publiés dans une multitude de publications. M. Siddique est également l'auteur de l'ouvrage *The Pashtun Question: The Unresolved Key to the Future of Pakistan and Afghanistan* (2014).
- **Anand Gopal**, chercheur du programme de sécurité internationale pour la fondation New America. M. Gopal dispose également de plus de dix ans d'expérience en tant que journaliste; en effet, il a écrit des articles, entre autres, pour le Wall Street Journal, Christian Science Monitor et Harper's Magazine. Il est également l'auteur de l'ouvrage *No Good Men Among the Living: America, the Taliban and the War Through Afghan Eyes* (2014).

Pour s'assurer que les coauteurs ont respecté la méthodologie d'EASO relative aux rapports COI, des spécialistes en COI des services mentionnés comme réviseurs dans la section Remerciements ont procédé à un examen collégial du document. En outre, le présent rapport a fait l'objet d'une révision de la part du **Dr Neamat Nojumi**, spécialiste de l'Asie centrale et du sud-ouest et analyste politique confirmé de l'Afghanistan. La **Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA)** a également révisé l'intégralité du contenu du rapport. Tous les commentaires formulés par les réviseurs ont été pris en considération et la plupart d'entre eux ont été intégrés dans la version finale du présent rapport. L'EASO a effectué le contrôle de la qualité finale et apporté les modifications nécessaires. Ce processus de contrôle de la qualité a conduit à l'ajout de certaines informations, arrêtées au 27 novembre 2017, en réponse à des observations reçues lors des différentes révisions.

Carte d'Afghanistan



Carte 1: Afghanistan: Divisions administratives, source: UN OCHA © Nations unies

1. Ciblage de civils par les insurgés

1.1 Mode opératoire des talibans

1.1.1 Structure formelle des talibans

En 2015, le Conseil de sécurité des Nations unies a publié les informations qui suivent concernant la structure du mouvement taliban, sur la base de messages émanant de ses membres (⁴):

1. La structure centrale des talibans se compose des éléments suivants:

A. L'Amir-ul-Momineen («Le Commandeur des Croyants»): le dirigeant du mouvement taliban. Le Commandeur des Croyants supervise le conseil de direction, le pouvoir judiciaire, les commissions exécutives et d'autres organes de l'administration. Le groupe de réflexion américain Conseil des relations extérieures (CFR) affirme lui que : «Le chef des talibans peut désigner, réaffecter et écarter les gouverneurs fantômes des provinces et districts d'Afghanistan, les commandeurs et les chefs de section» (⁵). Deux adjoints entourent le dirigeant (⁶). (Voir [1.1.3 Commandement et degré d'unité des talibans](#))

B. Le conseil de direction ou *Rahbari Shura*: Selon la BBC, ce conseil est responsable de la stratégie, de la politique et du processus décisionnel général du mouvement. Il se compose d'anciens ministres, diplomates, gouverneurs, commandants militaires et figures religieuses issus des talibans» (⁷). Ce conseil est également communément appelé la **Choura de Quetta** (⁸).

Ce dernier compte 18 à 20 membres (⁹). Cependant, Michael Semple, chercheur de l'Université de Harvard et spécialiste des droits de l'homme en Afghanistan jouissant de plus de 20 années d'expérience dans le pays, estime que:

«Si pour l'heure, peu de réunions peuvent être qualifiées de *Rehbari Shura* (conseil de direction), un groupe relativement stable d'une douzaine de figures éminentes du mouvement se réunit sporadiquement pour discuter de questions importantes. Cela étant, le groupe de pairs qui contribue au processus décisionnel de temps à autre est plus vaste et sa composition est moins stable» (¹⁰).

Dans un rapport de 2017, le chercheur indépendant et professeur invité au King's College de Londres, Antonio Giustozzi, l'auteur de plusieurs articles, documents et ouvrages sur les talibans, affirme que plusieurs *chouras* dirigent les talibans. En effet, la Choura de Quetta

(⁴) UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-21.

(⁵) CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)).

(⁶) Ruttig, T., The New Taliban Deputy Leaders: Is there an obvious successor to Akhtar Mansur?, 10 February 2016 ([url](#)); CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)).

(⁷) BBC News, Who are the Taliban?, 26 May 2016 ([url](#)).

(⁸) CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)); Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 5.

(⁹) BBC News, Who are the Taliban?, 26 May 2016 ([url](#)); UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-21.

(¹⁰) Semple, M., Rhetoric, Ideology and Organizational Structure of the Taliban Movement, 5 January 2015 ([url](#)), p. 19.

coexiste avec la Choura du Nord, située dans la province de Badakshan, la Choura de Mashhad, basée en Iran, et la Choura Rasool ou Haut Conseil de l'Émirat Islamique, dont le siège se trouverait à Farah. Aucune de ces dernières ne reconnaît l'autorité de la Choura de Quetta. Néanmoins, il semblerait qu'une forme de coordination ou de coopération existe entre ces différentes *chouras* à certains moments. Deux réseaux font preuve d'une certaine indépendance tout en reconnaissant l'autorité de la Choura de Quetta : la Choura de Peshawar et la Choura de Miran Shah, ou réseau Haqqani (¹¹).

C. Les tribunaux et juges talibans. Plusieurs tribunaux mobiles et permanents sont installés dans les régions où les insurgés sont bien implantés (¹²).

2. Les commissions et «organes» talibans. Il s'agit de directions indépendantes (¹³) pouvant être considérées comme des cabinets ministériels (¹⁴). Le gouvernement taliban fonctionne de facto comme «un gouvernement fantôme qui reproduit la structure du régime renversé et cherche à présenter le mouvement comme un gouvernement en exil» (¹⁵). Selon un rapport de M. Helmand pour la BBC en 2017, la population s'attend à présent à certains services publics de la part du gouvernement, en matière de soins de santé et d'éducation, par exemple, et les talibans acceptent cette idée (¹⁶). Selon un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies publié en 2015(¹⁷), les commissions talibanes sont les suivantes:

1. Commission militaire
2. Commission politique
3. Commission culturelle
4. Commission financière et économique
5. Commission de la santé
6. Commission de l'éducation
7. Commission d'aide sociale et d'orientation
8. Commission des prisonniers
9. Commission des organisations non gouvernementales
10. Organe pour la prévention des pertes civiles
11. Organe pour les martyrs et les personnes handicapées
12. Organe pour la perception et l'organisation des recettes spéciales

La commission militaire affirme disposer de son propre mandat et organise la formation des forces talibanes (¹⁸). Selon le Conseil des relations extérieures (CFR), il existerait deux commissions militaires, l'une basée à Quetta, et l'autre, à Peshawar (¹⁹). D'autres sources affirment l'existence de deux conseils militaires supplémentaires: le premier, à Miran Shah,

(¹¹) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 6, 11.

(¹²) CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)).

(¹³) UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-21.

(¹⁴) BBC News, Who are the Taliban?, 26 May 2016 ([url](#)).

(¹⁵) CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)).

(¹⁶) BBC News, Taliban territory: Life in Afghanistan under the militants [video], 7 June 2017 ([url](#)).

(¹⁷) UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-20.

(¹⁸) UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-21.

(¹⁹) CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)); Semple, M., Rhetoric, Ideology and Organizational Structure of the Taliban Movement, 5 January 2015 ([url](#)), p. 18.

dans le Waziristan du Nord, correspondant au réseau Haqqani, et le second, à Gerdi Jangal, dans le Baloutchistan (20).

D'après la MANUA, les talibans ont créé un «organe indépendant de l'Émirat islamique pour la prévention des pertes civiles et les demandes de doléances» en tant que commission indépendante, en plus des commissions susmentionnées (21). Voir [1.1.5.1 Restrictions](#) pour plus de détails.

3. Commandants des opérations et gouverneurs fantômes (22). Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, la commission militaire désigne des gouverneurs provinciaux fantômes, des gouverneurs adjoints fantômes pour l'ensemble des 34 provinces, des gouverneurs de district fantômes, et, dans chaque district, des commandants et des responsables de groupe (23). Chacune des *chouras* susmentionnées se compose de groupes locaux ou «fronts» (24). En 2015, le Conseil de sécurité des Nations unies a publié le nom de tous les gouverneurs fantômes talibans (25).

1.1.2 Force des talibans

Selon un rapport d'avril/mai 2017 du service norvégien d'information sur les pays d'origine LandInfo relatif au recrutement des talibans, qui repose sur des sources publiées et des entretiens menés sur le terrain, les talibans comptent deux types de combattants: des combattants professionnels à temps plein et des combattants locaux à temps partiel, fidèles à un commandant local et intégrés dans la société locale (26). D'après Antonio Giustozzi, les effectifs talibans totaux dépassent les 200 000 hommes, dont 150 000 sont des combattants. Parmi ces combattants, près de 60 000 sont membres d'unité mobiles à temps plein, tandis que les autres appartiennent à des milices locales (27). Le chercheur sur l'Afghanistan, ancien expert de Chatham House et membre du Réseau d'analystes sur l'Afghanistan, Matt Waldman, cité par la chaîne Voice of America (VOA), a également estimé l'effectif de base des talibans à plus de 60 000 hommes en 2014 (28). Les milices sont issues des communautés locales qui soutiennent les talibans; les unités mobiles sont, elles, composées de combattants à temps plein qui assurent la majeure partie des combats (29). Pour plus de détails sur la structure de commandement et les fronts talibans locaux, veuillez consulter le Rapport d'information sur les pays d'origine (COI) d'EASO intitulé «*Afghanistan – Recruitment by armed groups*» (Afghanistan: Recrutement par des groupes armés), publié en

(20) Landinfo, Temanotat Afghanistan: Taliban – organisasjon, kommunikasjon og sanksjoner (del I), 16 June 2016 ([url](#)), p. 16; Roggio, B., ISAF targets Quetta military shura leader in southern Afghanistan, 21 January 2011 ([url](#)); Roggio, B., Islamic State Khorasan province's emir targeted in US raid, 28 April 2017 ([url](#)) [comment section].

(21) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 76.

(22) BBC News, Who are the Taliban?, 26 May 2016 ([url](#)); Reuters, Afghan Taliban's new chief replaces 24 'shadow' officials, 27 January 2017 ([url](#)).

(23) UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-21.

(24) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 8.

(25) See annex to: UN Security Council, Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 ([url](#)), pp. 19-21.

(26) Landinfo, Afghanistan: Recruitment to Taliban, 29 June 2017 ([url](#)), pp. 8-9.

(27) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 12-13.

(28) VoA, Despite Massive Taliban Death Toll No Drop in Insurgency, 6 March 2014 ([url](#)).

(29) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 12-13.

septembre 2016⁽³⁰⁾, et le rapport de Landinfo intitulé «Afghanistan: *Recruitment to Taliban* (Afghanistan: recrutement dans les forces talibanes), publié le 29 juin 2017⁽³¹⁾.

1.1.3 Commandement et degré d'unité des talibans

En juillet 2015, les talibans ont annoncé le décès de leur dirigeant et mollah Omar, qui dirigeait le mouvement depuis sa création dans les années 90, et dont la mort serait survenue deux ans auparavant, c'est-à-dire en 2013⁽³²⁾. La direction du mouvement a ensuite été assurée par le mollah Mansour, qui aurait dirigé le mouvement depuis un certain temps, du moins depuis la mort du mollah Omar en 2013⁽³³⁾. Plusieurs factions au sein du mouvement taliban ont contesté l'autorité du mollah Mansour, un groupe formé autour du mollah Mohammed Rassoul étant celui qui a posé le plus de difficultés⁽³⁴⁾. Le mollah Mansour fut par la suite tué par un drone américain dans la province pakistanaise du Baloutchistan en mai 2016⁽³⁵⁾. Le nouveau dirigeant taliban, Mawlawi Haibatullah Akhundzada, est un juge islamique. Certaines sources voient davantage en M. Haibatullah un savant religieux qu'un commandant militaire, lequel est perçu comme faible, inefficace et peu influent au sein du mouvement⁽³⁶⁾.

Si, depuis 2001, les talibans n'étaient plus considérés comme un mouvement solidement uni, un certain degré de hiérarchie et de structure pouvait néanmoins être observé au sein de l'organisation⁽³⁷⁾. L'«Obéissance envers l'émir» (le dirigeant taliban) était un thème central au sein de l'organisation interne des talibans⁽³⁸⁾. Cependant, depuis la mort du mollah Omar, le dirigeant des talibans n'est plus perçu comme un être «infaillible» et ses actions peuvent être remises en cause, affirme Borhan Osman, un analyste confirmé du International Crisis Group (ICG) et ancien chercheur au sein du Réseau d'analystes sur l'Afghanistan (RAA), spécialiste en matière d'insurrection et de groupes d'insurgés⁽³⁹⁾. Selon Antonio Giustozzi, depuis 2015, l'émir «est devenu une source de division et de controverse plutôt qu'un personnage unificateur»⁽⁴⁰⁾. Selon un document d'information de 2017 portant sur les talibans après une décennie de conflits, publié par le Royal United Services Institute (RUSI)⁽⁴¹⁾ et rédigé par les spécialistes de l'Afghanistan Michael Semple et Theo Farrell, professeur au

⁽³⁰⁾ EASO, Country of Origin Information Report Afghanistan – Recruitment by armed groups, September 2016 ([url](#)), pp. 14-16.

⁽³¹⁾ Landinfo, Report Afghanistan: Recruitment to Taliban, 29 June 2017 ([url](#)), pp. 8-11.

⁽³²⁾ Guardian (The), Taliban officially announce death of Mullah Omar, 30 July 2015 ([url](#)); Soufan Group (The), TSG IntelBrief: The Death of Mullah Omar, 30 July 2015 ([url](#)); CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)).

⁽³³⁾ Osman, B., Taleban in Transition: How Mansur's death and Haibatullah's ascension may affect the war (and peace), 26 May 2016 ([url](#)).

⁽³⁴⁾ Osman, B., Toward Fragmentation? Mapping the post-Omar Taleban, 24 November 2015 ([url](#)); Giustozzi, A. and Mangal, S., An Interview with Mullah Rasool on Reconciliation Between the Taliban and the Afghan Government, 16 March 2016 ([url](#)); CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)); Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 5.

⁽³⁵⁾ Guardian, (The), US drone strike in Pakistan kills Taliban leader Mullah Mansoor, 22 May 2016 ([url](#)); CFR, The Taliban, 2015 ([url](#)).

⁽³⁶⁾ Osman, B., Taleban in Transition: How Mansur's death and Haibatullah's ascension may affect the war (and peace), 26 May 2016 ([url](#)); New York Times (The), Taliban's New Leader, More Scholar Than Fighter, Is Slow to Impose Himself, 11 July 2016 ([url](#)); Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), pp. 4-5.

⁽³⁷⁾ EASO, Country of Origin Information Report. Afghanistan. Taliban Strategies – Recruitment, July 2012 ([url](#)), p. 18; Franco, C. and Giustozzi, A., 'Revolution in the Counter-Revolution: Efforts to Centralize the Taliban's Military Leadership', in Central Asian Affairs, Vol. 3, No. 3, 2016 ([url](#)), pp. 249–286.

⁽³⁸⁾ Semple, M., Rhetoric, Ideology and Organizational Structure of the Taliban Movement, 5 January 2015 ([url](#)), pp. 10-11.

⁽³⁹⁾ Osman, B., Taleban in Transition 2: Who is in charge now?, 22 June 2016 ([url](#)).

⁽⁴⁰⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 5.

⁽⁴¹⁾ RUSI is an international, independent, defence and security research institution based in the UK.

King's College de Londres, sous la direction actuelle de Mawlawi Haibatullah, la structure de gouvernance des commissions nationales, provinciales et de districts compétentes pour les affaires militaires et politiques est en train de s'effondrer. Les deux spécialistes ont affirmé que le dirigeant actuel est privé d'importantes ressources financières (issues du trafic de stupéfiants, par exemple) et que plusieurs membres éminents, comme le gouverneur fantôme de la province de Helmand, agissent de manière indépendante (42).

Outre le réseau Haqqani, d'autres réseaux d'insurgés tels que celui formé autour de Qayum Zakir ou le réseau constitué autour d'Obeidullah Ishaqzai, frère du mollah Omar désormais décédé, et d'autres réseaux moins importants qui agissent pour le compte du Pakistan ont développé une certaine autonomie au sein du mouvement taliban (43). Outre le rôle qu'occupe le Pakistan, il semblerait que l'Arabie saoudite, l'Iran et la Russie (44) alimentent également le factionnalisme fournissant des ressources, sous forme d'argent et d'armement, à certains groupes du mouvement et non à d'autres (45). Compte tenu du fait que plusieurs acteurs étrangers, aux desseins souvent opposés, soutiennent différentes factions talibanes, D^r Giustozzi affirme dans son rapport de 2017 pour LandInfo qu'il est probable que cette fragmentation se poursuive dans un avenir prévisible (46). Selon certaines sources, en plus du soutien de la part de pays voisins (47), certaines factions talibanes dissidentes auraient bénéficié de l'aide des autorités nationales afghanes (48).

En plus du trafic de stupéfiants et des financements d'acteurs étrangers, les commandants talibans locaux tirent également leurs revenus du commerce illégal de minéraux précieux afghans ainsi que d'investissements dans des sociétés, du blanchiment d'argent, d'enlèvements contre rançon, d'extorsion et d'autres activités criminelles (49). Les spécialistes Michael Semple et Theo Farrell rapportent qu'il existe une inquiétude au sein des rangs talibans selon laquelle les membres du mouvement créent un «nouveau système qui s'articule autour des chefs de guerre et dans lequel les commandants locaux rompent avec la chaîne de commandement centrale, consolidant leur pouvoir au niveau local et se disputant les ressources» (50). Selon Michael Semple et Theo Farrell, les commandants utilisent actuellement leurs propres sources de revenus pour financer la guerre (51), et ce, bien plus que par le passé.

(42) Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 5; Reuters, Afghan Taliban's new chief replaces 24 'shadow' officials, 27 January 2017 ([url](#)).

(43) Osman, B., A Black Week in Kabul (2): Who are the most likely perpetrators?, 7 June 2017 ([url](#)); Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 6.

(44) Business Insider, Russia appears to now be helping out the Taliban, 27 January 2017 ([url](#)); Washington Post (The), Russia is sending weapons to Taliban, top U.S. general confirms, 24 April 2017 ([url](#)); Wall Street Journal (The), Iran Backs Taliban With Cash and Arms, 11 June 2015 ([url](#)); VOA, Afghan Lawmakers to Investigate Growing Ties Between Taliban, Russia and Iran, 5 December 2016 ([url](#)), RFE/RL, Afghan Governor Accuses Iran Of Supporting Taliban, 31 July 2017 ([url](#)); Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 9. Some observers are more sceptical about Russian direct involvement. See: Atlantic (the), Is Russia Really Arming the Taliban?, 25 August 2017 ([url](#)).

(45) CNN, Videos suggest Russian government may be arming Taliban, 26 July 2017 ([url](#)); Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 8.

(46) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 3.

(47) Kolenda, C., Five Myths to Dispel About An Afghan Peace, 21 January 2016 ([url](#)).

(48) New York Times (The), Afghan Government Quietly Aids Breakaway Taliban Faction, 19 June 2017 ([url](#)); Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

(49) UN Security Council, Letter dated 2 February 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 2 February 2015 ([url](#)), p. 4; Rubin, B., in an introduction to: Osman, B. and Gopal, A., Taliban Views on a Future State, July 2016 ([url](#)), p. 5.

(50) Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 12.

(51) Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 8.

Plusieurs sources interrogées oralement par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) ont décrit des différences régionales sur le plan de l'unité et de la cohésion au sein des talibans. De manière générale, les sources ont indiqué que les talibans locaux semblent disposer d'un important «pouvoir discrétionnaire» dans l'exercice de leurs activités. Dans certaines régions reculées, les commandants locaux ont peu de rapports avec la direction centrale des talibans, tandis que dans d'autres, le commandement et le contrôle des troupes sont plus importants⁽⁵²⁾.

Le factionnalisme croissant au sein du mouvement taliban entraîne des conséquences d'ordre analytique. Selon les spécialistes du RUSI Theo Farrell et Michael Semple, «se poser la question "quel est l'avis des talibans sur ...?" n'a plus aucun sens. À la place, l'analyse doit être suffisamment nuancée pour rendre compte du large éventail de positions des talibans concernant certaines questions relatives au conflit»⁽⁵³⁾. Dans un article de 2016 relatif aux points de vue des talibans quant à l'avenir de l'Afghanistan, les analystes du mouvement taliban Borhan Osman et Anand Gopal ont également affirmé que le mouvement taliban est «trop hétérogène et fragmenté (tant horizontalement que verticalement) pour qu'une unité de pensée s'en dégage»⁽⁵⁴⁾. Selon Bohran Osman, pour ces réseaux semi-autonomes, bien que théoriquement et officiellement sous l'autorité du Rahbari Shura (le Conseil de direction) et dépendant en partie de celui-ci pour certaines ressources⁽⁵⁵⁾,

«la politique officielle concernant une question donnée ne compte pas toujours. Ces réseaux sont uniquement tenus de respecter les limites universelles fixées par les talibans (par exemple, ne pas prendre part à des attaques sectaires, à des décapitations et à des viols) afin de respecter leur serment d'allégeance au mouvement et de pouvoir se réclamer de celui-ci. Il existe une large zone grise dans laquelle ces réseaux peuvent s'écartier dans une certaine mesure des politiques officielles des talibans⁽⁵⁶⁾.

Borhan Osman attribue un certain nombre d'assassinats ou de tentatives d'assassinat à ces réseaux. Parmi les cibles, on retrouve, entre autres, des hommes politiques, des aînés tribaux, notamment dans le sud, des oulémas et même d'autres membres des talibans⁽⁵⁷⁾.

1.1.4 Objectifs des talibans

D'après Neamat Nojumi, universitaire spécialiste de l'Afghanistan, l'objectif des talibans est de démolir l'État afghan actuel, de renverser le gouvernement national en tant qu'agent de l'État, de dissoudre la Constitution et de réinstaurer leur vision de l'Émirat islamique⁽⁵⁸⁾

(52) IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

(53) Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 10.

(54) Osman, B. and Gopal, A., Taliban Views on a Future State, July 2016 ([url](#)), p. 10.

(55) Osman, B., A Black Week in Kabul (2): Who are the most likely perpetrators?, 7 June 2017 ([url](#)).

(56) Osman, B., The Attack on the American University in Kabul (2): Who did it and why?, 5 September 2016 ([url](#)).

(57) Osman, B., The Attack on the American University in Kabul (2): Who did it and why?, 5 September 2016 ([url](#)).

(58) Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

À l'annonce de leur offensive du printemps 2017 baptisée «opération Mansouri», les talibans ont exprimé des objectifs tant militaires que politiques⁽⁵⁹⁾. Du point de vue militaire, «les talibans accompagnent leurs efforts visant à s'emparer des régions rurales à une campagne de terrorisme sans relâche dans les villes», affirme le journaliste Abubakar Siddique⁽⁶⁰⁾. Depuis la fin de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan menée par l'OTAN et le retrait de la majorité des troupes étrangères en 2014, l'un des objectifs clés des talibans a été de s'emparer d'une ou plusieurs capitales provinciales⁽⁶¹⁾. Le présent rapport se concentre sur le ciblage d'individus; s'interroger sur l'ensemble des aspects de la stratégie talibane ne relève pas de la portée du présent rapport. Pour d'autres aspects, tels que la poursuite d'une guerre conventionnelle dans les zones rurales ou urbaines, veuillez consulter le rapport COI d'EASO intitulé : *Afghanistan: Security Situation* (Afghanistan: Situation en matière de sécurité)⁽⁶²⁾.

1.1.4.1 L'objectif de la campagne de ciblage des talibans

Selon le chercheur du programme de sécurité internationale de la fondation New America, auteur primé et journaliste Anand Gopal, l'objectif global des talibans est de reconquérir le pouvoir, ou d'exercer suffisamment de pression sur le gouvernement afghan pour pouvoir occuper une place favorable à la table des négociations⁽⁶³⁾. Selon l'analyste Bohran Osman⁽⁶⁴⁾, l'objectif est de renverser le gouvernement afghan actuel «moralement corrompu»⁽⁶⁵⁾ et de mettre en place des institutions capables de garantir la «justice sociale» et le développement tels que les talibans les entendent⁽⁶⁶⁾.

D'après l'universitaire Neamat Nojumi, le fait de définir le gouvernement afghan comme «moralement corrompu» constitue la base de l'argumentaire des commandants des opérations et des combattants talibans visant à justifier la violence à l'encontre de civils, surtout s'ils travaillent pour le gouvernement afghan, comme les fonctionnaires ou les enseignants, ainsi que leurs proches⁽⁶⁷⁾. Tout en n'excluant pas la corruption impliquant des pots-de-vin et l'enrichissement personnel, dans le contexte de l'Afghanistan, la corruption morale se confond souvent avec le simple gain financier⁽⁶⁸⁾. Souvent décrit comme «le pantin de l'envahisseur étranger», d'après les talibans, le gouvernement afghan actuel «piétine la culture et la tradition afghanes et cherche à détruire le système islamique du pays⁽⁶⁹⁾. Les talibans, en revanche, estiment se battre pour une cause juste de façon disciplinée et

⁽⁵⁹⁾ UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 15 June 2017 2017, available at: ([url](#)), p. 4; Foxley, T., Taliban announce 2017 Spring Offensive, afghanhindsight [weblog], posted on: 28 April 2017, ([url](#))

⁽⁶⁰⁾ Siddique, A., The Taliban's Spring Offensive: Afghanistan Faces a Crucial Year, 19 May 2017 ([url](#))

⁽⁶¹⁾ Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 8.

⁽⁶²⁾ Pour les dernières mises à jour, aller sur le site <https://www.easo.europa.eu/information-analysis/country-origin-information/country-reports>

⁽⁶³⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017. Anand Gopal est un journaliste et auteur fort de plus de dix ans d'expérience sur les questions relatives à l'Afghanistan.

⁽⁶⁴⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017. Borhan Osman est analyste principal pour le International Crisis Group. Ses travaux de recherche portent sur les groupes d'insurgés.

⁽⁶⁵⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁶⁶⁾ Siddique, A., The Taliban's Spring Offensive: Afghanistan Faces a Crucial Year, 19 May 2017 ([url](#)); AP, Taliban Announce Spring Offensive, Vow to Build Institutions, 28 April 2017, available at: ([url](#)).

⁽⁶⁷⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁶⁸⁾ Arbabzadah, N., 'Corruption' confusion in Afghanistan, 1 December 2009 ([url](#)).

⁽⁶⁹⁾ Gopal, A. and Strick van Linschoten, A., Ideology in the Afghan Taleban, June 2017 ([url](#)), p. 33.

honnête⁽⁷⁰⁾. Cette cause peut être interprétée comme une défense tant de la tradition, que de la souveraineté nationale et de l'islam⁽⁷¹⁾.

Neamat Nojumi a également fait observer que:

«l'objectif global des talibans en matière de gouvernance (et non de gouvernement) en Afghanistan a consisté en une volonté de démanteler tant les modes de vie sociopolitiques modernes que traditionnels. Pour y parvenir, ils voient les dignitaires religieux comme la force morale motrice. [...] Lors de mes différents contacts avec des hauts responsables talibans ces dernières années, j'ai constaté que la position des talibans à l'égard de l'État, de la gouvernance et de l'éducation était identique à celle adoptée pendant les années 90. J'ai également observé que la jeune génération talibane est encore plus sentimentale/irrationnelle (par rapport à la génération précédente) en ce qui concerne les objectifs du mouvement. [...] L'insurrection en Afghanistan repose essentiellement sur un dogme idéologique extrême fondé sur la religion. Le renforcement de ce dogme idéologique a jusqu'à présent empêché les dirigeants talibans de parvenir à une maturité politique indispensable au développement de leur organisation et de leur direction. Cette tendance idéologique dominante est parvenue à convaincre sans difficulté les combattants à cibler tous les individus qui s'opposent à leur doctrine»⁽⁷²⁾.

Toutefois, Borhan Osman a expliqué que, dans leur rhétorique, ils se présentent invariablement et de plus en plus comme un gouvernement parallèle et cherchent à se faire passer pour des hommes qui «se préoccupent des communautés sous leur contrôle»⁽⁷³⁾. Toujours selon l'analyste Borhan Osman, ce discours de propagande influence effectivement le comportement des talibans sur le terrain, en ce qu'il détermine les cibles légitimes et celles qui ne le sont pas⁽⁷⁴⁾.

Au cours d'un entretien avec EASO dans le cadre du présent rapport, Anand Gopal a présenté les trois objectifs principaux de la campagne de ciblage des talibans:

1. Délégitimer le gouvernement. En ciblant les individus qui soutiennent le gouvernement, les talibans compliquent l'exercice des fonctions essentielles du gouvernement en matière de prestation de services à la population. «Si le gouvernement ne peut pas faire son travail, il perd en légitimité»⁽⁷⁵⁾. Selon Neamat Nojumi, cela contribue, à terme, à affaiblir le gouvernement⁽⁷⁶⁾. Antonio Giustozzi affirme également que la principale justification de la campagne de ciblage est de saper le gouvernement de Kaboul et de rallier des individus aux talibans en les obligeant à coopérer⁽⁷⁷⁾. De hauts représentants du gouvernement, y compris au sein de l'armée, des forces de l'ordre et du personnel de la Direction nationale de la sécurité (NDS) sont recrutés pour coopérer et espionner pour le compte des talibans contre de l'argent et la garantie qu'ils ne seront pas ciblés⁽⁷⁸⁾.

⁽⁷⁰⁾ Semple, M., Reconciliation in Afghanistan, USIP, Washington DC, 2009, p. 37; see e.g. Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Open letter by Spokesman of Islamic Emirate to the American President Donald Trump, 25 January 2017 ([url](#)).

⁽⁷¹⁾ Gopal, A. and Strick van Linschoten, A., Ideology in the Afghan Taliban, June 2017 ([url](#)), p. 33.

⁽⁷²⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁷³⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁷⁴⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁷⁵⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁷⁶⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁷⁷⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

⁽⁷⁸⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 7.

2. Cibler les collaborateurs: à savoir, les espions et les personnes suspectées d'espionnage. Au minimum afin de créer une atmosphère où il est très dangereux de collaborer»⁽⁷⁹⁾. Lors d'un entretien mené dans le cadre du présent rapport, le journaliste et auteur Abubakar Siddique a indiqué que la campagne de ciblage menée par les talibans vise principalement à semer la peur parmi la population et cibler l'opposition, notamment les individus qui sont à même de s'opposer au mouvement⁽⁸⁰⁾. L'analyste Borhan Osman confirme que ce sont souvent les membres des groupes locaux d'insurgés (qui sont difficiles à vaincre) qui sont ciblés individuellement. En outre, les personnes qui sont à la fois influentes et critiquent les talibans font souvent l'objet d'un ciblage, car elles peuvent changer l'opinion d'autrui⁽⁸¹⁾.
3. Selon Anand Gopal, la troisième catégorie de ciblage émerge d'un manque d'informations. Il explique qu'en Afghanistan, le ciblage survient essentiellement dans les zones contestées, où les civils sont partagés et tentent de satisfaire les deux camps; c'est pourquoi le camp envers lequel ils sont loyaux s'avère difficile à déterminer. L'objectif, ici, est de chercher à assurer un contrôle social total sur les régions et les populations que les talibans ne contrôlent pas totalement. Anand Gopal souligne également que dans les régions totalement contrôlées par les talibans, le ciblage a tendance à être nettement moins élevé, dans la mesure où tous les éléments suspects ont quitté la région ou ont fait preuve de loyauté à l'égard des insurgés. De même, dans les régions fermement contrôlées par le gouvernement, le ciblage a également tendance à être moins courant, car la portée des talibans y est limitée⁽⁸²⁾. Neamat Nojumi a éprouvé des difficultés à établir le caractère généralisé de cette affirmation et a suggéré que cela pouvait ne valoir que pour certaines zones contestées⁽⁸³⁾.

La déclaration faite par les talibans lors de l'annonce de leur offensive du printemps 2017 (baptisée «opération Mansouri») a indiqué que «l'ennemi sera visé, harcelé, tué ou capturé jusqu'à ce qu'il soit contraint d'abandonner les quelques retranchements qui lui restent dans les régions que les moudjahidines ne contrôlent pas totalement». Pour préciser qui est l'ennemi, la déclaration se poursuit comme suit: «[I]l'opération Mansouri se concentrera principalement sur les forces étrangères, leurs infrastructures militaires et de renseignement, et l'élimination de leurs forces mercenaires locales»⁽⁸⁴⁾.

⁽⁷⁹⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁸⁰⁾ Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017. Abubakar Siddique est journaliste confirmé et auteur spécialiste de la région Afghanistan-Pakistan.

⁽⁸¹⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁸²⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁸³⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁸⁴⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Statement of the Islamic Emirate regarding the Inauguration of the Spring Offensive 'Operation Mansouri', 28 April 2017 ([url](#)).

1.1.5 Ciblage de civils par les talibans

1.1.5.1 Restrictions

La définition de ce que constitue un «civil» selon les talibans diffère de celle de la MANUA ou du droit international humanitaire. Les talibans peuvent juger certains civils au profil spécifique comme des cibles légitimes, bien qu'ils soient protégés en vertu du droit international humanitaire⁽⁸⁵⁾.

Si, officiellement, les talibans sont soumis à certaines restrictions en matière de ciblage de civils et de destruction de certaines infrastructures civiles⁽⁸⁶⁾, la MANUA attribue 61 % de l'ensemble des victimes civiles en 2016 (à savoir 11 418 décès ou blessés en 2016) aux insurgés, et principalement aux talibans⁽⁸⁷⁾. Selon Theo Farrell et Michael Semple, cette «conduite imprudente d'opérations militaires par de nombreux commandants» suscite de plus en plus de résistance au sein des rangs talibans⁽⁸⁸⁾. Une lettre interne adressée par un personnage haut placé des talibans à la direction du mouvement, dont le contenu a été dévoilé au grand jour, expose des critiques acerbes à l'encontre du recours excessif à la violence et au ciblage de civils de la part des talibans. Il serait indiqué dans la lettre que: «Tous les combattants moudjahidines doivent recevoir l'ordre de cesser de tuer nos opposants dans les mosquées ainsi que les prisonniers», «Il faut cesser de tuer les voyageurs sur la route sur la base de soupçons, de bombarder des ponts, des routes et d'autres lieux similaires, et de tuer les travailleurs humanitaires et les ouvriers de chantier qui aident notre peuple et construisent notre patrie.»⁽⁸⁹⁾.

Un analyste affilié au Réseau d'analystes sur l'Afghanistan (AAN) interrogé par la CISR a déclaré en 2016 que la dynamique multidimensionnelle du conflit et les desseins souvent contradictoires des groupes armés locaux font que les civils sont de plus en plus ciblés en signe de pouvoir sur un territoire ou de contrôle dudit territoire⁽⁹⁰⁾. Les spécialistes du RUSI Theo Farrell et Michael Semple font état d'une concurrence entre les commandants qui cherchent à commanditer des attentats-suicides qui feront un maximum de victimes⁽⁹¹⁾.

Bohan Osman explique que la rhétorique des talibans visant à être «moins violents» à l'égard de la population civile a une incidence sur le comportement des talibans sur le terrain⁽⁹²⁾. Le spécialiste de l'Afghanistan Barnett Rubin avance, quant à lui, qu'il est possible que d'importantes divisions existent entre les dirigeants talibans et les combattants sur le terrain. «Même lorsque la direction donne des instructions contraires, les combattants qui s'emparent de territoires par la force (comme ce fut le cas de Kunduz en septembre 2015)

⁽⁸⁵⁾ Clark, K., The Layha. Calling the Taliban to Account, 4 July 2011 ([url](#)), pp. 20-26; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 78.

⁽⁸⁶⁾ Clark, K., The Layha. Calling the Taliban to Account, 4 July 2011 ([url](#)), pp. 14-15; UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 15 June 2017 2017, available at: ([url](#)), p.4

⁽⁸⁷⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), pp. 3, 6.

⁽⁸⁸⁾ Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p. 9.

⁽⁸⁹⁾ RFE/RL, Gandhara, Exclusive: Former Leader's Bombshell Letter Exposes Internal Taliban Struggles, 21 October 2016 ([url](#)).

⁽⁹⁰⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

⁽⁹¹⁾ Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, January 2017 ([url](#)), p.10.

⁽⁹²⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

recourent à nouveau au [...] pillage et à la perpétration de meurtres de personnes associées au gouvernement ou à des politiques sociales progressistes par vengeance»⁽⁹³⁾. Les commandants des opérations ne reçoivent que des directives générales de la part des dirigeants talibans leur sommant de «protéger les infrastructures publiques, de bien traiter la population locale, [et] de ne pas entraver les activités des organisations humanitaires»⁽⁹⁴⁾. D'après Theo Farrell et Michael Semple, ces directives seraient «largement bafouées»⁽⁹⁵⁾. À titre d'exemple, lors de la brève prise de contrôle de la ville de Kunduz en 2015, les travailleurs des ONG ont été systématiquement mis à l'écart lors des perquisitions effectuées par les talibans, en dépit des déclarations spécifiques du dirigeant taliban (de l'époque), le mollah Mansour, invitant les travailleurs des ONG à poursuivre leurs activités normalement et à signaler tout problème et toute plainte à la «commission de contrôle et d'administration des ONG et des entreprises»⁽⁹⁶⁾.

D'après Borhan Osman, bien qu'il existe des catégories de sites civils protégés, certaines institutions peuvent redevenir des cibles légitimes, comme l'université américaine de Kaboul, pour ses liens avec les États-Unis, ou d'autres cibles, comme les chaînes Tolo TV et 1TV, pour leur couverture des incidents survenus à Kunduz en octobre 2015 (voir [1.2.9 Professionnels des médias et représentants de la société civile](#) pour de plus amples informations sur ces incidents). Certaines organisations humanitaires et activités culturelles pourraient également perdre leur «protection» et redevenir des cibles légitimes⁽⁹⁷⁾. Généralement, toutefois, si une personne ne participe pas activement au combat contre les talibans, à des opérations de propagande ou aux combats sur le terrain, selon Borhan Osman, il n'est pas dans l'intérêt des talibans de cibler cette personne et, ce faisant, de saper leurs efforts visant à apparaître comme une solution de remplacement viable du gouvernement actuel⁽⁹⁸⁾. Cependant, d'après Antonio Giustozzi, les talibans peuvent cibler certains individus qui ne relèvent pas des règles générales fixées par la direction des talibans et, par conséquent, ils peuvent ne pas demander l'autorisation à la direction de cibler ces personnes⁽⁹⁹⁾.

Malgré les «directives internes» (layeha) leur interdisant les enlèvements contre rançon, il a été constaté que les talibans ciblent de plus en plus les civils afghans aisés. Un rapport des Nations unies a révélé que les exigences idéologiques ou politiques sont souvent utilisées comme prétextes pour masquer l'objectif purement lucratif de nombre de ces actes. Cependant, les enlèvements contre rançon ne visent pas uniquement les Afghans aisés. Les Nations unies indiquent qu'entre 2003 et 2014, aux postes de contrôle des talibans, des personnes suspectées de ne pas soutenir l'insurrection ont été, soit exécutées sur place, soit enlevées en vue de soutirer de l'argent à leurs proches⁽¹⁰⁰⁾. (Voir [1.1.5.4 Postes de contrôle](#))

Les talibans ont mis en place un «organe indépendant de l'Émirat islamique pour la prévention des pertes civiles et les demandes de doléances», également appelé «Département de prévention des pertes civiles et des plaintes» (voir [1.1.1 Structure formelle des talibans](#)). Cette commission a pour tâche de recenser les pertes civiles causées par l'ensemble des parties au

⁽⁹³⁾ Rubin, B., in an introduction to: Osman, B. and Gopal, A., *Taliban Views on a Future State*, July 2016 ([url](#)), p. 4.

⁽⁹⁴⁾ Osman, B. and Gopal, A., *Taliban Views on a Future State*, July 2016 ([url](#)), p. 15.

⁽⁹⁵⁾ Farrell, T. and Semple, M., *Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War*, January 2017 ([url](#)), p. 9.

⁽⁹⁶⁾ UNAMA, *Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province*, December 2015 ([url](#)), pp. 3, 16-17, 26.

⁽⁹⁷⁾ Osman, B., *The Attack on the American University in Kabul (2): Who did it and why?*, 5 September 2016 ([url](#)).

⁽⁹⁸⁾ Osman, B., *Skype interview*, 8 August 2017.

⁽⁹⁹⁾ Giustozzi, A., *Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign*, 23 August 2017 ([url](#)), p. 18.

⁽¹⁰⁰⁾ UN Security Council, Letter dated 2 February 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 2 February 2015 ([url](#)).

conflit et d'enquêter à leur propos (¹⁰¹). Cette commission est active dans tout le pays. Elle fait des déclarations publiques et émet des rapports sur les pertes civiles de façon régulière. Selon la MANUA, il s'agirait d'une commission autonome et non d'un organe des talibans (¹⁰²).

1.1.5.2 Ciblage

En 2016, la MANUA a répertorié au moins 2 719 pertes civiles, dont 871 personnes décédées et 1 848 blessés, à la suite des attaques volontairement et directement dirigées à l'encontre de civils et de biens civils, représentant 24 % de l'ensemble des pertes civiles en 2016, ou 39 % de l'ensemble des pertes attribuées aux éléments antigouvernementaux (EAG). Parmi les tactiques utilisées figurent les attaques suicides visant des manifestants pacifiques et des individus priant dans des mosquées, ainsi que le meurtre ciblé de certains civils perçus comme ne soutenant pas les EAG, lesquels sont essentiellement abattus ou victimes de déflagrations d'engins explosifs improvisés (EEI) (¹⁰³). Au cours du premier semestre 2017, la MANUA a enregistré des pourcentages de pertes civiles encore supérieurs à la suite d'attaques intentionnellement dirigées contre des civils, notant que 1 413 pertes civiles étaient dues à des attaques d'EAG ciblant délibérément des civils. Ces 1 413 pertes civiles dues aux attaques susmentionnées représentent 27 % de l'ensemble des pertes civiles au cours du premier semestre 2017, ou 40 % de l'ensemble des pertes attribuées aux EAG. La MANUA a indiqué que ces données chiffrées correspondent à une estimation prudente, car elles ne tiennent pas compte des attaques à l'encontre des forces de l'ordre ou de cibles inconnues, dont certaines ont pu être considérées comme des biens civils au moment du ciblage (¹⁰⁴).

En 2016, les insurgés n'ont pas seulement tué et blessé des civils, ils ont aussi commis 350 actes d'enlèvement, impliquant un total de 1 858 personnes ciblées, souvent sur la base de soupçons de liens avec le gouvernement, y compris des fonctionnaires publics et des membres des forces de sécurité nationales afghanes (ANSF) qui n'étaient pas en service. La plupart de ces personnes enlevées ont été libérées après le paiement d'une rançon ou à l'issue de discussions entre aînés tribaux, mais 84 d'entre elles ont été tuées et 46 blessées, lesquelles étaient principalement des membres des ANSF qui n'étaient pas en service, leurs proches, des fonctionnaires et des personnes suspectées d'être des «espions» du gouvernement. Les insurgés ont souvent recours à l'enlèvement massif de voyageurs pour séparer les fonctionnaires et les membres des ANSF du groupe. D'après la MANUA, les personnes enlevées qui ont été blessées lors des faits doivent principalement leurs blessures à des passages à tabac et à des actes de «torture» (¹⁰⁵). Dans certains cas, les insurgés ont tué sur place les membres des ANSF ou les fonctionnaires suspectés. À titre d'exemple, en juillet 2017, les talibans ont intercepté un bus et enlevé 16 de ses passagers-. Parmi ces passagers, sept ont été tués sur place, sur la base d'accusations d'appartenance au gouvernement ou aux effectifs de l'armée. Les autres ont été enlevés afin d'être interrogés de manière plus approfondie (¹⁰⁶). Pour des informations complémentaires à ce sujet, veuillez consulter le sous-chapitre sur les [Postes de contrôle](#).

(¹⁰¹) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 76.

(¹⁰²) UNAMA, e-mail, 3 October 2017. UNAMA a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

(¹⁰³) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), pp. 71-73.

(¹⁰⁴) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), pp. 44-46.

(¹⁰⁵) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 67.

(¹⁰⁶) Pajhwok Afghan News, Taliban gun down 7 passengers in Farah, 12 July 2017 ([url](#)).

La MANUA a répertorié les châtiments judiciaires parallèles infligés aux personnes accusées d'avoir des proches travaillant pour les ANSF ou le gouvernement ou entretenant des relations de travail avec l'un ou l'autre⁽¹⁰⁷⁾.

Borhan Osman et Anand Gopal ont tous deux souligné qu'en Afghanistan, le ciblage repose en grande partie sur des différends, des querelles et des rivalités d'ordre personnel. Souvent, le conflit offre la possibilité de cibler son rival⁽¹⁰⁸⁾. Antonio Giustozzi observe que les services de renseignement, tant du gouvernement que des talibans, se heurtent souvent à des informations erronées motivées par des querelles et des vengeances personnelles⁽¹⁰⁹⁾.

1.1.5.3 Méthodologie de ciblage

Différentes sources ont fourni des informations variées au sujet des méthodologies de ciblage utilisées par les talibans. Dans son rapport pour LandInfo datant d'août 2017, lequel repose essentiellement sur des sources orales (des entretiens avec des talibans pour la plupart)⁽¹¹⁰⁾, Antonio Giustozzi décrit une méthodologie très systématique d'identification et de ciblage des individus: une fois identifié et localisé (à l'exception des profils de haut niveau), un individu doit être averti au moins deux fois. Si cet individu ne donne pas de suite aux menaces, il pourra potentiellement être interrogé devant un tribunal taliban. S'il persiste à ne pas respecter les injonctions des talibans, ce n'est qu'à ce moment qu'il figurera sur une liste noire établie par les talibans. L'ajout d'individus en tant que cibles sur une liste noire talibane est soumis à l'approbation de la direction des talibans (ou de la direction du réseau taliban concerné). Ensuite, dans chaque province, une équipe spécialisée (*Istakhbarati Karwan*) constituée d'une vingtaine de membres est chargée de l'exécution des assassinats. Parallèlement à ces listes noires approuvées à l'échelle nationale, il est possible que les talibans dressent leur propre liste noire à l'échelle locale, laquelle n'est pas nécessairement approuvée par la direction⁽¹¹¹⁾. Abubakar Siddique a avancé que les talibans établissent une liste noire de cibles prioritaires⁽¹¹²⁾. Cependant, à la question portant sur l'existence de listes noires talibanes, Borhan Osman a indiqué qu'il n'avait pas constaté de preuves de l'existence d'un tel système centralisé et organisé d'élaboration de listes noires, ni de commandos spécialisés. D'après lui, les commandants locaux disposent effectivement d'une liste noire des individus qu'ils désirent éliminer dans leur région, qu'ils chercheront simplement à éliminer, mais ils n'ont pas désigné d'unités d'assassinat pour se charger de cette tâche⁽¹¹³⁾. Anand Gopal a également déclaré qu'il n'avait pas constaté de preuves de l'existence de commandos spécialisés talibans de ce type⁽¹¹⁴⁾.

Néanmoins, lors de la brève prise de contrôle de Kunduz en septembre 2015, la MANUA a indiqué ce qui suit:

«Selon de nombreux témoignages que la MANUA a reçus, quelques heures après avoir pénétré dans la ville de Kunduz le 28 septembre, les talibans ont commencé à effectuer des perquisitions maison par maison en utilisant des listes préétablies contenant le nom et l'adresse de défenseurs des droits de l'homme, notamment des femmes, de femmes

⁽¹⁰⁷⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 69.

⁽¹⁰⁸⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽¹⁰⁹⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 16-17.

⁽¹¹⁰⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 5.

⁽¹¹¹⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 10, 16, 19.

⁽¹¹²⁾ Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

⁽¹¹³⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽¹¹⁴⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

actives dans la vie publique, de travailleurs des ONG, de membres du personnel des Nations unies, de journalistes et de fonctionnaires publics, y compris des avocats, des juges et des procureurs de l'État»⁽¹¹⁵⁾.

Les insurgés sont également connus pour frapper à des endroits ou à des moments où ils estiment que leurs cibles se réunissent, comme pendant des funérailles, dans les mosquées ou à l'occasion d'autres rassemblements sociaux⁽¹¹⁶⁾. Voici quelques exemples:

- En 2014, un attentat suicide a frappé une foule qui assistait à un match de volley-ball à Paktia, faisant 45 morts et 50 blessés parmi le public⁽¹¹⁷⁾.
- En février 2017, des insurgés ont attaqué une mosquée où du personnel de la PLA était en train d'effectuer la prière du vendredi, tuant un commandant de la PLA et son épouse, entre autres⁽¹¹⁸⁾.
- Lors d'une cérémonie funéraire organisée pour le fils d'un haut responsable politique à Kaboul en juin 2017, deux terroristes ont commis une attaque-suicide en déclenchant des EEI parmi l'assemblée, laquelle comprenait de nombreux fonctionnaires d'État et responsables des services de sécurité. La MANUA a confirmé quatre pertes et 49 blessés parmi les civils⁽¹¹⁹⁾.
- En juillet 2017, les talibans sont entrés dans une mosquée dans la province de Balkh et ont ouvert le feu, faisant au moins 13 morts. Si les talibans ont prétendu avoir attaqué un rassemblement de miliciens, le gouvernement local a affirmé que les victimes étaient toutes des civils. Des sources locales ont indiqué à l'agence de presse «Khaama Press» que les victimes étaient liées à un ancien commandant djihadiste local⁽¹²⁰⁾. Des fonctionnaires locaux cités par la radio Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) ont déclaré plus tard que les 13 personnes décédées appartenaient à une milice chargée de défendre la région et placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur⁽¹²¹⁾.
- En octobre 2017, des tireurs non identifiés ont fait irruption dans une mosquée à Ghor, faisant jusqu'à 30 morts parmi les fidèles et blessant des dizaines d'autres personnes. Parmi les personnes tuées se trouvait le commandant d'une milice progouvernementale locale⁽¹²²⁾.

1.1.5.4 Postes de contrôle

Lors d'un entretien réalisé dans le cadre du présent rapport, Bohran Osman a expliqué que, selon lui, les insurgés ont créé trois types distincts de postes de contrôle⁽¹²³⁾:

⁽¹¹⁵⁾ UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), p. 15.

⁽¹¹⁶⁾ Ruttig, T., The 'Humvee Bomb' Series: The October wave of Taliban attacks in 2017 context, 7 November 2017 ([url](#)).

⁽¹¹⁷⁾ Reuters, Suicide bomber kills 45 at volleyball match in Afghanistan, 14 November 2014 ([url](#)).

⁽¹¹⁸⁾ Pajhwok Afghan News, ALP commander among 10 killed in Jawzjan clash, 25 February 2017 ([url](#)).

⁽¹¹⁹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 35.

⁽¹²⁰⁾ Khaama Press, Taliban kill 13 in an attack on a mosque in Balkh province, 2 July 2017 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Taliban execute 13 Balkh youth in mass shooting, 2 July 2017 ([url](#)).

⁽¹²¹⁾ RFE/RL, Afghan Official Says Taliban Killed 13 Local Militiamen In Ambush, 2 July 2017 ([url](#)).

⁽¹²²⁾ Ruttig, T., The 'Humvee Bomb' Series: The October wave of Taliban attacks in 2017 context, 7 November 2017 ([url](#)).

⁽¹²³⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

- Les postes de contrôle établis pour une cible spécifique: selon leurs renseignements, les talibans peuvent établir un poste de contrôle pour une durée brève afin d'intercepter un individu spécifique qui emprunte la route concernée pendant cet intervalle de temps (¹²⁴).
- Les postes de contrôle utilisés comme démonstration de force: afin de prouver qu'ils contrôlent un territoire et dans le but de perturber les voies de communication, les talibans établissent des postes de contrôle, qui sont parfois maintenus une journée durant (¹²⁵). Selon Anand Gopal, la logique derrière l'établissement de postes de contrôle, tant pour les forces gouvernementales que pour les talibans, est essentiellement de contrôler une zone et de collecter des informations sur les personnes qui entrent et qui sortent de la zone sous contrôle. Les fonctionnaires publics et les personnes associées au gouvernement présentent un risque d'être identifiés à ces postes de contrôle talibans, bien que cela dépende, dans une large mesure, de l'endroit et du moment de leur passage (¹²⁶). En ciblant des civils à leurs postes de contrôle, les talibans sapent également l'autorité et la légitimité du gouvernement aux yeux de la population, en montrant que ce dernier n'est pas en mesure de garantir la sécurité de celle-ci (¹²⁷).
- Les postes de contrôle motivés par des arguments financiers: les talibans locaux établissent parfois des postes de contrôle à des fins d'extorsion, en dépit des règles générales des talibans. Ici aussi, ce sont des fonctionnaires publics et des personnes influentes qui sont ciblés, pas en vue de les tuer, mais d'exiger une rançon (¹²⁸).

Les fouilles de véhicules le long des routes se dérouleraient plus fréquemment du soir à l'aube, lorsque les membres des ANSF ne patrouillent pas sur les routes (¹²⁹). Un analyste de la sécurité basé à Kaboul, qui a demandé à rester anonyme pour des raisons de sécurité, a communiqué à l'EASO son analyse d'un échantillon de 217 incidents de postes de contrôle illégaux situés dans 23 provinces, tous survenus en 2017. Selon ses conclusions, la plupart des incidents se sont déroulés pendant la journée, surtout tôt le matin et en fin d'après-midi. La nuit, les postes de contrôle illégaux étaient davantage associés à des activités criminelles. La cible des postes de contrôle des EAG était des véhicules privés et des taxis. Les autobus publics étaient rarement ciblés. L'intention des EAG était essentiellement d'identifier les fonctionnaires du gouvernement et les membres du personnel des ANSF qui n'étaient pas en service. La majorité des personnes enlevées étaient cependant des civils (¹³⁰).

Abubakar Siddique a expliqué que, selon lui, la «cible principale» aux postes de contrôle sont les membres du personnel des ANSF qui ne sont pas en service (¹³¹) (voir [1.2.1 Membres des forces de sécurité afghanes et des milices progouvernementales](#)). Plusieurs sources indiquent que les membres du personnel des ANSF qui ne sont pas en service cachent leurs documents d'identité lorsqu'ils se déplacent (¹³²).

(¹²⁴) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(¹²⁵) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(¹²⁶) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(¹²⁷) Reuters, Facing fewer checkpoints, Taliban make Afghan road trips more risky, 13 June 2016 ([url](#)).

(¹²⁸) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(¹²⁹) Pajhwok Afghan News, Taliban control Kunduz-Takhar highway at night, 9 March 2017 ([url](#)); Reuters, Facing fewer checkpoints, Taliban make Afghan road trips more risky, 13 June 2016 ([url](#)).

(¹³⁰) Entretien avec une source anonyme, 23 novembre 2017. La source est un spécialiste en matière de sécurité en Afghanistan, basé à Kaboul.

(¹³¹) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(¹³²) Reuters, Facing fewer checkpoints, Taliban make Afghan road trips more risky, 13 June 2016 ([url](#)); Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 14.

1.1.5.5 Différences entre les zones urbaines et rurales

Dans les villes, les insurgés n'ont pas la capacité d'établir des postes de contrôle pour contrôler des voyageurs de manière aléatoire à la recherche de profils spécifiques, sauf sporadiquement à Kunduz ou dans la périphérie de Kunduz⁽¹³³⁾. À défaut, les insurgés attaquent régulièrement les biens de civils et des endroits de la ville où ils estiment que certains types de cibles potentielles seront susceptibles de se rassembler⁽¹³⁴⁾. Parmi ces attaques figurent des attaques sur des bâtiments judiciaires⁽¹³⁵⁾, des bâtiments du gouvernement⁽¹³⁶⁾, des ambassades et des consulats⁽¹³⁷⁾, des médias⁽¹³⁸⁾, des lieux de culte de minorités religieuses⁽¹³⁹⁾ et des établissements bancaires⁽¹⁴⁰⁾.

Selon l'analyste Bohran Osman, les insurgés ciblent également certains individus à l'intérieur des villes lors de fusillades, qui sont souvent réalisées au volant des motos. Souvent, les victimes de ces fusillades n'ont pas une grande visibilité publique, indique Bohran Osman, et le ciblage est souvent destiné à intimider d'autres individus menacés en montrant que les insurgés peuvent atteindre un grand nombre de personnes. Parmi les victimes de ciblage figurent la police de la route, de présumés espions ou des défenseurs des droits de l'homme d'influence intermédiaire, lesquels ont souvent déjà reçu des menaces de mort auparavant⁽¹⁴¹⁾. Par exemple, un certain nombre d'assassinats ciblés de fonctionnaires du gouvernement et de membres des ANSF ont été perpétrés à Kandahar au cours de la période 2016-2017, y compris des fusillades à moto et des assassinats commis au moyen de dispositifs explosifs⁽¹⁴²⁾. Dans son évaluation, Anand Gopal a fait observer que la capacité des talibans à traquer, à infiltrer et à cibler efficacement des individus est bien supérieure dans les villes où les insurgés disposent d'une base, comme Kandahar, Kunduz ou Khost, par rapport à d'autres villes où ils sont absents, telles qu'Hérat ou Mazar-e Charif. À Kaboul, les insurgés sont présents à l'intérieur de la ville. Parmi eux, certains sont de connivence avec la scène criminelle grandissante de la ville. Cependant, leur présence n'est pas aussi visible que dans des villes telles que Kunduz, Kandahar ou Khost. Bien qu'ils ne soient pas faciles à perpétrer, des assassinats ciblés sont tout de même enregistrés dans la ville de Kaboul⁽¹⁴³⁾. Par exemple, en avril 2017, deux employés d'un Centre judiciaire pénal contre la corruption (Anti-Corruption Justice Centre, ACJC) ainsi qu'un fonctionnaire de la Direction pour la protection

(¹³³) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(¹³⁴) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 72.

(¹³⁵) Al Jazeera, Suicide blast near Kabul Supreme Court kills dozens, 7 February 2017 ([url](#)); Reuters, Taliban attack kills five at Afghan court, 5 June 2016 ([url](#)).

(¹³⁶) Guardian (The), Afghanistan: dozens dead in Kabul bombing targeting government workers, 24 July 2017 ([url](#)); BBC News, Suicide bomber hits Afghan defence ministry in Kabul, 9 March 2013 ([url](#)).

(¹³⁷) Al Jazeera, ISIL claims attack on Iraqi embassy in Kabul, 31 July 2017 ([url](#)); Independent, Suicide bomb kills at least 90 and wounds more than 400 in Afghanistan, 31 May 2017 ([url](#)); Al Jazeera, Taliban attacks German consulate in Afghanistan, 11 November 2016 ([url](#)).

(¹³⁸) Tolo News, Seven TOLO TV Employees Killed In Wednesday Attack, 21 January 2016 ([url](#)); Tolo News, Death toll rises to six in RTA TV attack, 17 May 2017 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Blast at Pajhwok Jalalabad office widely condemned, 12 July 2015 ([url](#)).

(¹³⁹) UNAMA, UNAMA condemns killing of civilians in Herat mosque attack, 2 August 2017 ([url](#)); Reuters, Four killed in attack on mosque in Kabul, 15 June 2017 ([url](#)).

(¹⁴⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 40.

(¹⁴¹) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(¹⁴²) Pajhwok Afghan News, Kandahar official gunned down by unidentified assailants, 4 September 2016 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, 1 policeman dead, 3 hurt in Kandahar suicide bombing, 29 October 2016 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, 5 women workers of Kandahar airport gunned down, 17 December 2016 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Children among 5 hurt in Kandahar explosions, 22 December 2016 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Khost's deputy police chief killed in Kandahar, 12 February 2017 ([url](#)).

(¹⁴³) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

des personnalités importantes (Directorate for the Protection of VIP) ont été tués lors d'assassinats ciblés dans la ville de Kaboul⁽¹⁴⁴⁾. Selon Antonio Giustozzi, les assassinats ciblés à Kaboul sont perpétrés par une équipe de ciblage de plus de 20 personnes et se déroulent généralement hors du centre-ville, où vivent les personnes aisées et puissantes⁽¹⁴⁵⁾. Cependant, ni Borhan Osman ni Anand Gopal n'ont trouvé d'informations sur de telles équipes d'assassinat spécialisées⁽¹⁴⁶⁾. Pour de plus amples informations sur les capacités des insurgés à traquer et cibler des individus qui sont partis s'installer dans une grande ville, se référer au point [1.4. Échapper au ciblage](#).

Parce que la mise en détention des individus «recherchés» à des fins d'interrogatoire ou de procès n'est pas chose facile pour les talibans à Kaboul, selon Antonio Giustozzi, les talibans peuvent soit assassiner la personne concernée ou la surveiller jusqu'à ce qu'elle quitte la ville et l'arrêter pendant son trajet⁽¹⁴⁷⁾.

Un certain nombre des incidents de ce type seront abordés dans les sous-chapitres correspondants du point [1.2 Profils ciblés](#).

⁽¹⁴⁴⁾ Tolo News, Rise In Assassinations In Kabul Sparks Concern, 10 April 2017 ([url](#)).

⁽¹⁴⁵⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 10, 16.

⁽¹⁴⁶⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽¹⁴⁷⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 16.

1.2 Individus ciblés

En 2016, selon la MANUA, parmi les cibles d'enlèvement ou d'assassinats délibérés par des insurgés se trouvaient des aînés tribaux, des membres du personnel de justice, des membres civils du personnel administratif du gouvernement et des civils suspectés d'être des espions du gouvernement, mais également des civils qui ont refusé d'obéir aux instructions dispensées par les insurgés⁽¹⁴⁸⁾. En 2017, la MANUA a ajouté à cette liste les «civils perçus comme s'opposant au valeurs des éléments antigouvernementaux»⁽¹⁴⁹⁾.

Le docteur Antonio Giustozzi a regroupé ces cibles des talibans sous la description suivante: les individus qui se «comportent mal» selon les talibans. Ces individus comprennent de nombreuses personnes énumérées selon les catégories de la MANUA susmentionnées, auxquelles Antonio Giustozzi ajoute les «individus, toutes catégories confondues, que les talibans jugent utiles ou nécessaires à leurs efforts de guerre, et ceux qui ont refusé de collaborer»⁽¹⁵⁰⁾. À titre d'exemple, les talibans ont coupé des doigts à des personnes ayant participé aux élections de 2014 et ont ciblé le personnel de la Commission électorale indépendante⁽¹⁵¹⁾.

Selon le spécialiste Neamat Nojumi, le ciblage par les talibans va au-delà des individus qui travaillent pour le gouvernement afghan. Le fait d'adhérer à la Constitution afghane ou à une position sociolibérale ou culturelle peut également faire d'un individu une cible légitime. Ce qui explique, selon M. Nojumi, que les talibans ciblent les personnes qui prennent part aux élections ou promeuvent les droits des femmes⁽¹⁵²⁾.

Dans les rubriques qui suivent, le présent rapport soulignera, sans pour autant être exhaustif, un certain nombre de cas et de tendances de ciblage d'individus par des groupes d'insurgés.

1.2.1 Membres des forces de sécurité afghanes et des milices progouvernementales

Un certain nombre d'attaques survenues sur tout le territoire de l'Afghanistan au printemps 2017 étaient spécifiquement dirigées à l'encontre des membres du personnel des ANSF, qu'il soit de service ou non. À titre d'exemple:

- En avril 2017, les talibans ont perpétré une attaque de grande envergure à l'encontre d'une base militaire à Mazar-e Charif, tuant plus de 130 soldats⁽¹⁵³⁾. Dans leur déclaration revendiquant la responsabilité de cette attaque, les talibans ont qualifié cette dernière de «rappel aux soldats du régime qu'ils ne devraient pas sacrifier inutilement leur vie pour des occupants étrangers et qu'ils devraient soit rejoindre les rangs des moudjahidines soit déserte l'armée et rentrer chez eux»⁽¹⁵⁴⁾.

⁽¹⁴⁸⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 64.

⁽¹⁴⁹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 43.

⁽¹⁵⁰⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 11.

⁽¹⁵¹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2014, July 2014 ([url](#)), pp. 64-65.

⁽¹⁵²⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽¹⁵³⁾ BBC News, Mazar-e Sharif attack: Afghanistan mourns deadly Taliban assault, 22 April 2017 ([url](#)); Al Jazeera, Taliban fighters attack Afghan army base, 'killing 140', 22 April 2017 ([url](#)).

⁽¹⁵⁴⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, The duties and responsibilities of Shaheen Corps, 23 April 2017 ([url](#)).

- En mai 2017, des militants ont attaqué une agence de la New Kabul Bank à Gardez, dans la province de Paktia, tuant deux agents de police et faisant plus de 30 blessés (¹⁵⁵).
- Le 18 juin 2017, dans la même ville, un kamikaze a commis un attentat à la bombe à l'encontre d'un commissariat de police, tuant près de cinq agents de police et blessant des dizaines de civils (¹⁵⁶).
- Le 22 juin 2017, les talibans ont attaqué une agence de la New Kabul Bank, à Lashkar Gah, tuant environ 30 personnes. L'attentat ciblait des civils et des membres des forces de sécurité qui venaient percevoir leur salaire (¹⁵⁷). Ici aussi, le porte-parole des talibans revendiquant cet attentat a qualifié les victimes de «mercenaires» (¹⁵⁸).
- En août 2017, un kamikaze a une nouvelle fois ciblé une agence de la New Kabul Bank dans le centre de Kaboul, à proximité de l'ambassade américaine, tuant cinq personnes et faisant huit blessés. En revendiquant l'attentat, les talibans ont déclaré qu'ils ciblaient les membres du personnel des forces de sécurité qui étaient venus percevoir leur salaire (¹⁵⁹).

En plus de cibler les lieux où le personnel des ANSF se réunit, les talibans ciblent aussi délibérément son personnel dans le cadre d'assassinats ou d'enlèvements ciblés, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines (¹⁶⁰). Les exemples suivants ont été recensés, même si tous n'ont pas été revendiqués publiquement par les talibans:

- En septembre 2016, le chef de la police de la province de Kapisa est sorti indemne d'une explosion déclenchée à distance (¹⁶¹).
- En mars 2017, deux agents de police ont été abattus dans la ville de Kaboul (¹⁶²).
- En mai 2017, un membre du personnel du commissariat de police, un agent de police et un soldat ont été la cible de trois attaques distinctes dans la ville de Kandahar (¹⁶³).
- En juin 2017, un responsable de l'armée a échappé à une tentative d'enlèvement dans la province de Logar, après avoir tué l'insurgé responsable de la tentative d'enlèvement (¹⁶⁴).
- En juillet 2017, le chef de la division pénale provinciale de la ANP a été enlevé alors qu'il quittait son domicile et tué le même jour par les talibans basés dans la province de Logar (¹⁶⁵).
- En juillet 2017, le New York Times a fait état d'une vague d'attaques dans la province de Kandahar, au cours de laquelle les talibans ont délibérément cherché à tuer le plus grand nombre possible des membres du personnel ANSF (¹⁶⁶).

(¹⁵⁵) RFE/RL, Two Afghan Police Killed, More Than 30 People Wounded In Attack, 20 May 2017 ([url](#)).

(¹⁵⁶) Reuters, Six police killed in attack on Afghanistan police headquarters, 18 June 2017 ([url](#)); Guardian (The), Suicide bombers attack Afghan police HQ, killing or wounding dozens, 18 June 2017 ([url](#)).

(¹⁵⁷) Al Jazeera, Deadly car bomb hits Afghanistan's Lashkar Gah, 22 June 2017 ([url](#)); Guardian (The), Afghanistan: Taliban claims responsibility for suicide car bomb attack, 22 June 2017 ([url](#)).

(¹⁵⁸) Zabihulla-M, [Twitter], posted on: 22 June 2017 ([url](#))

(¹⁵⁹) RFE/RL, Suicide Bombing Kills Five At Bank In Kabul, 29 August 2017 ([url](#)).

(¹⁶⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 67.

(¹⁶¹) Pajhwok Afghan News, Kapisa police chief survive bomb attack, 17 September 2016 ([url](#)).

(¹⁶²) Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (20 March 2017), 20 March 2017, available at: ([url](#)).

(¹⁶³) Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (15 May 2017), 15 May 2017, available at: ([url](#)).

(¹⁶⁴) Khaama Press, Bid to kidnap Afghan army officer turns deadly for militants in Logar, 29 June 2017 ([url](#)).

(¹⁶⁵) Pajhwok Afghan News, Logar acting crime branch chief killed in Taliban attack, 11 July 2017 ([url](#)).

(¹⁶⁶) New York Times (The), Taliban Slaughter Soldiers in Pattern of Attacks in Kandahar, 26 July 2017 ([url](#)).

- En juillet 2017, un haut responsable de la police a été ciblé par une attaque kamikaze à la bombe dans la province de Kandahar (¹⁶⁷).

Selon un article du New York Times, «parmi les moyens de pression employés par les talibans [pour pousser les soldats à déserter l'armée] figurent des amendes aux proches des soldats, des châtiments corporels infligés à des soldats qui rentrent chez eux, voire des confiscations de terres et de domiciles» (¹⁶⁸).

Selon Antonio Giustozzi, les cibles prioritaires des talibans sont les officiers des services de sécurité et de la direction nationale de la sécurité (NDS) (¹⁶⁹); selon Bohran Osman, les membres des milices locales opposées aux talibans, la police locale afghane (ALP) ainsi que d'autres personnes considérées par les talibans comme des ennemis 'difficiles à vaincre' appartiennent à cette catégorie (¹⁷⁰). Par exemple:

- En mars 2016, dans la province de Jawzjan, les talibans ont exécuté un homme accusé de soutenir le gouvernement, qui aurait été membre d'un groupe d'insurgés deux ans auparavant (¹⁷¹).
- L'assassinat d'un commandant de la PLA et de son fils par un taliban présumé à moto dans la province de Faryab en septembre 2017 (¹⁷²).

Tel que mentionné dans le sous-chapitre [1.1.5.4 Postes de contrôle](#), les insurgés ont continué à cibler des agents de la ANP en dehors de leur service ou d'anciens agents de la ANP (¹⁷³). À leurs postes de contrôle situés le long des routes, les talibans contrôleraient les voyageurs pour enlever ou tuer les membres du personnel des forces de sécurité. Par exemple, en mai 2016:

«À Ali Abad, dans la province de Kunduz, les talibans ont intercepté trois autobus civils transportant des passagers en provenance de Kaboul vers les provinces de Takhar et du Badakhshan. Les talibans ont enlevé 185 passagers, y compris 30 femmes et enfants. Les ravisseurs ont identifié 28 hommes comme étant des agents de sécurité afghans et ont libéré 157 passagers. Ils ont exécuté douze passagers et en ont libéré huit autres. Les huit passagers restants ont été libérés un mois et demi plus tard, une fois leur libération négociée par des aînés locaux» (¹⁷⁴).

Lors d'un incident similaire survenu à Farah en juillet 2017, 16 passagers ont été contraints de descendre de l'autobus qui les transportait: sept ont été tués sur place et neuf ont été enlevés. Selon le porte-parole de la police, une seule des victimes était un agent de police; les six autres étaient des civils (¹⁷⁵).

Lors d'un incident survenu dans la province de Kunduz, des talibans auraient utilisé la technologie biométrique afin d'identifier des membres des ANSF à leur poste de contrôle, une hypothèse rejetée par le ministère de l'intérieur afghan qui a cependant été confirmée ultérieurement par un haut responsable de la police (¹⁷⁶). Cela étant, le

(¹⁶⁷) Pajhwok Afghan News, Senior police officer killed in Chaman attack, 10 July 2017 ([url](#)).

(¹⁶⁸) New York Times (The), Afghan Army Recruitment Dwindles as Taliban Threaten Families, 18 November 2017 ([url](#)).

(¹⁶⁹) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 11.

(¹⁷⁰) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(¹⁷¹) Pajhwok Afghan News, Taliban execute three persons in Jawzjan, 29 March 2016 ([url](#)).

(¹⁷²) Pajhwok Afghan News, Faryab: ALP commander, son killed near home, 4 September 2017 ([url](#)).

(¹⁷³) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 43.

(¹⁷⁴) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 16.

(¹⁷⁵) AFP, Gunmen kidnap Afghan bus passengers, killing at least seven, 12 July 2017, available at: ([url](#)).

(¹⁷⁶) Khaama Press, Mol rejects Taliban has gained access to biometric system, 1 June 2016 ([url](#)); Tolo News, Taliban Used Biometric System During Kunduz Kidnapping, 5 June 2016 ([url](#)).

docteur Antonio Giustozzi suppose que les talibans n'ont pas accès aux bases de données gouvernementales des agents de sécurité, «sinon, le nombre d'individus inscrits dans leurs listes noires serait nettement supérieur». Ce n'est pas étonnant, car le gouvernement lui-même a du mal à déterminer avec certitude qui travaille pour ses forces de sécurité ou pour le gouvernement lui-même»⁽¹⁷⁷⁾. Pour de plus amples informations sur le ciblage aux postes de contrôle, se référer au sous-chapitre [1.1.5.4 Postes de contrôle](#).

1.2.1.1 Les femmes au sein des ANSF

En avril 2017, le SIGAR a indiqué que 4 388 femmes travaillaient au sein des ANSF, ce qui correspond à 1,4 % de l'effectif total des ANSF⁽¹⁷⁸⁾. En 2013, près de la moitié des agentes de police (soit 688 agentes sur 1 489) étaient postées dans la province de Kaboul, et très peu, voire aucune, dans les provinces rurales. Seules les provinces de Balkh et d'Hérat comptaient plus de 100 policières⁽¹⁷⁹⁾. Des femmes sont présentes au sein d'unités clés, telles que la division des enquêtes criminelles et la division anti-stupéfiants⁽¹⁸⁰⁾, mais aussi dans l'unité d'élite de réponse aux situations de crise⁽¹⁸¹⁾, et certaines occupent des postes de direction, au grade de colonel et de général⁽¹⁸²⁾. En 2014, un district de Kaboul a désigné la première cheffe de police du district⁽¹⁸³⁾. Toutefois, les femmes au sein de la police et occupant des postes à responsabilités sont une «cible privilégiée» des insurgés⁽¹⁸⁴⁾.

Bien qu'ils ne fournissent pas d'informations détaillées sur les auteurs de ces actes, figurent ces exemples récents de ciblage de femmes membres des ANSF:

- Deux policières ont été abattues en juin 2017, alors qu'elles se rendaient sur leur lieu de travail dans la province de Badakhshan⁽¹⁸⁵⁾.
- Cinq femmes membres du personnel de sécurité de l'aéroport de Kandahar qui se trouvaient dans une camionnette qui les amenaient jusqu'à leur lieu de travail ont été abattues par un homme à moto⁽¹⁸⁶⁾.
- Une éminente pilote de la force aérienne afghane a fini par demander l'asile aux États-Unis, motivant sa demande sur la base de nombreuses menaces de mort à son encontre et à l'égard de sa famille⁽¹⁸⁷⁾.

Pour de plus amples informations sur les attitudes sociétales à l'égard des femmes au sein des forces de l'ordre et de sécurité, se référer au rapport COI d'EASO - Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan: individus ciblés par les normes sociétales et juridiques⁽¹⁸⁸⁾.

(177) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 13-14.

(178) SIGAR, Quarterly Report to the United States Congress, 30 April 2017 ([url](#)), p. 18.

(179) OXFAM, Women and the Afghan Police, 10 September 2013 ([url](#)), pp. 13-14.

(180) OXFAM, Women and the Afghan Police, 10 September 2013 ([url](#)), p. 13.

(181) LA Times (The), In Afghanistan, an elite female police officer battles cultural taboos as well as the Taliban, 3 May 2017 ([url](#)).

(182) OXFAM, Women and the Afghan Police, 10 September 2013 ([url](#)), p. 13.

(183) UNDP, Afghanistan's First Female District Police Chief: Colonel Jamila Bayaz, n.d. ([url](#)); Reuters, Kabul's new female police chief aware of danger, hopes to inspire others, 16 January 2014 ([url](#)).

(184) Guardian (The), Afghanistan's top female police officer dies after shooting, 15 September 2013 ([url](#)).

(185) Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (7 July 2017), 7 July 2017, available at ([url](#)).

(186) New York Times (The), Gunmen in Afghanistan Kill 5 Female Airport Employees, 17 December 2016 ([url](#)).

(187) France24, Female Afghan pilot requests US asylum over safety fears, 26 December 2016 ([url](#)).

(188) EASO, Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques, December 2017 ([url](#)).

1.2.2 Représentants du gouvernement ou personnes accusées d'esponniage au profit du gouvernement

En 2016, la MANUA a enregistré 481 incidents ciblant des représentants du gouvernement, y compris des juges, des procureurs et des membres du personnel judiciaire, excluant les membres des ANSF, ayant entraîné 521 pertes⁽¹⁸⁹⁾. Par exemple, en 2016, la ville de Kandahar a été le théâtre d'une vague continue d'assassinats sous la forme d'exécutions de civils au service des autorités locales, ou considérés comme ayant des liens avec ces dernières⁽¹⁹⁰⁾.

1.2.2.1 Ciblage de représentants du gouvernement

Selon l'auteur et journaliste Abubakar Siddique, le ciblage de représentants du gouvernement dépend de plusieurs éléments, comme le lieu où l'individu a travaillé ou travaille, son lieu d'origine et son grade ou la position qu'il occupe. Les individus qui travaillent pour les ministères aux avant-postes de la lutte contre les talibans, tels que le ministère de la Défense, le ministère de l'Intérieur ou le ministère de la Justice, constituent des cibles prioritaires. D'après Abubakar Siddique: «les talibans se sont révélés particulièrement doués pour cibler et tuer ces individus»⁽¹⁹¹⁾. Par exemple, les bureaux du ministère de la Défense et les autobus transportant son personnel ont régulièrement été ciblés, de même que le personnel du ministère de l'Intérieur, notamment à l'intérieur de la ville de Kaboul, y compris des cadets de la police⁽¹⁹²⁾. Bien qu'ils soient une cible moins évidente, d'autres ministères ont été la cible d'attaques similaires. Ainsi, les autobus transportant le personnel du ministère des Mines et du Pétrole ont été la cible d'attaques en octobre 2016 et juin 2017⁽¹⁹³⁾. Selon Antonio Giustozzi, tous les réseaux talibans n'accordent pas le même degré de priorité au ciblage d'individus associés au gouvernement. Il affirme, par exemple, que le réseau fidèle au mollah Rassoul ne cible pas du tout les fonctionnaires⁽¹⁹⁴⁾.

La MANUA rapporte que les juges, les procureurs et d'autres membres du personnel judiciaire sont des cibles significatives parmi les représentants du gouvernement⁽¹⁹⁵⁾. Ces individus sont ciblés pour leur rôle aux avant-postes de la lutte contre les talibans⁽¹⁹⁶⁾. D'après la MANUA, la toute dernière campagne de ciblage de responsables et du personnel judiciaires a été déclenchée par l'exécution de six membres des talibans en mai 2016⁽¹⁹⁷⁾. Par exemple, lorsqu'ils ont revendiqué l'attentat contre le tribunal de la province de Logar en juin 2016, les

(189) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 73.

(190) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 64.

(191) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(192) New York Times (The), A Day of Bloodshed in Kabul: Attacks at Defense Ministry and Aid Compound, 6 September 2016 ([url](#)); Reuters, Dozens killed, wounded in Afghanistan suicide attacks, 27 February 2016 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, 7 killed, 18 hurt in suicide attack on MOD bus (Video), 14 December 2014 ([url](#)); Al Jazeera, Kabul suicide bomb kills Afghan defence staff, 26 January 2014 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, 2 dead in attack on Defence Ministry bus, 26 May 2014 ([url](#)); Tolo News, Mostly Civilian Casualties in Ministry of Defence Suicide Attack, 9 March 2013 ([url](#)); UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 60.

(193) Guardian (The), Afghanistan: dozens dead in Kabul bombing targeting government workers, 24 July 2017 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, 20 injured as suicide bomber hits mini bus in Kabul, 5 October 2016 ([url](#)).

(194) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

(195) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 45.

(196) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(197) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 73.

talibans ont évoqué l'exécution de ces membres du mouvement⁽¹⁹⁸⁾. Depuis ces exécutions, plusieurs actes de représailles ont été observés à l'encontre du système judiciaire à travers le pays⁽¹⁹⁹⁾. Le système judiciaire est donc considéré comme une «cible légitime» par les talibans, comme le mouvement l'a expliqué dans la déclaration suivante émise en 2016⁽²⁰⁰⁾:

«Les préputés organes judiciaires de l'ennemi pourraient une fois de plus payer cher leurs crimes. Les moudjahidines ne resteront pas non plus passifs face aux individus ou aux organisations connus, ainsi que face à leurs travailleurs, qui incitent à perpétrer de tels crimes et seront tous catégoriquement considérés comme des cibles militaires légitimes»⁽²⁰¹⁾.

Parmi les exemples récents figure l'assassinat d'un juge au moyen d'un EEI magnétique fixé à son véhicule à Jalalabad, dans la province de Nangarhar, en juin 2017⁽²⁰²⁾.

Les fonctionnaires locaux constituent également une cible principale des talibans⁽²⁰³⁾. Les exemples suivants ont été recensés, même si tous n'ont pas été revendiqués publiquement par les talibans:

- En février 2017, un gouverneur de district a été tué à Farah⁽²⁰⁴⁾.
- En mars 2017, une attaque suicide à la bombe a ciblé l'officier responsable provincial du Hadj et des affaires religieuses à Nangarhar, et a tué le frère de celui-ci⁽²⁰⁵⁾.
- En avril 2017, un membre du conseil provincial de Kapisa a été tué lors d'un attentat à la bombe⁽²⁰⁶⁾.
- En mai 2017, un chef de district et deux de ses gardes ont été blessés lors d'une attaque dans la province de Logar⁽²⁰⁷⁾.
- En mai 2017, le conseiller média du gouverneur de Kandahar a été abattu⁽²⁰⁸⁾.
- En juin 2017, les talibans ont revendiqué l'assassinat d'un gouverneur de district à Nimroz⁽²⁰⁹⁾.
- En juillet 2017, un responsable des relations publiques du Haut Conseil de paix a été tué dans la province de Samangan⁽²¹⁰⁾.
- En juillet 2017, un chef de district et son fils ont été tués lors d'une explosion à Farah⁽²¹¹⁾

⁽¹⁹⁸⁾ Reuters, Taliban attack kills five at Afghan court, 5 June 2016 ([url](#)).

⁽¹⁹⁹⁾ CNN, Taliban shoot up Afghan court, kill 7 in retaliatory attack, 5 June 2016 ([url](#)).

⁽²⁰⁰⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 45.

⁽²⁰¹⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, New statement from the Islamic Emirate of Afghanistan: "Regarding the Intent of Executing Prisoners By the Ghani Administration", 29 April 2016, available at: ([url](#)).

⁽²⁰²⁾ 1 TV News, Afghan judge killed in magnetic bomb blast in Jalalabad, 20 June 2017, ([url](#)).

⁽²⁰³⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 45.

⁽²⁰⁴⁾ 1TV News, Afghan district governor killed in bomb blast, 6 February 2017 ([url](#)).

⁽²⁰⁵⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (20 March 2017), 20 March 2017, available at: ([url](#)).

⁽²⁰⁶⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (3 April 2017), 3 April 2017, available at: ([url](#)).

⁽²⁰⁷⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (29 May 2017), 29 May 2017, available at: ([url](#)).

⁽²⁰⁸⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (8 May 2017), 8 May 2017, available at: ([url](#)).

⁽²⁰⁹⁾ 1 TV News, Gunmen shoot dead Afghan district governor in Nimroz, 19 June 2017 ([url](#)).

⁽²¹⁰⁾ Pajhwok Afghan News, Samangan's peace committee public relations official killed, 9 July 2017 ([url](#)).

⁽²¹¹⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (31 July 2017), 31 July 2017, available at: ([url](#)).

Le personnel des ministères qui prennent part au combat contre les talibans de manière moins directe, comme ceux des services de l'éducation, des services sanitaires ou des services de développement rural, constituent nettement moins une cible «par défaut» d'après Borhan Osman (212). Le ciblage de ce type de profils a néanmoins été signalé. Par exemple, en juillet 2017, les talibans ont enlevé un administrateur de l'office de l'agriculture dans la province de Jawzjan alors qu'il se rendait à la capitale provinciale en vue d'un traitement (213). Borhan Osman et Abubakar Siddique ont présenté les circonstances ayant conduit au ciblage d'un fonctionnaire du gouvernement alors qu'il ne travaillait pas pour un ministère prenant directement part au combat contre les talibans. Un tel ciblage est possible lorsqu'un individu s'exprime contre les talibans ou dès lors qu'une inimitié personnelle entre en jeu (214). (Voir [1.2.4 Personnel enseignant](#) et [1.2.6 Travailleurs humanitaires](#))

Lors de la brève prise de contrôle de la ville de Kunduz en 2015 par les talibans, ces derniers ont spécifiquement visité le domicile de représentants du gouvernement (y compris de juges et de procureurs) en s'adressant à ces derniers par leur nom. La MANUA a reçu de nombreux rapports d'enlèvements et d'exécutions judiciaires parallèles de personnes suspectées de travailler pour le gouvernement ou les forces de sécurité afghanes. Si la majorité des travailleurs clés du gouvernement ont quitté la ville avant sa prise, les talibans auraient également cherché à identifier les travailleurs du gouvernement parmi les personnes qui fuyaient la ville à leurs postes de contrôle (215). D'après un représentant du gouvernement provincial de Kunduz interrogé par la MANUA:

«Ils utilisaient différentes méthodes d'identification des fonctionnaires du gouvernement. Si quelqu'un déclarait par exemple être un commerçant, les talibans lui demandaient le prix d'une huile de cuisson spécifique ou d'autres articles en vente. Si cette personne ne donnait pas la bonne réponse, elle était alors emmenée à un endroit inconnu» (216).

1.2.2.2 Accusations de soutien au gouvernement ou d'espionnage

Le ciblage par les talibans ne se résume pas aux fonctionnaires, il concerne également les individus accusés de soutenir le gouvernement (217). En 2013, la MANUA a répertorié 246 attaques à l'encontre de civils qui n'avaient aucun lien officiel avec le gouvernement, des ONG ou des institutions civiles reconnues (c'est-à-dire, des institutions médicales, éducatives, électorales et de programmation du développement). Ces attaques à l'encontre de civils ont donné lieu à 532 pertes civiles. Les incidents rapportés concernaient des insurgés qui ciblaient délibérément des civils, y compris des agriculteurs, des commerçants et des étudiants, qu'ils considéraient comme soutenant le gouvernement ou des forces de sécurité nationales ou internationales (218). Les sources citent les exemples suivants:

(212) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(213) Bakhtar News, 12 July 2017 ([url](#)).

(214) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(215) UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), pp. 13, 18.

(216) UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), pp. 13, 18.

(217) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 42.

(218) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2013, February 2014 ([url](#)), p. 25.

- En août 2017, dans un village situé dans la province de Kandahar, les talibans auraient enlevé plus de 30 personnes et tué plusieurs d'entre elles, car elles étaient accusées de soutenir le gouvernement (219).
- Dans le district de Guzara, situé dans la province d'Hérat, les talibans ont intercepté le véhicule de trois employés d'une entreprise de construction routière et abattu ces derniers sur place (220).
- À Ghazni, les talibans ont fermé le bazar et menacé chacun des commerçants de fermer son échoppe, car la police locale y achetait des marchandises (221).

Par l'intermédiaire de leur système de justice parallèle, les talibans ont également puni les personnes accusées d'espionnage et de transmission d'informations sur les talibans au gouvernement (222). Selon Antonio Giustozzi, l'espionnage pour le gouvernement est un crime *en soi*, sans possibilité de se repentir (223). Par exemple:

- En mars 2016, un gardien a été abattu devant la mosquée où il travaillait. Les talibans ont revendiqué l'incident, prétextant que la victime travaillait pour les services de renseignement du gouvernement (224).
- En août 2016, dans la province de Kapisa, les talibans ont accusé d'espionnage un étudiant âgé de 20 ans, avant de l'enlever, et de le tuer une semaine plus tard (225).
- En décembre 2016, les talibans ont pendu publiquement un étudiant dans la province de Maidan Wardak après l'avoir déclaré coupable d'avoir tué deux commandants talibans. Les talibans ont affirmé avoir mené une «enquête», et avoir «arrêté» et interrogé l'étudiant avant de le tuer (226).
- En janvier 2017, les talibans ont battu un homme à mort, après un procès qu'on pourrait qualifier de «parodie de procès», car il avait signalé le placement d'un EEI devant son domicile (227).

1.2.3 Travailler pour des troupes militaires étrangères

L'un des principaux objectifs de talibans est le départ des troupes étrangères (228). (Voir **Error! reference source not found.** [1.1.4 Objectifs des talibans](#)). Selon plusieurs spécialistes interrogés à ce propos, les personnes associées à la présence de ces troupes étrangères, comme des interprètes ou des gardes, sont considérées comme des cibles hautement

(219) AFP, Afghan police search for villagers after mass kidnapping, 23 July 2017 via: ([url](#)).

(220) Etilaatroz, کردن تیرباران را سازی راه شرکت یک کارمند سه طالبان, 11 July 2017 ([url](#)).

(221) Pajhwok Afghan News, Taliban shut bazaar, threaten shopkeepers, 24 December 2014 ([url](#)).

(222) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 11; USDoS, Afghanistan 2016 Human Rights Report, 3 March 2017 ([url](#)), p. 12.

(223) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

(224) UN Human Rights Council, The situation of human rights in Afghanistan and technical assistance achievements in the field of human rights, 11 January 2017, available at: ([url](#)), p. 5.

(225) USDoS, Afghanistan 2016 Human Rights Report, 3 March 2017 ([url](#)), p. 12.

(226) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 69.

(227) Pajhwok Afghan News, Taliban kill man with repeated gun strokes in Faryab, 1 January 2017 ([url](#)).

(228) Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Statement of the Islamic Emirate regarding the Inauguration of the Spring Offensive 'Operation Mansouri', 28 April 2017 ([url](#)); Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Clarification statement regarding Operation Mansouri, 6 May 2017 ([url](#)); RFE/RL, Haqqani Network Chief Denies Taliban Role In Kabul, Herat Bombings, 12 June 2017 ([url](#)).

prioritaires (²²⁹). Le communiqué des talibans annonçant le lancement de leur offensive du printemps 2014 baptisée «opération Khaibar» énumère les entrepreneurs civils, des traducteurs, des administrateurs et du personnel logistique, entre autres individus, comme cibles potentielles (²³⁰).

1.2.3.1 Interprètes

Citant une source de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés datant de 2009, Ben Anderson, un journaliste ayant enquêté sur la situation des interprètes travaillant pour l'armée américaine en Afghanistan, a estimé qu'un interprète était tué toutes les 36 heures en Afghanistan (²³¹). Plus récemment, même si Antonio Giustozzi estime que ces informations sont difficiles à vérifier, les talibans ont affirmé avoir tué 15 interprètes dans la ville de Kaboul et sa banlieue en 2015, et 23 autres au cours des 11 premiers mois de l'année 2016 (²³²). Anand Gopal a, quant à lui, indiqué que peu d'interprètes ont été tués dans les villes où la présence des insurgés n'est pas fermement établie. Selon lui, les interprètes reçoivent des menaces, mais il est rare qu'ils soient tués en raison de la capacité réduite des insurgés de les infiltrer et de les cibler dans des villes telles qu'Hérat ou Mazar-e Charif (²³³). Le porte-parole des talibans interrogé par le magazine Smithsonian a déclaré que les talibans n'envoient généralement pas de lettres d'avertissement aux interprètes, qu'il a qualifié de «traîtres à la nation» (²³⁴).

1.2.3.2 Autres membres du personnel

Les interprètes ne sont pas les seules victimes d'assassinat; il en va de même pour les personnes qui exercent d'autres fonctions pour des forces militaires étrangères. Par exemple, en juin 2017, huit agents de sécurité au service de la base aérienne militaire des États-Unis à Bagram ont été tués lorsque les talibans ont ouvert le feu sur leur véhicule (²³⁵). À Baghlan, les talibans ont contraint les communautés locales à bannir certaines familles qu'ils voyaient comme des alliés des forces internationales (²³⁶). Anand Gopal a toutefois avancé l'existence d'une différence entre les personnes figurant dans le registre du personnel des forces étrangères, telles que les interprètes et les agents de sécurité d'une part, et les individus effectuant des tâches générales de maintenance sur les bases des forces de sécurité ou qui livrent des marchandises aux forces étrangères, d'autre part. Il a affirmé que:

«ce dernier groupe d'individus n'est pas ciblé aussi systématiquement. Il l'est encore cependant, mais, cela dépend du contrôle exercé. Dans certains cas dont j'ai eu connaissance, les talibans contrôlent totalement une zone et les bases étrangères sont essentiellement encerclées. Des personnes y effectuent des livraisons et ne sont

(²²⁹) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017; Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017. Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

(²³⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2014, July 2014 ([url](#)), p. 29.

(²³¹) Anderson, B., The Interpreters, 28 December 2014 ([url](#)), p. 6.

(²³²) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

(²³³) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(²³⁴) Smithsonian, The Tragic Fate of the Afghan Interpreters the U.S. Left Behind, November 2016 ([url](#)).

(²³⁵) 1 TV News, Taliban gunmen kill eight workers of Bagram airbase, 20 June 2017 ([url](#)).

(²³⁶) CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 29.

pas ciblées de manière aussi systématique que dans les zones dont le contrôle est contesté» (237).

1.2.3.3 Visa d'immigrant spécial

Depuis 2009, les États-Unis ont mis en place un programme de visa d'immigrant spécial pour aider certains individus qui ont collaboré avec les États-Unis à quitter l'Afghanistan. Cependant, le nombre de participants est plafonné et des groupes de défense ont déclaré que les procédures sont trop longues et qu'elles ne permettent pas de répondre à la demande (238). Il existe deux types de statuts d'immigrant spécial: le premier est destiné aux individus qui travaillent en tant que traducteurs ou interprètes, et le second aux individus engagés par le gouvernement américain ou la FIAS, ou travaillant pour le compte de ceux-ci, en Afghanistan. En 2008 et en 2015, 461 et 6 928 visas ont été délivrés respectivement (239).

En décembre 2016, le programme de visa d'immigrant spécial afghan a été prolongé pour une période de quatre ans jusqu'au 31 décembre 2020, autorisant la délivrance de 1 500 visas supplémentaires. Voici quelques-unes des conditions d'octroi:

«être employé par le gouvernement américain en Afghanistan, ou travailler pour le compte de celui-ci dans ce même pays, pendant une période d'au moins deux ans; avoir travaillé comme interprète ou traducteur pour les personnels militaires des États-Unis, le Département d'État ou l'USAID en Afghanistan, notamment lors de déplacements à l'extérieur des bases militaires ou des ambassades américaines avec le personnel en question; avoir accompli des tâches sensibles et confidentielles pour le gouvernement américain en Afghanistan; avoir fourni de bons et loyaux services au gouvernement américain , lesquels sont consignés dans une recommandation ou une évaluation positive de la part d'un surveillant-chef; et avoir été ou être gravement menacé en conséquence de son travail pour le compte du gouvernement américain» (240).

En mars 2017, l'ambassade américaine à Kaboul aurait cessé d'organiser des entretiens en vue d'engager des interprètes pour l'armée afghane, ayant écoulé les visas d'immigrant spécial disponibles (VIS). À cette date, il était estimé que plus de 10 000 candidats étaient dans l'attente d'une décision quant à leur demande (241). En mai 2017, le président américain a accordé 2 500 VIS supplémentaires pour des Afghans engagés par le gouvernement américain, ou travaillant pour le compte de ce dernier (242), et, en juin 2017, le Sénat américain a consenti à la délivrance de 4 000 VIS additionnels pour les interprètes ou les personnels afghans (243).

(237) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(238) Foreign Policy, Special Visas for Afghan Interpreters Are Running Out, 10 March 2017 ([url](#)).

(239) US Congressional Research Service, Iraqi and Afghan Special Immigrant Visa Programs, 26 February 2016 ([url](#)), pp. 18-19. For more information on these programs, see these pages on the US Department of State website: <https://travel.state.gov/content/visas/en/immigrate/afghans-work-for-us.html#quarterly> and <https://travel.state.gov/content/visas/en/immigrate/iraqi-afghan-translator.html>.

(240) Human Rights First, The Afghan Special Immigrant Visa Program: Fact Sheet,

(241) Foreign Policy, Special Visas for Afghan Interpreters Are Running Out, 10 March 2017 ([url](#)).

(242) US Department of State, Bureau of Consular Affairs, Special Immigrant Visas for Afghans - Who Were Employed by/on Behalf of the U.S. Government, n.d. ([url](#)).

(243) Reuters, Afghans who helped U.S. forces may get more visas under defense bill, 29 June 2017 ([url](#)).

Dans l'attente de leur visa depuis plusieurs années dans certains cas, nombre de ces (anciens) employés des troupes étrangères craignent d'être ciblés⁽²⁴⁴⁾. Des assassinats d'individus qui attendaient une réponse à leur demande de visa ont été signalés⁽²⁴⁵⁾. Certains, par nécessité, reviennent traduire pour des troupes ou des contractants étrangers dans des zones où ils ont été ciblés précédemment⁽²⁴⁶⁾.

En 2013, le Royaume-Uni et le Danemark ont annoncé des «programmes de visas spéciaux» similaires pour interprètes et autres personnels⁽²⁴⁷⁾. Concernant le Royaume-Uni s, des inquiétudes ont été exprimées s'agissant des 1 000 visas et plus prévus par le programme. Ce nombre ne serait pas suffisant pour les quelque 2 000 personnes qui ont travaillé pour les troupes britanniques en Afghanistan⁽²⁴⁸⁾. D'autres sources ont affirmé que seules 600 demandes rempliraient les conditions fixées⁽²⁴⁹⁾. Comme dans le cas des États-Unis, le programme de visas spéciaux britannique a été, selon certains, sapé par des procédures lentes et excessivement bureaucratiques et s'est vu reprocher d'être trop restrictif⁽²⁵⁰⁾. Selon une évaluation réalisée par le site web administré par des bénévoles Refugees.dk, lequel fournit des informations en matière d'asile au Danemark, le Danemark dispose d'un programme de visas similaire, mais après deux ans, seuls huit interprètes afghans parmi les 151 candidats ont obtenu un visa⁽²⁵¹⁾.

1.2.4 Personnel du secteur éducatif

1.2.4.1 L'enseignement en Afghanistan

Selon un document de recherche de mai 2016 sur les pratiques des talibans en matière d'enseignement en Afghanistan rédigé par les universitaires Barnett Rubin, directeur du programme régional pour l'Afghanistan et le Pakistan du Centre de coopération internationale de l'Université de New York, lequel était précédemment conseiller principal du représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan au sein du Département d'État américain, et Clancy Rudeforth, conseiller en matière de médiation de conflits pour l'organisation diplomatique privée «Centre pour le dialogue humanitaire», il convient de distinguer deux principaux systèmes éducatifs en Afghanistan. D'une part, on retrouve le système éducatif financé par le gouvernement mis en œuvre dans les établissements scolaires connus sous le nom de *maktab*s. D'autre part, le système éducatif religieux mis en œuvre dans les établissements scolaires connus sous le nom de *madrassas*. Les *madrassas* peuvent être

(²⁴⁴) Foreign Policy, Special Visas for Afghan Interpreters Are Running Out, 10 March 2017 ([url](#)); Anderson, B., The Interpreters, 28 December 2014 ([url](#)), p. 6.

(²⁴⁵) Business Insider, An Afghan interpreter who worked with the US military was just murdered by the Taliban while waiting for an American visa, 2 June 2015 ([url](#)); Smithsonian, The Tragic Fate of the Afghan Interpreters the U.S. Left Behind, November 2016 ([url](#)).

(²⁴⁶) Smithsonian, The Tragic Fate of the Afghan Interpreters the U.S. Left Behind, November 2016 ([url](#)); Refugees Deeply, Waiting for a U.S. Visa in the Taliban Heartland, 16 June 2017 ([url](#)).

(²⁴⁷) PRI, UK, Denmark to give Afghan interpreters visas, 22 May 2013 ([url](#)).

(²⁴⁸) BBC News, Clarification demanded over Afghan interpreters UK visas, 22 May 2013 ([url](#)).

(²⁴⁹) Guardian (The), Afghan interpreters' resettlement scheme 'does not go far enough', 22 May 2013 ([url](#)); PRI, UK, Denmark to give Afghan interpreters visas, 22 May 2013 ([url](#)).

(²⁵⁰) Guardian (The), Afghan interpreters 'risk being failed by bureaucracy, 22 May 2013 ([url](#)); Guardian (The), Afghan interpreters' resettlement scheme 'does not go far enough', 22 May 2013 ([url](#)); BBC News, Clarification demanded over Afghan interpreters UK visas, 22 May 2013 ([url](#)).

(²⁵¹) Refugees.dk, Documentation: The Afghan Interpreters, 9 June 2015 ([url](#))

publiques ou privées⁽²⁵²⁾. D'après Neamat Nojumi, un troisième groupe d'établissements éducatif est apparu dans l'Afghanistan post-taliban, lesquels sont des établissements privés. Ils seraient plus de cent à travers tout le pays, selon lui⁽²⁵³⁾. Dans les trois systèmes, les établissements scolaires suivent un programme d'études religieuses islamiques auquel s'ajoute, entre autres matières, l'enseignement des sciences, des langues, des mathématiques. Ces systèmes ne diffèrent que par la proportion de l'enseignement religieux⁽²⁵⁴⁾. Les *Dar ul hifaz* sont des établissements scolaires spécialisés dans l'enseignement de l'apprentissage par cœur du *Coran*; elles ne doivent pas être confondues avec les *madrassas*⁽²⁵⁵⁾.

1.2.4.2 Ciblage des établissements d'enseignement après 2001

Au cours de leur règne dans les années 90, les talibans «ont fermé les écoles pour filles et ont restreint d'autres formes d'enseignement non religieux»⁽²⁵⁶⁾. D'après les universitaires Barnett Rubin et Clancy Rudeforth, lorsqu'ils sont réapparus sous la forme d'un mouvement d'insurrection en 2004-2005, ils se sont montrés hostiles à l'égard des établissements scolaires sous l'autorité du ministère de l'Éducation, à savoir les *maktab*s, qu'ils considéraient comme des «agents d'influence étrangère»⁽²⁵⁷⁾. La violence à l'égard des établissements scolaires a culminé en 2006, lorsque des dizaines d'étudiants et d'enseignants ont été tués et que des centaines d'écoles ont été incendiées ou contraintes de fermer leurs portes⁽²⁵⁸⁾.

Les communautés se sont toutefois montrées peu favorables à la violence et les talibans ont essuyé une réaction hostile de la part des villageois qui voulaient que leurs enfants puissent aller à l'école⁽²⁵⁹⁾. Les talibans ont autorisé la réouverture des établissements scolaires sous certaines conditions: ils devaient adopter le programme d'études des talibans, basé sur le programme et les manuels scolaires moudjahidines des années 80, et engager des enseignants liés aux talibans pour les matières religieuses, en général en plus des enseignants rémunérés par le ministère de l'Éducation⁽²⁶⁰⁾.

Depuis 2009, les établissements scolaires et les enseignants ont été supprimés des listes de cibles des talibans, ce qui a entraîné une réelle diminution des attaques à l'encontre des établissements scolaires et du corps enseignant⁽²⁶¹⁾. En 2012, «la MANUA a conclu que les circonstances de la fermeture récente ou continue d'établissements scolaires varient et

⁽²⁵²⁾ Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 4; Ministry of Education, Islamic Education – Afghanistan, 15 September 2006, available at: ([url](#)); .

⁽²⁵³⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽²⁵⁴⁾ Borchgrevink, K., Beyond Borders: Diversity and Transnational Links in Afghan Religious Education, September 2010, ([url](#)), p. 19.

⁽²⁵⁵⁾ Borchgrevink, K., Beyond Borders: Diversity and Transnational Links in Afghan Religious Education, September 2010, ([url](#)), p. 16.

⁽²⁵⁶⁾ Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 6.

⁽²⁵⁷⁾ Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 6.

⁽²⁵⁸⁾ New York Times (The), High School Teacher is Beheaded in Afghanistan, 5 January 2006 ([url](#)); New York Times (The), Education in Afghanistan: A harrowing choice, 9 July 2007 ([url](#)); Giustozzi, A., and Franco, C., The Battle for Schools: The Taliban and State Education, 13 December 2011 ([url](#)).

⁽²⁵⁹⁾ Giustozzi, A., and Franco, C., The Battle for Schools: The Taliban and State Education, 13 December 2011 ([url](#)).

⁽²⁶⁰⁾ Giustozzi, A., and Franco, C., The Battle for Schools: The Taliban and State Education, 13 December 2011 ([url](#)).

⁽²⁶¹⁾ Giustozzi, A., and Franco, C., The Battle for Schools: The Taliban and State Education, 13 December 2011 ([url](#)); Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 6.

qu'elles ne témoignent pas d'une stratégie unifiée de fermeture des écoles»⁽²⁶²⁾. Cela étant, des établissements scolaires ont continué d'être régulièrement pris pour cibles, y compris après ce changement de politique des talibans⁽²⁶³⁾. Voici quelques exemples:

- En mars 2014, trois enseignants ont été tués et un autre a été enlevé par les talibans dans la province de Ghor⁽²⁶⁴⁾.
- En novembre 2015, un enseignant a été tué à son domicile dans la province d'Oruzgan⁽²⁶⁵⁾.

La MANUA a répertorié 44 incidents de «menaces et d'intimidation à l'encontre de personnel et d'installations éducatifs (y compris des enseignants, des gardiens d'école et du personnel du ministère de l'Éducation)» en 2016, ce qui correspond à une diminution de 41 % du nombre d'incidents par rapport à 2015⁽²⁶⁶⁾. En 2016, voici ce que la MANUA et l'UNICEF ont déclaré:

«En Afghanistan, le personnel éducatif, y compris les étudiants, a continué d'être la cible de menaces et d'attaques directes de la part d'éléments antigouvernementaux en raison de leur association avec l'enseignement dispensé par le gouvernement. Par exemple, la MANUA a répertorié plusieurs cas d'assassinats, de passages à tabac, d'enlèvements ou de menaces dans le chef d'éléments antigouvernementaux ciblant des enseignants employés par le gouvernement afghan, après que ceux-ci ont été accusés de s'aligner sur la position du gouvernement»⁽²⁶⁷⁾.

En 2012, la MANUA a dressé un rapport des directives talibanes reçues dans plusieurs provinces par les départements provinciaux d'éducation contenant une critique détaillée de certains contenus des manuels scolaires:

«Les modifications qu'ils ont recommandées comprenaient des affirmations selon lesquelles: les cours de musique doivent être supprimés, le droit à l'éducation des femmes n'est pas absolu (les jeunes filles doivent être éduquées pendant leur enfance, et non après), il y a une différence entre la guerre conventionnelle et la guerre sainte (le Djihad), il faut différencier le suicide du martyre en matière de droit à la vie, et les religions ne sont pas égales»⁽²⁶⁸⁾.

1.2.4.3 Position des talibans en matière d'éducation depuis 2017

Les talibans émettent régulièrement des déclarations dans lesquelles ils affirment qu'ils sont en faveur de l'éducation⁽²⁶⁹⁾ et proclament une interdiction totale des attaques à l'encontre de celle-ci. Par exemple, voici ce qu'affirmait une déclaration talibane datant d'août 2016 (traduite vers l'anglais par Borhan Osman):

«En vertu des principes de l'Émirat islamique, aucun moudjahidine n'a le droit de détruire un pont ou d'incendier un établissement scolaire. Nos compatriotes doivent

⁽²⁶²⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2012, July 2012 ([url](#)), p. 33.

⁽²⁶³⁾ Khaama Press, 100 teachers and education officials killed in Afghanistan: MOE, 10 August 2013 ([url](#)).

⁽²⁶⁴⁾ Pajhwok Afghan News, Taliban kill three teachers in Ghor, 9 March 2014 ([url](#)).

⁽²⁶⁵⁾ Khaama Press, Unidentified armed men kill a teacher and his son in Urozgan's Khas Urozgan District, 29 November 2015 ([url](#)).

⁽²⁶⁶⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 22.

⁽²⁶⁷⁾ UNAMA & UNICEF, Education and healthcare at risk, April 2016 ([url](#)), p. 10.

⁽²⁶⁸⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2012, July 2012 ([url](#)), p. 33.

⁽²⁶⁹⁾ Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 11.

être conscients du fait que les moudjahidines de l'Émirat islamique ne portent jamais atteinte volontairement aux établissements scolaires ni à la propriété publique. La direction de l'Émirat n'a cessé de rappeler aux moudjahidines de protéger ces institutions»⁽²⁷⁰⁾.

Les attaques à l'encontre des établissements scolaires et du personnel éducatif «ne sont plus systématiques, mais surviennent toujours», d'après Barnett Rubin et Clancy Rudeforth⁽²⁷¹⁾. Voici quelques exemples:

- Un membre du personnel de l'autorité éducative provinciale a été tué lors d'un attentat à la bombe en mai 2017 à Ghazni⁽²⁷²⁾.
- En juillet 2017, le directeur adjoint de l'éducation islamique de la province de Kapisa a été tué par un proche appartenant aux rangs talibans⁽²⁷³⁾.

Selon un étude de 2016 de l'Unité de recherche et d'évaluation de l'Afghanistan (Afghanistan Research and Evaluation Unit, AREU), un institut de recherche indépendant établi à Kaboul, l'objectif actuel des insurgés n'est pas la fermeture des établissements scolaires, comme ce fut le cas lors de leur violente campagne de 2006-2008, mais de prendre le contrôle de ces établissements. Ce contrôle est affirmé par l'intermédiaire d'accords locaux avec des représentants du gouvernement local. Ces accords négociés comprennent des accords relatifs au programme d'études et la possibilité pour les talibans d'inspecter régulièrement les établissements scolaires⁽²⁷⁴⁾. Toutefois, dans la province de Paktika, par exemple, des dizaines d'écoles demeurent fermées pour des raisons d'insécurité. Interrogée par l'agence de presse Pajhwok Afghan News, la population locale attribue la fermeture de ces établissements scolaires à des individus au sein des talibans, plutôt qu'au mouvement taliban⁽²⁷⁵⁾.

Selon Antonio Giustozzi, «[l]e personnel éducatif est autorisé à travailler si le département d'éducation compétent ou leur établissement scolaire concerné conclut un accord avec les talibans, modifie son programme d'études et les manuels scolaires, recrute des enseignants recommandés par les talibans pour les matières religieuses et permet aux talibans de surveiller l'établissement concerné»⁽²⁷⁶⁾. Toutefois, Neamat Nojumi affirme que:

«ce partenariat entre les talibans et le gouvernement n'est une pratique locale que dans le sud du pays, notamment dans les zones contestées de la province du Helmand. Même dans le Helmand, ce n'est pas le cas partout, notamment dans la ville de Lashkar Gah. Dans de nombreuses autres zones contestées du pays, les talibans ont adopté une attitude hostile à l'égard des installations et des démarches éducatives financées par le gouvernement. En principe, les talibans voient le système éducatif actuel comme l'extension du gouvernement afghan «moralement corrompu» qui encourage l'influence des infidèles. Les talibans ont commencé à tolérer les établissements scolaires [...] essentiellement en raison de la popularité de l'éducation à travers tout l'Afghanistan. À tout autre égard, ils rejettent entièrement

⁽²⁷⁰⁾ Osman, B., The Attack on the American University in Kabul (2): Who did it and why?, 5 September 2016 ([url](#)).

⁽²⁷¹⁾ Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 6.

⁽²⁷²⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (29 May 2017), 29 May 2017, available at: ([url](#)).

⁽²⁷³⁾ Pajhwok Afghan News, Taliban gun down Kapisa education official, 1 July 2017 ([url](#)); Khaama Press, Kapisa education official shot dead by own brother affiliated with Taliban, 1 July 2017 ([url](#)).

⁽²⁷⁴⁾ AREU, The Political Economy Of Education and Health Service Delivery In Afghanistan, January 2016 ([url](#)), p. 30-31.

⁽²⁷⁵⁾ Pajhwok Afghan News, First school bell rings for Paktika children in 4 years, 23 March 2017 ([url](#)).

⁽²⁷⁶⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

le système éducatif du gouvernement afghan⁽²⁷⁷⁾. (Voir [1.1.4.1 L'objectif de la campagne de ciblage des talibans](#)).

Un rapport de la BBC datant de juin 2017 depuis la province du Helmand révèle comment talibans dirigent des établissements scolaires toujours financés par le gouvernement. Ils continuent d'utiliser les manuels scolaires du gouvernement et n'ont apporté que des changements mineurs au programme d'études. Les inspecteurs du gouvernement ont d'ailleurs toujours accès à ces établissements scolaires⁽²⁷⁸⁾. Abubakar Siddique a déclaré que les enseignants des régions rurales sont souvent issus des communautés locales et, dès lors, sont souvent tolérés, y compris dans des communautés sous le contrôle des talibans, pour autant qu'ils ne critiquent pas ces derniers⁽²⁷⁹⁾. De même, Bohran Osman a indiqué qu'afin d'apparaître comme une alternative viable au gouvernement afghan, qui se soucie des communautés locales, le simple fait qu'une personne soit un enseignant ou un employé du ministère de l'Éducation ne fera pas d'elle une cible, à moins que la personne en question critique ouvertement les talibans, qu'elle soit considérée comme un espion, ou qu'elle transmette des informations au gouvernement provincial, aux agences de renseignement ou à certains partis politiques⁽²⁸⁰⁾. Neamat Nojumi a ajouté que «si cette affirmation pourrait s'avérer correcte concernant la province du Helmand et certaines parties des districts du sud du pays, il serait difficile de démontrer que le reste de l'Afghanistan connaît cette même réalité sur le terrain. La tolérance des talibans à l'égard des enseignants locaux ne découle pas de leur respect du système éducatif formel, mais de la difficulté d'éliminer les enseignants locaux d'un lieu donné. Souvent, ce degré de tolérance s'explique par des particularités sociales et politiques localisées»⁽²⁸¹⁾.

Selon une étude de l'AREU datant de 2016, il existe de profondes différences régionales s'agissant de ces accords négociés, en fonction des individus à la tête de l'insurrection, de l'élite ou des personnes d'influence au niveau provincial, des personnes à la tête des ministères provinciaux compétents, ainsi que de leur pouvoir et de leurs rapports mutuels et à l'égard du centre politique de Kaboul⁽²⁸²⁾. Là encore, les accords locaux conclus avec les talibans ne garantissent pas la protection des enseignants, en partie en raison de la présence de groupes mobiles d'insurgés qui ne se sentent tenus par aucun accord⁽²⁸³⁾. De même, Anand Gopal a expliqué que le ciblage a tendance à être bien supérieur et imprévisible dans les zones contestées, lorsque les loyautés à l'égard des acteurs armés qui cherchent à asseoir leur contrôle sur les populations sont incertaines⁽²⁸⁴⁾. Neamat Nojumi souligne que «ces accords négociés sont totalement informels et extrêmement localisés. Ils sont très fragiles et peuvent se conclure par le renvoi de hauts responsables des deux côtés»⁽²⁸⁵⁾.

Bohran Osman suggère que des changements sont en train de s'opérer en matière de politique de ciblage. Si les universités sont généralement tolérées, certaines institutions telles que l'université américaine d'Afghanistan (American University in Afghanistan, AUAF) ont été

(²⁷⁷) Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

(²⁷⁸) BBC News, Taliban territory: Life in Afghanistan under the militants [video], 7 June 2017 ([url](#)).

(²⁷⁹) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(²⁸⁰) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(²⁸¹) Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

(²⁸²) AREU, The Political Economy Of Education and Health Service Delivery In Afghanistan, January 2016 ([url](#)), p. 25, 29.

(²⁸³) AREU, The Political Economy Of Education and Health Service Delivery In Afghanistan, January 2016 ([url](#)), p. 3.

(²⁸⁴) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(²⁸⁵) Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

considérées comme des cibles légitimes en raison de leurs liens avec les États-Unis⁽²⁸⁶⁾. Les États-Unis financent 70 % des frais de l'université⁽²⁸⁷⁾. L'AUAF a été ciblée deux fois en août 2016, lorsque deux de ses enseignants étrangers ont été enlevés par les talibans et, plus tard dans le mois, lorsque 13 personnes, dont sept étudiants et un enseignant, ont été tuées lors d'une attaque complexe⁽²⁸⁸⁾. En janvier 2017, le ministère de l'Enseignement supérieur a invité à remplacer tous les professeurs d'université étrangers par des ressortissants afghans, pour des raisons de sécurité entre autres⁽²⁸⁹⁾.

Parmi les autres cas d'intimidation figurent les pressions exercées sur les enseignants pour qu'ils n'aillent pas percevoir leur salaire à la banque. Les talibans ont justifié ces actes en affirmant qu'ils s'inscrivent dans leur lutte contre la corruption et les «enseignants fantômes»⁽²⁹⁰⁾. Dans d'autres cas, les talibans ont soumis la réouverture d'établissements scolaires à la condition que les financements du ministère de l'Éducation soient versés aux talibans, que ces derniers puissent désigner des enseignants et des directeurs de leur choix et qu'ils puissent définir le programme d'études⁽²⁹¹⁾.

1.2.4.4 Les femmes dans l'enseignement

Les analystes Borhan Osman et Anand Gopal ont déclaré que, d'après un document de recherche exhaustif de 2016 basé sur des entretiens avec des hauts responsables talibans, «la direction ne semble pas donner de directive précise quant à la façon dont les commandants des opérations doivent gérer des questions telles que les écoles pour filles, [et] le rôle public des femmes»⁽²⁹²⁾. La MANUA et l'UNICEF ont cependant déclaré que «tout au long de l'année 2015, les éléments antigouvernementaux ont délibérément restreint l'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation, y compris en fermant des écoles pour filles, en interdisant leur éducation au-delà de l'enseignement primaire, voire durant celui-ci, et en interdisant totalement l'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation»⁽²⁹³⁾.

La presse fait encore état de la fermeture d'écoles pour filles, par exemple:

- En 2015, dans la province de Logar, douze écoles pour filles ont été fermées après que les talibans ont menacé de les incendier et de tuer le personnel et les élèves⁽²⁹⁴⁾.
- Au cours du premier semestre de 2015, six écoles pour filles auraient été ciblées dans les provinces orientales de Nangarhar et de Kunar⁽²⁹⁵⁾.

⁽²⁸⁶⁾ AAN, The Attack on the American University in Kabul (1): What happened and who the victims were, 4 September 2016 ([url](#)).

⁽²⁸⁷⁾ Washington Post, Kabul's American University just reopened after terrorist attack. Now it's facing new threats, 15 June 2017 ([url](#)).

⁽²⁸⁸⁾ Pajhwok Afghan News, American University asks Taliban to free its professors, 14 January 2017 ([url](#)).

⁽²⁸⁹⁾ Pajhwok Afghan News, Private varsities asked not to hire foreign teachers, 12 January 2017 ([url](#)).

⁽²⁹⁰⁾ Pajhwok Afghan News, Taliban ask teachers to compile results in their presence, 19 May 2017 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Taliban warn Ghazni teachers against receiving salaries via banks, 5 June 2017 ([url](#)).

⁽²⁹¹⁾ Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 ([url](#)), p. 12.

⁽²⁹²⁾ Osman, B. and Gopal, A., Taliban Views on a Future State, July 2016 ([url](#)), p. 15.

⁽²⁹³⁾ UNAMA & UNICEF, Education and healthcare at risk, April 2016 ([url](#)), p. 6.

⁽²⁹⁴⁾ Pajhwok Afghan News, 12 girls' schools in Logar closed after Taliban's threats, 27 June 2015 ([url](#)).

⁽²⁹⁵⁾ Khaama Press, Unidentified gunmen blown up girls' school in Nangarhar, 13 July 2015 ([url](#)).

- Dans le district de Shindand dans la province d'Hérat, un certain nombre d'écoles pour filles sont demeurées fermées en 2017 en raison de menaces talibanes persistantes (²⁹⁶).
- Ce n'est qu'après des «efforts inlassables de la part d'aînés locaux» que trois écoles pour filles seulement, situées dans le district d'Alasay dans la province de Kapisa, ont pu rouvrir leurs portes en 2017 (²⁹⁷).

De violents incidents ciblant des enseignantes ont également été signalés, y compris:

- En novembre 2016, dans la province de Ghor, des talibans ont enlevé deux enseignantes (²⁹⁸).
- En décembre 2016, l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR) a signalé que des enlèvements à répétitions d'enseignantes avaient été perpétrés par des insurgés dans la province de Ghor (²⁹⁹).

1.2.5 Autorités religieuses

La MANUA a indiqué que «les pertes civiles résultant d'attaques ciblant délibérément des personnes religieuses et des lieux de culte» ont fortement augmenté en 2016 (³⁰⁰). Selon la MANUA, les assassinats ciblent les «mollahs qui se sont prononcés en faveur du gouvernement ou qui ont condamné les pertes civiles causées par des éléments antigouvernementaux» (³⁰¹). Selon un article du New York Times, «leurs paroles ont du poids dans de nombreuses strates de la société; ils sont assidument courtisés pour leur soutien, et souvent tués pour les critiques qu'ils émettent» (³⁰²). Selon Neamat Nojumi, «la plupart de ces dignitaires religieux sont tués soit parce qu'ils soutiennent le gouvernement, soit parce qu'ils rejettent tout simplement l'école de pensée et l'idéologie talibane en faveur d'une forme modérée de l'islam pratiquée en Afghanistan depuis des siècles, [comme] le soufisme» (³⁰³). Le New York Times rend compte du fait que des centaines de hauts religieux ont été tués depuis 2001, avec une légère hausse de leur ciblage ces deux dernières années (³⁰⁴). Selon Anand Gopal, cet état de fait est essentiellement observé dans les zones sur lesquelles les talibans n'exercent pas un contrôle total (³⁰⁵).

Cette campagne de ciblage s'explique par le fait que les talibans redoutent davantage les critiques des *oulémas* que celles des autres autres acteurs de la société. Seules les membres de ces derniers sont capables de délégitimer l'idéologie religieuse des talibans (³⁰⁶). Les *oulémas* se sont régulièrement exprimés contre certaines tactiques des insurgés pour des

(²⁹⁶) Pajhwok Afghan News, 42 schools remain closed in Herat districts, 29 January 2017 ([url](#)).

(²⁹⁷) Pajhwok Afghan News, 3 closed Kapisa girls schools reopened, 3 March 2017 ([url](#)).

(²⁹⁸) Khaama Press, Taliban militants abduct 2 female teachers in Ghor province, 24 November 2016 ([url](#)).

(²⁹⁹) IWPR, Afghanistan: Ghor's Education System Near Collapse, 5 December 2016 ([url](#)).

(³⁰⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 35.

(³⁰¹) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2015, February 2016 ([url](#)), p. 47.

(³⁰²) New York Times (The), Taliban Target: Scholars of Islam, 28 May 2017 ([url](#)).

(³⁰³) Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

(³⁰⁴) New York Times (The), Taliban Target: Scholars of Islam, 28 May 2017 ([url](#)).

(³⁰⁵) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(³⁰⁶) New York Times (The), Taliban Target: Scholars of Islam, 28 May 2017 ([url](#)).

motifs religieux⁽³⁰⁷⁾. Neamat Nojumi a ajouté que les talibans comme le gouvernement afghan ont chacun leur propre *ouléma*⁽³⁰⁸⁾.

Parmi les exemples de ciblage de hauts religieux, lesquels n'ont pas tous été revendiqués par les talibans, figurent les suivants:

- En novembre 2013, des hommes armés à moto ont tué le chef adjoint du Conseil des oulémas de la province de Kandahar⁽³⁰⁹⁾.
- En août 2015, un membre du Conseil supérieur des oulémas a été tué lors d'une attaque talibane sur la route reliant Tirin Kot, Oruzgan et Kandahar⁽³¹⁰⁾.
- En mai 2016, des hommes armés à moto ont tué un imam dans la ville de Kandahar⁽³¹¹⁾.
- En mai 2017, le directeur adjoint des Sciences islamiques de l'Académie des Sciences et doctorant à l'université de Nangarhar a été abattu par des hommes à moto à Kaboul⁽³¹²⁾.
- Toujours en mai 2017, le chef du Conseil provincial de savants musulmans a été tué dans la province de Logar⁽³¹³⁾.
- En mai 2017, des explosifs, placés dans sa salle de classe, ont tué le chef du Conseil des oulémas de la province de Parwan⁽³¹⁴⁾.
- En juin 2017, un EEI contrôlé à distance a ciblé une réunion hebdomadaire des membres du Conseil des oulémas dans la ville d'Hérat⁽³¹⁵⁾.
- En août 2017, le chef adjoint du Conseil provincial des oulémas de la province de Ghazni a été tué⁽³¹⁶⁾.
- En septembre 2017, le chef du Conseil des oulémas de la province de Kapisa a été abattu à proximité de son domicile⁽³¹⁷⁾.

La MANUA indique également que les responsables religieux peuvent être tués «au motif qu'ils accordent des funérailles à un membre des forces de sécurité nationales afghanes décédé, alors qu'ils ont été sommés de ne pas le faire»⁽³¹⁸⁾.

1.2.6 Travailleurs humanitaires

⁽³⁰⁷⁾ Tolo News, Ulema Council Denounces Jamal Assassination as ‘Un-Islamic’, 18 October 2013 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Religious scholars declare ongoing conflict against Islam, 14 August 2015 ([url](#)); Tolo News, Jihad Decree in Afghanistan Inadmissible: Ulema Council, 14 March 2017 ([url](#)); Tolo News, Insurgent Attacks Will Not Divide Afghans: Ulema Council, 18 June 2017 ([url](#)).

⁽³⁰⁸⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽³⁰⁹⁾ Pajhwok Afghan News, Ulema council deputy chief gunned down, 11 November 2013 ([url](#)).

⁽³¹⁰⁾ Pajhwok Afghan News, Ulama Council member killed in Taliban attack, 29 Augustus 2015 ([url](#)).

⁽³¹¹⁾ Pajhwok Afghan News, Prayer leader gunned down in Kandahar City, 31 May 2016 ([url](#)).

⁽³¹²⁾ Pajhwok Afghan News, Senior academic shot dead by motorcyclists in Kabul, 12 May 2017 ([url](#)).

⁽³¹³⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (29 May 2017), 29 May 2017, available at: ([url](#)).

⁽³¹⁴⁾ Pajhwok Afghan News, Parwan Ulema Council chief killed in bombing, 9 May 2017 ([url](#)).

⁽³¹⁵⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 46.

⁽³¹⁶⁾ Bakhtar News, President Ghani Slams Attack On Ghazni Deputy Ulema Council, 28 August 2017 ([url](#)).

⁽³¹⁷⁾ RFE/RL, Gunmen Kill Chief Of Religious Council In Northeastern Afghanistan, 9 September 2017 ([url](#)).

⁽³¹⁸⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2016, July 2016 ([url](#)), p. 16; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2015, August 2015 ([url](#)), p. 56.

1.2.6.1 Personnels des soins de santé

Selon une étude de l'AREU datant de 2016 sur l'éducation et la fourniture de services de santé, la violence à l'encontre des établissements de santé est «beaucoup plus rare» que celle dirigée contre les établissements d'enseignement⁽³¹⁹⁾. En 2016, toutefois, la MANUA a enregistré 119 incidents ayant touché des installations de santé ou des professionnels des soins de santé, lesquels ont fait 23 victimes⁽³²⁰⁾, contre 94 incidents ayant touché l'enseignement, dont 44 ciblant directement le personnel éducatif et les établissements d'enseignement⁽³²¹⁾. Les incidents comprennent essentiellement des menaces, de l'intimidation, du harcèlement et des enlèvements de personnels de santé, y compris des conducteurs d'ambulance. Les menaces et l'intimidation allaient de fermer un hôpital ou de mettre un terme à un programme de vaccination, à l'imposition du paiement de taxes au personnel médical⁽³²²⁾. Au cours du premier semestre de 2017, la MANUA a enregistré sept incidents au cours desquels 18 professionnels des soins de santé ont été enlevés⁽³²³⁾.

Souvent, parmi les raisons des menaces proférées à l'encontre des hôpitaux et des cliniques figure le fait que les installations concernées soignent les adversaires blessés ou accidentés (qu'il s'agisse de combattants progouvernementaux ou antigouvernementaux)⁽³²⁴⁾. (Concernant le traitement de ces individus par le gouvernement, voir [2.4 Traitement des professionnels des soins de santé et des travailleurs humanitaires](#)). Anand Gopal s'est toutefois demandé s'il convient d'expliquer ces rares incidents où des professionnels des soins de santé sont ciblés exclusivement par l'insurrection, suggérant que, souvent, des rivalités ou des différends sont à l'origine de ces incidents de ciblage⁽³²⁵⁾.

Ici aussi, les accords locaux négociés avec les insurgés créent un espace pour les professionnels des soins de santé. À l'instar des établissements d'enseignement, les hôpitaux (tant ceux gérés par le gouvernement que ceux gérés par des ONG) doivent négocier pour pouvoir fonctionner⁽³²⁶⁾. Selon Antonio Giustozzi, le personnel de santé «est autorisé à travailler s'il accepte de soigner les cadres talibans blessés»⁽³²⁷⁾. L'OCHA des Nations unies signale que des professionnels des soins de santé ont été contraints de soigner un soldat ou un combattant sous la menace d'une arme⁽³²⁸⁾. Lors d'un incident survenu à Baghlan en mai 2017, par exemple, un professionnel des soins de santé a été tué, car il n'avait pas pu opérer un insurgé blessé par manque de capacité ou d'installations⁽³²⁹⁾. Toujours à Baghlan, les talibans ont sommé une installation médicale de se déplacer dans une zone qu'ils contrôlaient pour que les médecins puissent soigner leurs combattants⁽³³⁰⁾. Cependant, selon un médecin de l'hôpital de Musa Qala, dans la province du Helmand, cité dans un reportage de la BBC sur la vie sous le régime taliban de juin 2017, le système d'hôpitaux dirigés par le gouvernement dans les zones contrôlées par les talibans rencontre de multiples problèmes: les médecins ne perçoivent pas leur salaire et sont confrontés à un manque de fournitures médicales. Parfois,

⁽³¹⁹⁾ AREU, The Political Economy Of Education and Health Service Delivery In Afghanistan, January 2016 ([url](#)), p. 3.

⁽³²⁰⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 27.

⁽³²¹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 22.

⁽³²²⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 27.

⁽³²³⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 17.

⁽³²⁴⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), pp. 28, 30.

⁽³²⁵⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽³²⁶⁾ AREU, The Political Economy Of Education and Health Service Delivery In Afghanistan, January 2016 ([url](#)), p. 3.

⁽³²⁷⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

⁽³²⁸⁾ UNOCHA, Humanitarian Bulletin Afghanistan, Issue 65, 30 June 2017 ([url](#)), p. 8.

⁽³²⁹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p.17.

⁽³³⁰⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p.17.

les talibans volent des médicaments pour leur usage personnel⁽³³¹⁾. Dans la province d'Oruzgan, presque tous les hôpitaux, y compris l'hôpital central de la capitale provinciale, ont dû fermer leurs portes en septembre 2017 après avoir reçu des menaces des talibans qui contrôlent la majeure partie de la province. Les motifs avancés pour justifier ces menaces étaient que «les talibans exigeaient du gouvernement qu'il choisisse uniquement des responsables de la santé recommandés par le mouvement des insurgés, et que ledit mouvement puisse déterminer les emplacements des nouveaux hôpitaux. D'autres responsables ont affirmé que les talibans voulaient également que le gouvernement envoie des chirurgiens et des fournitures médicales aux hôpitaux de district pour soigner les insurgés blessés»⁽³³²⁾. Les talibans ont nié avoir proféré des menaces à l'encontre de ces établissements de santé et ont affirmé avoir fermé ces centres de santé pour cause de corruption et parce que le gouvernement privait les centres de santé des zones contrôlées par les talibans de financements et de médicaments⁽³³³⁾.

D'après Abubakar Siddique, à l'instar des enseignants, les médecins dans les zones rurales sont souvent tolérés, même au sein de communautés sous contrôle taliban, pour autant qu'ils ne se prononcent pas à l'encontre des talibans⁽³³⁴⁾. Borhan Osman a corroboré cette affirmation et a émis l'observation suivante: «tant que rien de vous ne vous distingue comme un ennemi potentiel des talibans, le simple fait qu'une personne soit un professionnel de la santé ne fera pas d'elle une cible des talibans»⁽³³⁵⁾.

Ici aussi, la situation peut varier d'une zone à l'autre, selon le rapport entre le degré de contrôle et le niveau de contestation⁽³³⁶⁾. D'après Humanitarian Outcomes, un institut de recherche et de consultation indépendant⁽³³⁷⁾ qui a publié l'édition 2017 du rapport intitulé «Aid Worker Security Report»⁽³³⁸⁾, dans les zones contestées, les attaques des talibans à l'encontre de travailleurs humanitaires servent à «déstabiliser la situation et saisir des biens tout en délégitimant l'ordre établi et en faisant une démonstration de force à l'intention de la population locale». Dans les zones fermement sous contrôle taliban, les insurgés «ont de bonnes raisons de conclure des accords avec les acteurs humanitaires pour fournir des services à la population (et les groupes d'aide humanitaire peuvent être une source de revenus également, par l'intermédiaire de "taxes" imposées et d'autres concessions)»⁽³³⁹⁾. D'après l'OCHA des Nations unies, en 2016 et 2017, les installations médicales ont été la cible de 240 attaques, soit une moyenne de 13 incidents par mois. La plupart des incidents qui ont touché des installations de santé ou des travailleurs humanitaires se sont déroulés dans les provinces de Badghis (16), Oruzgan (13), Nangarhar (11) et du Helmand (3)⁽³⁴⁰⁾. L'OCHA des Nations unies a cité des médecins de la province de Nangarhar, qui est largement contestée⁽³⁴¹⁾, ayant signalé des incidents de ciblage, tels que des menaces et des assassinats de la part d'insurgés à l'encontre de leurs collègues; ils se sont dits très inquiets de se rendre

⁽³³¹⁾ BBC News, Taliban territory: Life in Afghanistan under the militants [video], 7 June 2017 ([url](#)).

⁽³³²⁾ New York Times (The), Afghan Province, Squeezed by Taliban, Loses Access to Medical Care, 23 September 2017 ([url](#)); RFE/RL, Taliban Threats Force Health Facilities In Southern Afghan Province To Close, 26 September 2017 ([url](#)).

⁽³³³⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Remarks by spokesman of Islamic Emirate regarding the closure of health centers in Uruzgan, 24 September 2017 ([url](#)).

⁽³³⁴⁾ Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

⁽³³⁵⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽³³⁶⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽³³⁷⁾ Humanitarian Outcomes, About, n.d. ([url](#)).

⁽³³⁸⁾ Based on the Aid Worker Security Database of public on reporting security incidents against humanitarian workers. Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Database, n.d. ([url](#)).

⁽³³⁹⁾ Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 ([url](#)), p. 10.

⁽³⁴⁰⁾ UNOCHA, Humanitarian Bulletin Afghanistan, Issue 65, 30 June 2017 ([url](#)), pp. 6-7.

⁽³⁴¹⁾ LWJ, LWJ Map Assessment: Taliban controls or contests 45% of Afghan districts, 26 September 2017 ([url](#)); Osman, B., Descent into chaos: Why did Nangarhar turn into an IS hub?, 27 September 2016 ([url](#)).

sur leur lieu de travail ou de rentrer dans le village où ils vivent. Plusieurs cas de ciblage de proches de médecins, enlevés contre rançon, ont également été signalés⁽³⁴²⁾. Les talibans utiliseraient également les enlèvements comme un moyen d'«enregistrement informel» des travailleurs humanitaires sur les territoires qu'ils contrôlent⁽³⁴³⁾. L'OCHA des Nations unies a également interrogé un médecin de Mazar-e Charif qui, contrairement à ce qu'ont affirmé ses confrères de la province de Nangarhar, a déclaré que les installations dans lesquelles il travaille et qui sont au service de 4 000 personnes en périphérie de la ville, n'ont subi aucune menace suite au conflit⁽³⁴⁴⁾.

1.2.6.2 Travailleurs des ONG

L'International NGO Safety Office (INSO), une ONG qui fournit des analyses de sécurité à d'autres ONG dans les zones de conflit, déclare ce qui suit sur son site web:

«Si les incidents où les ONG sont la cible directe d'hostilités demeurent rares, plusieurs cas notoires de ciblage d'ONG, suites à leurs activités perçues comme n'étant pas neutres ou comme étant contraires aux coutumes culturelles ou religieuses afghanes, ont été signalés. Compte tenu de la complexité croissante des cadres opérationnels locaux et du fait que les acteurs armés sont de plus en plus nombreux et fragmentés, les ONG s'exposent à des risques importants»⁽³⁴⁵⁾.

De janvier à août 2017, l'INSO a enregistré 94 incidents à l'encontre d'ONG, dont 25 cambriolages et 16 cas d'intimidation, qui ont fait 9 morts et 10 blessés⁽³⁴⁶⁾.

En 2015, aucun autre endroit au monde n'a connu un nombre aussi élevé de victimes à la suite d'attaques à l'encontre de travailleurs humanitaires que l'Afghanistan, à savoir 101 victimes, contre 42 dans le Soudan du Sud, qui arrive second⁽³⁴⁷⁾. En Afghanistan, les travailleurs humanitaires sont principalement victimes d'enlèvements⁽³⁴⁸⁾.

Concernant le «taux de mortalité» que l'INSO détermine sur la base du nombre total de travailleurs d'ONG nationales, internationales et de la Croix Rouge tués dans le pays, l'INSO précise ce qui suit: «Le nombre de décès de travailleurs d'ONG ne connaissant pas une tendance claire à la hausse, nous n'observons pas de *ciblage systématique des ONG* et nous parvenons à la conclusion que les décès résultent plutôt d'une exposition à un climat d'insécurité, et, certes, à de cas de ciblage occasionnels» [italiques présents dans l'original]⁽³⁴⁹⁾. Dans son communiqué à l'occasion de l'Aïd-el-Adha publié sur le site web des talibans, le chef de ces derniers, Haibatullah Akhundzada, a invité les ONG à se rendre dans des zones sous contrôle taliban et a demandé à ses combattants de coopérer avec les ONG et de garantir leur sécurité⁽³⁵⁰⁾. Néanmoins, d'après Humanitarian Outcomes, une ONG qui surveille la violence à l'encontre des travailleurs humanitaires, les talibans ont été

⁽³⁴²⁾ UNOCHA, Humanitarian Bulletin Afghanistan Issue 66, 31 July 2017 ([url](#)), p. 2.

⁽³⁴³⁾ Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 ([url](#)), p. 7.

⁽³⁴⁴⁾ UNOCHA, Humanitarian Bulletin Afghanistan Issue 66, 31 July 2017 ([url](#)), p. 2.

⁽³⁴⁵⁾ INSO, Afghanistan Key Risks and Mitigation Management, n.d. ([url](#)).

⁽³⁴⁶⁾ INSO, Afghanistan NGO incident rate, n.d. ([url](#)).

⁽³⁴⁷⁾ Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report – 2016 – Figures at a glance, n.d., available at: ([url](#)).

⁽³⁴⁸⁾ Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report – 2016 – Figures at a glance, n.d., available at: ([url](#)); Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 ([url](#)), p. 3.

⁽³⁴⁹⁾ INSO, NGO Fatality Rate Jan to July 2017, n.d. ([url](#)).

⁽³⁵⁰⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Message of Felicitation of the Esteemed Amir-ul-Momineen, Sheikh-ul-Hadith Hibatullah Akhundzada, (May Allah protect him), on the Occasion of Eid-ul-Adha, 30 August 2017 ([url](#)).

responsables de 39 % de l'ensemble des attaques de groupes armés non étatiques dans le monde entre 2011 et 2016. Aucun autre groupe ne s'est vu attribuer autant d'attaques que les talibans afghans⁽³⁵¹⁾.

Cependant, lors de la brève prise de contrôle de la ville de Kunduz en 2015, l'ancien dirigeant taliban, le mollah Mansour, a également déclaré dans un communiqué publié sur le site web des talibans que les travailleurs des ONG devaient poursuivre leurs activités normalement et signaler tous problèmes et plaintes à la «commission de contrôle et d'administration des ONG et des entreprises»⁽³⁵²⁾. Toutefois, «la MANUA n'a cessé de recevoir des rapports indiquant que des travailleurs d'ONG étaient ciblés par les talibans lors de perquisitions, vraisemblablement en raison de leur lien présumés avec des "étrangers"» L'UNAMA a ajouté que: «même si certains commandants talibans souhaitaient garantir la protection du personnel et des biens des ONG, ils éprouvent des difficultés à réaliser cet objectif compte tenu du nombre de groupes différents participant aux combats et de l'absence de structure de commandement et de contrôle centralisée à Kunduz»⁽³⁵³⁾.

En particular, les membres des groupes d'insurgés plus jeunes et d'un grade inférieur , interrogés par Humanitarian Outcomes, accusaient fréquemment les travailleurs humanitaires de «bafouer et transgresser les préceptes islamiques», surtout si ces travailleurs œuvraient en faveur de la promotion des droits des femmes⁽³⁵⁴⁾.

1.2.6.3 Autres catégories de travailleurs humanitaires

Dix-huit des 95 incidents ciblant des professionnels des soins de santé recensés par la MANUA en 2016 ciblaient des programmes de **vaccination contre la polio**⁽³⁵⁵⁾. Cité par la MANUA, l'UNICEF a enregistré 20 incidents liés au conflit ayant touché des travailleurs œuvrant pour l'éradication de la polio, mais qui ciblaient directement le programme d'éradication de la polio. Les menaces et intimidations ont fini par se muer en interdictions, dont la majorité ont été levées grâce à la médiation d'aînés locaux respectés⁽³⁵⁶⁾. En mai 2017, un vaccinateur contre la polio a été blessé par balle à Khost⁽³⁵⁷⁾. À Kunduz, où les talibans ont suspendu les vaccins contre la polio pendant 15 mois, le motif principal du blocus était l'exigence des talibans relative à la construction d'un service de traumatologie pour soigner les civils et les combattants blessés, mais la suspicion parmi les villageois que les équipes de vaccination contre la polio pouvaient être infiltrées par des espions a également été évoquée⁽³⁵⁸⁾.

Les **démineurs** sont une autre catégorie spécifique de travailleurs humanitaires. En 2016, la MANUA a enregistré 19 pertes et l'enlèvement de 110 civils lors d'incidents concernant des démineurs humanitaires. Au cours du premier semestre de 2017, selon la MANUA, lors d'incidents ciblant des démineurs humanitaires, quatre civils ont été enlevés, mais aucune perte civile n'a été déplorée⁽³⁵⁹⁾. Depuis 2010, 90 démineurs ont été tués, 120 ont été blessés

⁽³⁵¹⁾ Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 ([url](#)), p. 7.

⁽³⁵²⁾ Islamic Emirate of Afghanistan, cited in: UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), p. 26.

⁽³⁵³⁾ UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), pp. 16-17.

⁽³⁵⁴⁾ Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 ([url](#)), p. 14.

⁽³⁵⁵⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 28.

⁽³⁵⁶⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 31.

⁽³⁵⁷⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 17.

⁽³⁵⁸⁾ Guardian (The), Polio in Afghanistan: 'Americans bomb our children daily, why would they care?', 10 April 2017 ([url](#)).

⁽³⁵⁹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 73; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 21.

et 720 ont été enlevés, a signalé l'AP en juin 2017 (³⁶⁰). La plupart du temps, les démineurs sont attaqués parce qu'ils neutralisent des mines qui ont été posées par les talibans ou qui bénéficient aux talibans, car leur présence rend le champ de mines concerné inutilisable par d'autres forces (³⁶¹). La MANUA a également fait observer qu'il était fréquent que les insurgés volent ou détruisent des véhicules et des équipements de déminage (³⁶²).

1.2.7 Aînés tribaux

Les talibans ont sanctionné et tué des aînés locaux perçus comme étant en faveur du gouvernement (³⁶³). Selon Anand Gopal, il s'agit essentiellement d'aînés tribaux qui siègent au sein des chouras des districts ou des Assemblées de développement des districts (ADD) et qui sont principalement présents dans les régions sur lesquelles les talibans n'exercent pas de contrôle (³⁶⁴). En 2016, la MANUA a enregistré 69 attaques à l'encontre d'aînés tribaux, donnant lieu à 185 pertes humaines (³⁶⁵). Au cours du premier semestre de 2017, 29 attaques se sont produites, contre 19 au cours du premier semestre de 2016 (³⁶⁶). Bien que les talibans n'aient pas publiquement revendiqué la totalité de ces attaques, en voici quelques exemples:

- En janvier 2016, un attentat suicide à la bombe a ciblé le domicile d'un éminent aîné tribal dans la ville de Jalalabad, dans la province de Nangarhar, alors que plusieurs aînés y étaient réunis (³⁶⁷).
- En mars 2017, des talibans ont séquestré quatre aînés tribaux pendant plus de 40 jours dans la province de Logar (³⁶⁸).
- En mai 2016, des talibans ont abattu un éminent et influent aîné tribal à Farah (³⁶⁹).
- Un aîné connu pour résoudre des différends tribaux a été abattu dans une mosquée à Khost en juin 2017 (³⁷⁰).
- En juin 2017, des explosifs fixés à son véhicule ont entraîné la mort d'un aîné tribal originaire de la province de Nangarhar (³⁷¹).

1.2.8 Ennemis des talibans

Antonio Giustozzi définit les «ennemis des talibans» comme des «responsables et membres clés des parties et des groupes hostiles aux talibans, tels que les personnalités éminentes suivantes tuées en 2011: le chef du parti Jamaat-e-Islami et président du Haut conseil de paix, Burhanuddin Rabbani; le gouverneur de la province d'Oruzgan et homme fort Jan Mohammad; ou le commandant de police pour le nord de l'Afghanistan, le général Daoud;

(³⁶⁰) AP, Afghan de-miners cling to hard but much-needed jobs, 20 June 2017 ([url](#)).

(³⁶¹) UNAMA, Deminers in the firing line, 18 January 2011 ([url](#)).

(³⁶²) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2016, July 2016 ([url](#)), p. 30.

(³⁶³) CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15.

(³⁶⁴) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(³⁶⁵) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 73.

(³⁶⁶) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 42.

(³⁶⁷) BBC News, Afghan suicide bomber targets Jalalabad elders, killing 13, 17 January 2016 ([url](#)).

(³⁶⁸) Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (13 March 2017), 13 March 2017, available at: ([url](#)).

(³⁶⁹) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2016, July 2016 ([url](#)), p. 60.

(³⁷⁰) Pajhwok Afghan News, Khost tribal elder gunned down in mosque, 26 June 2017 ([url](#)).

(³⁷¹) Khaama Press, Tribal elder among 5 killed or wounded in Nangarhar explosion, 8 July 2017 ([url](#)).

ainsi que l'homme fort de Kandahar et frère du président Karzaï, Ahmad Wali Karzaï⁽³⁷²⁾. Concernant les individus tels que ces cibles, le Dr Giustozzi affirme que des personnes d'un profil de haut niveau ne se voient pas accorder la possibilité de se repentir et que les talibans jugent inutile de leur adresser un avertissement avant de les prendre pour cibles⁽³⁷³⁾.

Parmi les ennemis des talibans peuvent également figurer des membres d'autres groupes armés actifs dans le pays, comme le Hezb-e Islami, dont la branche armée sous l'autorité de Gulbuddin Hekmatyar a signé un accord de paix avec le gouvernement afghan⁽³⁷⁴⁾. Par crainte de représailles par les talibans, les combattants du Hezb-e Islami ont refusé de déposer les armes⁽³⁷⁵⁾. Bien que des membres actifs des talibans aient vécu et vivent encore parmi les membres du Hezb-e Islami au Pakistan⁽³⁷⁶⁾, des membres de ce dernier ont été assassinés. Les membres du Hezb-e Islami ont suggéré que ces assassinats (et tentatives d'assassinat) sont survenus «en conséquence d'une "collusion" entre des responsables locaux et les talibans»⁽³⁷⁷⁾. Parmi les exemples de ciblage par des auteurs inconnus figurent l'assassinat d'un commandant du Hezb-e Islami abattu dans une mosquée dans la province de Logar en juin 2017⁽³⁷⁸⁾, une autre attaque, à Baghlan cette fois, en juillet 2017⁽³⁷⁹⁾, et une attaque à l'encontre d'un membre éminent du Hezb-e Islami, lequel est parvenu à échapper de justesse à une tentative d'assassinat ciblée à Kaboul en septembre 2017⁽³⁸⁰⁾.

Les talibans peuvent également cibler individuellement des membres d'autres groupes armés. En août 2017, à Nangarhar, l'agence Khaama Press a signalé que les talibans avaient condamné à mort et exécuté deux membres de l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP) accusés d'avoir tué des civils et des talibans⁽³⁸¹⁾.

1.2.9 Journalistes, professionnels des médias et défenseurs des droits de l'homme

La MANUA indique que les journalistes et les représentants de la société civile «qui surveillent et signalent des violations des droits de l'homme et autres exactions, et s'expriment à leur propos» sont confrontés à un «climat de menaces et d'intimidations» tant de la part d'insurgés que d'acteurs étatiques⁽³⁸²⁾.

De manière générale, les médias occupent un rôle important dans la propagande des talibans. Les journalistes sont utilisés pour diffuser rapidement les messages de talibans. Les porte-paroles du mouvement appellent des reporters pour leur communiquer leurs dernières informations, leur envoient des courriers électroniques ou des SMS et répondent aux appels

⁽³⁷²⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 11; BBC News, Afghanistan: Suicide blast kills top police commander, 29 May 2011 ([url](#)); Guardian (The), Ahmed Wali Karzai, the corrupt and lawless face of modern Afghanistan, 12 July 2011 ([url](#)); BBC News, Afghanistan: Senior aide to President Karzai killed, 17 July 2011 ([url](#)).

⁽³⁷³⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 12, 15.⁽³⁷⁴⁾ AAN, Hekmatyar's Return to Kabul: Background reading by AAN, 4 May 2017 ([url](#)).

⁽³⁷⁴⁾ AAN, Hekmatyar's Return to Kabul: Background reading by AAN, 4 May 2017 ([url](#)).

⁽³⁷⁵⁾ RFE/RL, Hekmatyar's Fighters Refuse To Lay Down Arms In Afghanistan, 11 May 2017 ([url](#)); Ruttig, T., A Matter of Registration: Factional tensions in Hezb-e Islami, 25 November 2017 ([url](#)).

⁽³⁷⁶⁾ Muzhary F., Moving Out of Shamshatu: Hezb-e Islami's refugee followers between hope of return and doubts about the peace deal, 14 April 2017 ([url](#)).

⁽³⁷⁷⁾ Ruttig, T., A Matter of Registration: Factional tensions in Hezb-e Islami, 25 November 2017 ([url](#)).

⁽³⁷⁸⁾ Pajhwok Afghan News, Former HIA commander gunned down in Logar mosque attack, 22 June 2017 ([url](#)).

⁽³⁷⁹⁾ Pajhwok Afghan News, Former HIA commander gunned down in Baghlan, 2 July 2017 ([url](#)).

⁽³⁸⁰⁾ Khaama Press, Key Hezb-e-Islami member escapes assassination attempt in Kabul city, 6 September 2017 ([url](#)).

⁽³⁸¹⁾ Khaama Press, Taliban execute two important ISIS leaders in Nangarhar province, 29 August 2017 ([url](#)).

⁽³⁸²⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 32.

des journalistes de manière systématique⁽³⁸³⁾. Parallèlement, Human Rights Watch (HRW) a affirmé que «les talibans et d'autres groupes d'insurgés ont menacé des journalistes pour les contraindre à communiquer leur version des faits d'actualité et à faire l'impasse sur les déclarations du gouvernement»⁽³⁸⁴⁾.

Lors de la brève prise de contrôle de la ville de Kunduz en 2015, les talibans se sont rendus au domicile de plusieurs journalistes en vue d'obtenir des informations sur l'endroit où ils se trouvaient. Les journalistes qui ont fui la ville étaient particulièrement inquiets pour leurs contacts et leurs sources d'informations, dont ils conservaient les coordonnées à leur domicile ou à leur bureau, lesquels ont été pillés par les talibans⁽³⁸⁵⁾.

Dans le sillage de la prise de Kunduz, les talibans ont proféré de sérieuses menaces à l'encontre de deux chaînes de télévision, Tolo TV et 1TV, basées sur de fausses informations qui auraient été rapportées par les chaînes au sujet de viols commis par des combattants talibans⁽³⁸⁶⁾. Les menaces se sont concrétisées en janvier 2016, lors d'un attentat suicide à la bombe ciblant une camionnette qui transportait le personnel d'une société de production affiliée à Tolo TV qui a fait sept morts. Les talibans ont revendiqué l'attaque et l'ont justifiée par le reportage de la chaîne sur la ville de Kunduz en 2015⁽³⁸⁷⁾. Selon l'Afghan Journalists Safety Committee (AJSC), une organisation à but non lucratif qui soutient la liberté de la presse en Afghanistan et promeut la sécurité et les droits des journalistes, cet attentat à l'encontre de professionnels des médias fut le plus meurtrier depuis le début du conflit, «suscitant une profonde terreur parmi les journalistes et la communauté des médias dans tout le pays»⁽³⁸⁸⁾. D'après Borhan Osman, Tolo TV et 1TV avaient été expressément retirés de la liste des médias protégés par la commission militaire des talibans, sous la pression de fantassins talibans et «de jeunes fanatiques basés au Pakistan»⁽³⁸⁹⁾.

En 2016, l'AJSC a observé un changement au niveau de la politique des talibans en matière de médias. Au départ, les talibans cherchaient à entretenir des relations amicales avec les médias, dans l'espoir d'une meilleure couverture de leurs activités et d'une amélioration de leur image publique. Depuis 2016, les talibans ont changé de stratégie, en forçant une couverture des faits à leur avantage et en empêchant une couverture des événements favorable au gouvernement⁽³⁹⁰⁾. Ce changement d'approche s'est accompagné de davantage de violences à l'encontre des professionnels des médias:

En 2016, le niveau de menace et de violence des talibans à l'égard des journalistes et des médias n'a pas seulement atteint son comble, il est également devenu beaucoup plus intense et meurtrier [...]. Parallèlement à cette violence, les talibans ont

⁽³⁸³⁾ RFE/RL, *Gandhara Blog, Taliban Propaganda Meets The Digital Age*, 10 July 2017 ([url](#)); HRW, “Stop Reporting or We'll Kill Your Family” Threats to Media Freedom in Afghanistan, January 2015 ([url](#)), p. 35; Huffington Post (The), *A Profile of the Taliban's Propaganda Tactics*, 1 February 2010 ([url](#)).

⁽³⁸⁴⁾ HRW, “Stop Reporting or We'll Kill Your Family” Threats to Media Freedom in Afghanistan, January 2015 ([url](#)), p. 35.

⁽³⁸⁵⁾ UNAMA, *Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province*, December 2015 ([url](#)), p. 17.

⁽³⁸⁶⁾ Reuters, *Afghan TV stations face Taliban threat after Kunduz*, 18 October 2017 ([url](#)).

⁽³⁸⁷⁾ BBC News, *Kabul blast: Suicide bomber kills seven TV staff*, 20 January 2017 ([url](#)); Al Jazeera, *Taliban suicide attack in Kabul kills TV station staff*, 21 January 2017 ([url](#)); New York Times, *Taliban Suicide Bomber Strikes Packed Bus in Kabul*, 20 January 2016 ([url](#)).

⁽³⁸⁸⁾ AJSC, *Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016*, 9 January 2017 ([url](#)), p. 9.

⁽³⁸⁹⁾ Osman, B., *The Attack on the American University in Kabul (2): Who did it and why?*, 5 September 2016 ([url](#)).

⁽³⁹⁰⁾ AJSC, *Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016*, 9 January 2017 ([url](#)), p. 8.

également augmenté et intensifié leurs efforts visant à contrôler les publications des médias et les contenus qu'ils diffusent (³⁹¹).

Selon l'AJSC, au cours du premier semestre de 2017, 73 cas de violence à l'encontre de journalistes ont été signalés, y compris des assassinats, des passages à tabac, des châtiments corporels et des humiliations, de l'intimidation et des détentions de journalistes. Correspondant à une hausse de 35 % par rapport au premier semestre de 2016, ce nombre est le plus élevé que l'AJSC ait jamais enregistré. L'AJSC a affirmé que l'augmentation des menaces et de la violence à l'encontre des journalistes s'est avérée particulièrement significative dans l'est du pays. De janvier à juin 2017, 10 journalistes et professionnels des médias ont été tués. Alors que la majorité des actes de violence sont commis par des acteurs gouvernementaux (ou des acteurs affiliés à celui-ci), tous les assassinats ont été commis par des talibans ou l'ISKP (³⁹²). (Concernant le rôle des acteurs gouvernementaux dans ces actes de violence, voir [2.3 Ciblage gouvernemental de journalistes, de professionnels des médias et de défenseurs des droits de l'homme](#); au sujet du ciblage par l'ISKP de professionnels des médias, voir [1.5.1 État islamique de la province du Khorasan](#)).

En juin 2017, la fédération d'organisations médiatiques et de journalistes d'Afghanistan (Federation of Afghanistan's Media Organisations and Journalists) a déclaré lors d'une conférence de presse que huit journalistes avaient été tués et que 20 autres avaient été blessés en l'espace d'un mois (³⁹³). Parmi les journalistes qui auraient été tués par les talibans figurent les journalistes concernés par les faits suivants:

- L'assassinat d'un rédacteur en chef d'une chaîne de radio locale dans la province de Logar, après qu'il aurait reçu de nombreuses menaces des talibans (³⁹⁴). Les menaces ont découlé de la diffusion de voix féminines, d'émissions de divertissement, d'émissions politiques et de publicités des Forces de sécurité nationales (³⁹⁵). La chaîne de radio avait déjà été la cible d'un raid violent des forces de l'OTAN, qui les soupçonnait de couvrir les activités potentielles de l'ennemi» (³⁹⁶).
- L'assassinat et l'attaque au couteau de deux journalistes dans les rues du district de Qalat, dans la province de Zabol, au cours des mois d'octobre et de novembre 2016, tous deux après avoir reçu plusieurs menaces des talibans (³⁹⁷).
- En février 2016, à Pol-e Khomri, dans la province de Baghlan, deux employés de la radio Afghan Adib ont été attaqués, plongeant l'un d'eux dans le coma. Les forces talibanes auraient été à l'origine de cette attaque, même si aucun groupe n'en a revendiqué la responsabilité (³⁹⁸).

D'après la MANUA, en 2016, les talibans ont publié au moins onze communiqués menaçant les médias, accusant plusieurs fournisseurs d'informations majeurs de «publier la "propagande ennemie", des "renseignements", ainsi que des "rapports tendancieux", et de

(³⁹¹) AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), p. 8.

(³⁹²) AJSC, Six – Month Report (Jan – June 2017) Afghanistan, A Dangerous Country for Journalists and Media, 24 July 2017 ([url](#)).

(³⁹³) Pajhwok Afghan News, 8 journalists killed, 20 injured in a month: group, 14 Juni 2017 ([url](#)).

(³⁹⁴) Tolo News, Gunmen 'Execute' Radio Journalist in Logar, 18 December 2016 ([url](#)); NAI, The president must personally reckon the murder case journalists, 16 December 2016 ([url](#)).

(³⁹⁵) AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), p. 9.

(³⁹⁶) Pajhwok Afghan News, US, Afghan forces ransack radio office in Logar, 1 March 2014 ([url](#)).

(³⁹⁷) AFJC, Unidentified gunmen shot dead local journalist in Southern Zabul province, 17 October 2016 ([url](#)); AFJC, Journalist critically wounded after brutally stabbed in Kalat city, 12 November 2016 ([url](#)).

(³⁹⁸) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 23.

"diffamer les moudjahidines" » (³⁹⁹). D'après l'AJSC, plusieurs cas d'intimidation des médias et des journalistes par les talibans se sont produits en 2016, notamment dans les régions où les talibans sont les plus présents et influents. Dans ces régions:

«ils ont exigé que les médias s'abstiennent de diffuser ou de publier certains contenus, tels que des annonces commerciales des forces de sécurité, des messages de paix, des voix féminines, de la musique et d'autres types de divertissements. Les exemples les plus récents de telles tentatives par les talibans de censurer les médias locaux ont été observés dans les provinces de Wardak, Ghazni, Logar, Paktia et Paktika. Par ailleurs, les talibans ont tenté de contraindre par l'intimidation des journalistes et des médias à couvrir l'actualité relative à leurs activités. Ces tentatives s'observent surtout dans des provinces non sécurisées où les talibans sont très nombreux» (⁴⁰⁰).

Dans certaines régions du pays, les talibans distribuent des lignes directrices en matière de diffusion et de publication et s'attendent à ce qu'elles soient strictement suivies. Par exemple, en décembre 2016, des lignes directrices de ce type ont été distribuées à plusieurs médias dans la province de Logar (⁴⁰¹).

Selon le département d'État américain:

Une organisation indépendante ayant pour objet la sécurité des journalistes a continué d'offrir un refuge aux journalistes en proie à des menaces. Celle-ci a signalé que les représentants des forces de l'ordre coopéraient généralement pour aider les journalistes confrontés à des menaces crédibles, même si nombre d'affaires demeuraient sans suite faute d'une capacité d'enquête suffisante. L'Association Indépendante du Barreau afghan (Afghan Independent Bar Association) a mis en place une commission spécialisée dans le droit des médias pour apporter une aide, une expertise et des services d'ordre juridique aux organisations de médias (⁴⁰²).

Des analystes et des commentateurs politiques afghans auraient également été ciblés pour s'être exprimés sur des sujets tels que la fragmentation et les faiblesses des talibans ou l'ingérence étrangère dans l'insurrection (⁴⁰³).

D'après la «stratégie locale en faveur des défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan» de 2016 de l'UE+, un document approuvé par les pays de l'UE, ainsi que le Canada, la Norvège, la Suisse et les États-Unis, lequel est basé sur un atelier de 2014 auquel ont participé des défenseurs afghans des droits de l'homme, le travail de ces individus en particulier est «souvent dangereux, sur tout le territoire de l'Afghanistan» (⁴⁰⁴), car les droits de l'homme sont «souvent perçus comme un concept étranger, occidental ou non islamique». Les menaces et la violence ne sont pas seulement l'œuvre des talibans ou d'autres groupes d'opposition armée, elles émanent également d'entités du gouvernement, de chefs de guerre et de la criminalité organisée. Outre les violations du «droit à la vie» et les atteintes à ce même droit et d'autres «traitements inhumains et dégradants», les défenseurs des droits de l'homme sont également souvent confrontés à des formes de violence plus subtiles et diffuses, telles que «le refus de soins médicaux ou d'une éducation aux enfants, la perte de logement, de terres ou de citoyenneté, ou d'autres formes de disqualification sociale» (⁴⁰⁵).

(³⁹⁹) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 32.

(⁴⁰⁰) AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), p. 6.

(⁴⁰¹) AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), p. 9.

(⁴⁰²) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 22.

(⁴⁰³) Guardian (The), Shot for speaking out: Taliban target prominent critics in Afghanistan, 30 December 2015 ([url](#)).

(⁴⁰⁴) EEAS, EU+ Local Strategy for Human Rights Defenders in Afghanistan 2014 – Revised 2016, n.d. ([url](#)), p. 3.

(⁴⁰⁵) EEAS, EU+ Local Strategy for Human Rights Defenders in Afghanistan 2014 – Revised 2016, n.d. ([url](#)), pp. 3-4.

La Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (AIHRC) dispose d'un mécanisme de plaintes, mais sa liberté d'action est considérablement restreinte, car elle fait elle-même l'objet de menaces et dispose d'une protection limitée de la part du gouvernement. Les forces de police, les procureurs et les tribunaux «ne prennent pas au sérieux les menaces à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme»; les enquêtes sont peu nombreuses et les poursuites et les condamnations à l'encontre des individus qui menacent ou attaquent des défenseurs des droits de l'homme le sont encore moins (⁴⁰⁶).

Au cours des premiers mois de l'année 2017, la MANUA a enregistré quatre cas d'intimidation et d'assassinat d'acteurs de la société civile dans les provinces de Baghlan, Nangarhar et Kaboul (⁴⁰⁷). Sans fournir d'informations détaillées au sujet des auteurs, voici quelques exemples supplémentaires:

- En juillet 2017, un militant de la société civile a été tué à Jalalabad (⁴⁰⁸).
- Un militant de la société civile et correspondant pour des médias internationaux a été abattu à proximité de son domicile dans la province de Baghlan, en mai 2017 (⁴⁰⁹).
- En février 2016, un militant de la société civile a été tué à Tagab, dans la province de Kapisa (⁴¹⁰).

1.2.9.1 Femmes journalistes

En 2017, on estimait que l'Afghanistan comptait quelque 500 femmes journalistes; toutefois, un nombre toujours plus grand d'entre elles quitteraient leur emploi ou fuiraient leur pays, d'après la radio RFE/RL (⁴¹¹). D'après le département d'État américain, la proportion de femmes professionnelles des médias est passée de 30 % en 2015 à 20 % en 2016 (⁴¹²). Outre les menaces et les dangers auxquels les journalistes sont confrontés de manière générale (⁴¹³), les femmes journalistes rencontrent de multiples difficultés liées à leur sexe. Toujours selon le département d'État américain, «si elles ne sont pas victimes d'un harcèlement sexuel et d'autres atteintes sur leur lieu de travail, les femmes journalistes subissent souvent une pression de la part de leurs proches pour qu'elles quittent la profession ou, du moins, que leur visage n'apparaisse pas à la télévision» (⁴¹⁴). Pour de plus amples informations sur les attitudes sociétales à l'égard des femmes professionnelles des médias, se référer au rapport COI d'EASO intitulé «Afghanistan: individus ciblés en vertu de normes sociétales et juridiques» (⁴¹⁵).

1.2.9.2 Femmes défenseurs des droits humains

(⁴⁰⁶) EEAS, EU+ Local Strategy for Human Rights Defenders in Afghanistan 2014 – Revised 2016, n.d. ([url](#)), pp. 3-4.

(⁴⁰⁷) UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 15 June 2017 2017, available at: ([url](#)), p. 8.

(⁴⁰⁸) Pajhwok Afghan News, Civil society activist gunned down in Nangarhar capital, 10 July 2017 ([url](#)).

(⁴⁰⁹) NAI, An experienced journalist assassination in Baghlan, 7 May 2017 ([url](#)).

(⁴¹⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 33.

(⁴¹¹) RFE/RL, Gandhara Blog, Violence, Threats Forcing Afghan Women To Abandon Journalism, 14 May 2017 ([url](#)).

(⁴¹²) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 22.

(⁴¹³) AJSC, The Reporting Heroes – A Study on the Condition of Afghan Female Journalists, 14 April 2016 ([url](#)), p. 11.

(⁴¹⁴) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 22.

(⁴¹⁵) EASO, Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques, December 2017 ([url](#)).

D'après la MANUA, les militantes dans des régions touchées par le conflit armé sont «frappées de manière disproportionnelle» en raison de l'idéologie extrémiste des EAG (⁴¹⁶). Selon la stratégie locale de l'UE+ en faveur des défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan,

«au sein du climat conservateur et d'insécurité ambiant, les femmes défenseurs des droits humains sont dans une situation particulièrement difficile: non seulement elles sont ciblées en raison de leur travail, mais elles le sont également pour ce qu'elles sont et parce qu'elles défient les normes patriarcales sociales et religieuses, ce qui peut entraîner leur stigmatisation et leur isolement et donner lieu à d'autres formes de menaces et de violence» (⁴¹⁷).

Lors de la brève prise de contrôle de la ville de Kunduz, par exemple, les talibans ont obtenu une liste sur laquelle figuraient les noms et les adresses de femmes défenseurs des droits de l'homme et des organisations pour lesquelles elles travaillaient. Ils ont mené une opération de recherche à travers la ville qui a duré plusieurs jours. Le niveau de détail de cette liste de noms préétablie a amené certaines femmes défenseurs des droits humains interrogées par la MANUA à redouter l'infiltration potentielle d'insurgés au sein d'institutions gouvernementales qui conservent des informations détaillées sur les organisations de la société civile (⁴¹⁸).

D'après la stratégie locale de l'UE+ en faveur des défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan, les femmes défenseurs des droits humains qui cherchent à signaler des violations sont stigmatisées, voire accusées d'être elles-mêmes à l'origine de ces violations (⁴¹⁹).

1.2.10 Minorités hazaras et chiites

1.2.10.1 Contexte

En Afghanistan, on estime que 10 % à 15 % de la population est constituée de musulmans chiites (⁴²⁰). La majorité de ceux-ci appartiennent au groupe ethnique hazara (⁴²¹). Les Hazaras chiites sont principalement des chiites duodécimains. Les chiites duodécimains en Afghanistan comprennent également la communauté Farsiwan de l'ouest du pays et de plus petites communautés de Bayat et de Qizilbash, ainsi que quelques Sayyid (⁴²²). Certains Hazaras s'identifient comme Sayyid, mais tous les Sayyids ne sont pas Hazaras (⁴²³).

Outre les chiites duodécimains, il existe aussi une communauté ismaélienne de chiites, principalement dans les provinces du Badakshan, de Baghlan et de Kaboul. Certains ismaélites appartiennent au groupe ethnique tadjik, d'autres sont des Hazaras, et certains Sayyid se

(⁴¹⁶) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 32.

(⁴¹⁷) EEAS, EU+ Local Strategy for Human Rights Defenders in Afghanistan 2014 – Revised 2016, n.d. ([url](#)), p. 4.

(⁴¹⁸) UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), p. 16.

(⁴¹⁹) EEAS, EU+ Local Strategy for Human Rights Defenders in Afghanistan 2014 – Revised 2016, n.d. ([url](#)), pp. 3-4.

(⁴²⁰) USCIRF, Annual Report 2017 - Tier 2 countries - Afghanistan, 26 April 2017 ([url](#)), p. 2.

(⁴²¹) Al Jazeera, Afghanistan: Who are the Hazaras?, 27 June ([url](#)).

(⁴²²) Winterbotham, E., Legacies of Conflict: Healing Complexes and Moving Forwards in Kabul Province, October 2010 ([url](#)), p. 8; Gang, R., Community-Based Dispute Resolution Processes in Kabul City, March 2011 ([url](#)), p. 13; Winterbotham, E., Legacies of Conflict: Healing Complexes and Moving Forwards in Ghzani Province, October 2011 ([url](#)), p. 15.

(⁴²³) Lifos, Temrapport: Hazarer i Afghanistan, 28 August 2015 ([url](#)), p. 5.

revendiquent aussi comme des ismaéliens⁽⁴²⁴⁾. L'Afghanistan compte également une petite minorité de Hazaras sunnites⁽⁴²⁵⁾.

Les Hazaras chiites ont été confrontés à une discrimination à long terme de la part de la majorité sunnite⁽⁴²⁶⁾. Sous le régime taliban dans les années 90, plusieurs massacres ont été perpétrés à l'encontre des Hazaras, soit par les talibans à Mazar-e Charif en 1998⁽⁴²⁷⁾, et dans le district de Yakawlang, dans la province de Bamiyan, en 2001⁽⁴²⁸⁾, soit par d'autres groupes sunnites, par exemple, par les forces d'Al-Ittihad al-Islami d'Abou Sayyaf dans le quartier d'Afshar à Kaboul en 1993⁽⁴²⁹⁾.

Depuis la chute du régime taliban en 2001, les Hazaras ont amélioré leur position dans la société⁽⁴³⁰⁾. L'article 4 de la Constitution afghane de 2004 inclut les Hazaras parmi les peuples qui composent la nation afghane. La Constitution établit l'Islam comme la religion officielle et applique la jurisprudence hanafite en l'absence de dispositions constitutionnelles spécifiques; la jurisprudence chiite prévalant pour les questions d'ordre personnel concernant des chiites⁽⁴³¹⁾. Tirant parti de la migration et des évolutions rapides en termes de possibilités d'emploi et d'éducation en Afghanistan, les Hazaras ont fortement renforcé leur position après 2001⁽⁴³²⁾. Toutefois, deux professeurs interrogés par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) ont déclaré que d'autres groupes de la société peuvent nourrir des soupçons à l'égard de ce progrès économique et social au rythme soutenu et éprouver de la jalouse et de la rancœur en conséquence⁽⁴³³⁾.

1.2.10.2 Situation depuis septembre 2017

En 2016, la MANUA a fait part d'inquiétudes quant aux «schémas émergents d'attaques sectaires délibérées contre la minorité musulmane chiite»⁽⁴³⁴⁾. Ce schéma s'est poursuivi pendant le premier semestre de l'année 2017⁽⁴³⁵⁾.

⁽⁴²⁴⁾ Minority Rights Group International, Afghanistan – Hazara, n.d. ([url](#)); US Bureau of Citizenship and Immigration Services, Afghanistan: Information on activities of Ismailis loyal to Sayed Kayan, 7 July 2004, available at: ([url](#)); Lifos, Temrapport: Afghanistans ismailiter – en shiaminoritet, 30 June 2017 ([url](#)), p. 4; USDoS, 2016 Report on International Religious Freedom - Afghanistan, 15 August 2017 ([url](#)), p. 3.

⁽⁴²⁵⁾ Ruttig, T., Ghorband – A Valley Once Friendly, 19 July 2011 ([url](#)); Minority Rights Group International, Afghanistan – Hazara, n.d. ([url](#)).

⁽⁴²⁶⁾ Minority Rights Group International, Afghanistan – Hazara, n.d. ([url](#)).

⁽⁴²⁷⁾ Afghanistan Justice Project, Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001, 2005 available at: ([url](#)), pp. 120-122.

⁽⁴²⁸⁾ Afghanistan Justice Project, Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001, 2005 available at: ([url](#)), pp. 131-154.

⁽⁴²⁹⁾ Afghanistan Justice Project, Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001, 2005 available at: ([url](#)), pp. 82-87.

⁽⁴³⁰⁾ Semple, M., The rise of the Hazaras and the challenge of pluralism in Afghanistan 1978-2011, n.d. ([url](#)); Minority Rights Group International, Afghanistan – Hazara, n.d. ([url](#)); New York Times (The), Hazaras Hustle to Head of Class in Afghanistan, 3 January 2010 ([url](#)).

⁽⁴³¹⁾ Afghanistan, The Constitution of Afghanistan, art.2, art 4, 26 January 2004 available at: ([url](#)).

⁽⁴³²⁾ Lifos, Temrapport: Hazarer i Afghanistan, 28 August 2015 ([url](#)), p. 10.

⁽⁴³³⁾ IRB, Afghanistan: Situation of Hazara people living in Kabul City, including treatment by society, security situation, and access to employment; security situation for Hazara traveling to areas surrounding Kabul City to access employment (2014-April 2016), 20 April 2016 ([url](#)).

⁽⁴³⁴⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 34.

⁽⁴³⁵⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 46.

Selon Borhan Osman (⁴³⁶), les incidents au cours desquels des Hazaras ou d'autres chiites ont été ciblés peuvent être répartis en deux catégories principales:

- Les attaques contre des lieux où les chiites se rassemblent dans les villes, comme les mosquées dans les villes de Kaboul ou d'Hérat (⁴³⁷), lors de commémorations religieuses dans les villes de Kaboul ou de Mazar-e Charif (⁴³⁸), ou lors d'une manifestation politique à Kaboul (⁴³⁹);
- Les cas où des Hazaras voyageant en autobus ont été séparés des autres passagers. De tels incidents se sont produits dans des zones plus rurales de provinces telles que Baghlan, Sar-e Pul, Ghor, Balkh, Wardak, Ghazni et Zabol (⁴⁴⁰). Des cas similaires se sont produits lorsque des villages hazaras ont été attaqués à Sar-e Pul ou à Baghlan (⁴⁴¹).

L'analyste Borhan Osman a avancé que le principal risque de ciblage pour les Hazaras ou les chiites, simplement dû à leur appartenance ethnique ou sectaire, réside dans les attaques contre des rassemblements, des commémorations religieuses ou des manifestations dans les villes. Ce schéma d'attaques laisse entrevoir de nouvelles dynamiques émergentes dans le conflit en Afghanistan pour lesquelles, selon Borhan Osman, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions (⁴⁴²). Cependant, selon Anand Gopal, ce schéma est de plus en plus présent (⁴⁴³).

Par ailleurs, le ciblage et l'enlèvement de Hazaras le long des routes semblent avoir connu une baisse entre 2015 et 2016, selon des données de la MANUA. En 2016, la MANUA a recensé 16 incidents d'enlèvements qui ont impliqués 85 civils hazaras au total. La plupart de ces civils ont été libérés indemnes, mais cinq ont été tués. En 2015, les insurgés ont enlevé 224 civils hazaras au cours de 26 incidents (⁴⁴⁴).

Abubakar Siddique et Borhan Osman ont tous deux avancé que, la plupart du temps, lors d'incidents au cours desquels des Hazaras voyageant à bord de véhicules routiers ont été pris à part et tués ou enlevés, d'autres raisons avaient conduit à ce ciblage. Ces raisons peuvent relever de différends communautaires non politiques ou du fait que ces Hazaras étaient des cibles pour d'autres raisons, par exemple, parce qu'ils étaient membres des ANSF. Dans de tels cas, selon Borhan Osman, ils auraient été ciblés indépendamment de leur appartenance ethnique (⁴⁴⁵). À l'exception possible de l'enlèvement de masse de février 2015 à Zabol, l'analyste Qayoom Suroush, ancien chercheur du Réseau d'analystes sur l'Afghanistan (AAN) et de Human Rights Watch, actuellement chercheur à l'Unité de recherche et d'évaluation de l'Afghanistan (AREU), parvient à la même précédente conclusion, dans un rapport de l'AAN

(⁴³⁶) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(⁴³⁷) UNAMA, UNAMA condemns killing of civilians in Herat mosque attack, 2 August 2017 ([url](#)); Reuters, Four killed in attack on mosque in Kabul, 15 June 2017 ([url](#)); UNAMA, UNAMA condemns killing of civilians in Kabul mosque attack, 26 August 2017 ([url](#)).

(⁴³⁸) BBC News, Kabul shrine attack kills Shia Muslims during Ashura, 11 October 2016 ([url](#)); New York Times (The), Rare Attacks on Shiites Kill Scores in Afghanistan, 6 December 2011 ([url](#)).

(⁴³⁹) UNAMA, Afghanistan: Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict - Special Report Attack on a Peaceful Demonstration in Kabul, 23 July 2016, October 2016 ([url](#)).

(⁴⁴⁰) New York Times (The), Gunmen Attack Hazara Miners in Afghanistan, Killing at Least 9, 6 January 2017 ([url](#)); AIHRC, Attacks against Hazaras in Afghanistan, n.d. ([url](#)), pp. 4-5; USDoS, 2016 Report on International Religious Freedom - Afghanistan, 15 August 2017 ([url](#)), p. 13.

(⁴⁴¹) RFE/RL, Gandhara Blog, Hundreds Of Hostages Freed After Rare Joint IS-Taliban Attack In Afghanistan, 9 August 2017 ([url](#)); Ali, O., Taleban in the North: Gaining ground along the Ring Road in Baghlan, 15 August 2016 ([url](#))..

(⁴⁴²) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

(⁴⁴³) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(⁴⁴⁴) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 68.

(⁴⁴⁵) Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

examinant des incidents ciblant les Hazaras⁽⁴⁴⁶⁾. Si les Hazaras peuvent sembler davantage exposés à des risques lorsqu'ils voyagent par les routes, des sources de la CISR du Canada et du centre norvégien Landinfo ont attribué ce risque accru au fait que les Hazaras voyagent plus fréquemment et sont donc surreprésentés sur les routes, ainsi qu'au fait qu'ils travaillent dans le secteur des ONG ou en tant que hauts fonctionnaires du gouvernement⁽⁴⁴⁷⁾.

Toujours selon le rapport 2016 du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme, une intention discriminatoire fondée sur l'appartenance ethnique ou la religion n'était pas documentée parmi les motifs des nombreux cas de ciblage des Hazaras⁽⁴⁴⁸⁾. Concernant le ciblage, en août 2017, du village de Sar-e Pul, dont la population est majoritairement hazara, le codirecteur de l'ANN remarque que le motif semble être lié au fait que le village hébergeait une force locale de soulèvement contre les talibans⁽⁴⁴⁹⁾. La MANUA n'a pas reçu «d'informations étayant les affirmations selon lesquelles l'attaque contre ce village était motivée par des considérations sectaires ou ethniques»⁽⁴⁵⁰⁾. Lors de l'attaque perpétrée contre un village hazara situé dans la province de Baghlan en mai 2016, Obaid Ali a indiqué que le motif était le soutien des Hazaras en faveur d'une opération militaire menée contre les talibans, violant un accord passé entre les talibans et la communauté hazara⁽⁴⁵¹⁾.

M. Osman et M. Qayoum, tous deux analystes, ont émis l'opinion selon laquelle le signalement de ces incidents est souvent «truffé d'erreurs et s'accompagne de suppositions relayées comme des faits»⁽⁴⁵²⁾, et risque de s'avérer «trompeur» en partie à cause d'un activisme hazara très localisé⁽⁴⁵³⁾. Parce que la plupart des Hazaras vivent dans des zones non contestées (à l'exception de certaines zones de la province de Ghazni), Anand Gopal a estimé qu'ils sont actuellement «probablement la communauté la moins ciblée en Afghanistan dans ces régions» quand on les compare aux Pachtounes des zones fortement contestées⁽⁴⁵⁴⁾. Le HCR a toutefois noté que «la communauté chiite est représentée de manière disproportionnée parmi les pertes civiles de Kaboul et d'Hérat»⁽⁴⁵⁵⁾.

Parallèlement, la discrimination contre les Hazaras persiste⁽⁴⁵⁶⁾, bien que, selon le département d'État américain, la discrimination des sunnites à l'égard des chiites soit en déclin et confinée à «quelques localités»⁽⁴⁵⁷⁾.

1.2.10.3 Principaux auteurs

⁽⁴⁴⁶⁾ Suroush, Q., Hazaras in the Crosshairs? A scrutiny of recent incidents, 24 April 2015 ([url](#)).

⁽⁴⁴⁷⁾ IRB, Afghanistan: Situation of Hazara people living in Kabul City, including treatment by society, security situation, and access to employment; security situation for Hazara traveling to areas surrounding Kabul City to access employment (2014-April 2016), 20 April 2016 ([url](#)); Landinfo, Report Hazaras and Afghan insurgent groups, 3 October 2016 ([url](#)), pp. 18-19.

⁽⁴⁴⁸⁾ UN Human Rights Council, Rights of persons belonging to national or ethnic, religious and linguistic minorities, 16 December 2016 ([url](#)), p. 3.

⁽⁴⁴⁹⁾ Ali, O., The Assault in Sayad: Did Taleban and Daesh really collaborate?, 9 August 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁵⁰⁾ UNAMA, Special Report. Attacks in Mirza Olang, Sari Pul Province: 3 - 5 August 2017, August 2017 ([url](#)), p. 1.

⁽⁴⁵¹⁾ Ali, O., Taleban in the North: Gaining ground along the Ring Road in Baghlan, 15 August 2016 ([url](#)).

⁽⁴⁵²⁾ Suroush, Q., Hazaras in the Crosshairs? A scrutiny of recent incidents, 24 April 2015 ([url](#)).

⁽⁴⁵³⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁴⁵⁴⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁴⁵⁵⁾ UNHCR, e-mail, 25 September 2017. Le HCR des Nations Unies a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁴⁵⁶⁾ Minority Rights Group International, Afghanistan – Hazara, n.d. ([url](#)); Freedom House, Freedom in the World 2017 – Afghanistan, n.d. ([url](#));

⁽⁴⁵⁷⁾ US DoS, 2016 Report on International Religious Freedom - Afghanistan, 15 August 2017 ([url](#)), p. 16.

Selon la MANUA, les principaux auteurs de ces attaques ciblant délibérément les communautés musulmanes chiites sont des membres de l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP)⁽⁴⁵⁸⁾. Borhan Osman, Abubakar Siddique et Anand Gopal ont tous corroboré ce point lors d'entretiens réalisés dans le cadre du présent rapport⁽⁴⁵⁹⁾. L'ISKP a lui-même revendiqué la plupart des attaques ciblant des Hazaras⁽⁴⁶⁰⁾. Cependant, la portée territoriale de l'ISKP, ou des groupes qui y sont affiliés, tels que le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), est limitée⁽⁴⁶¹⁾. L'ISKP est essentiellement basé dans quelques districts du sud de Nangarhar⁽⁴⁶²⁾ et assure une présence opérationnelle à Kaboul et à Herat⁽⁴⁶³⁾ qui lui permet de conduire des attaques de haut niveau⁽⁴⁶⁴⁾. (Voir [1.5.1 État islamique de la province du Khorasan](#))

L'ISKP cible les Hazaras pour plusieurs raisons. Selon Abubakar Siddique, une raison importante du ciblage des Hazaras par l'ISKP est leur proximité perçue avec l'Iran⁽⁴⁶⁵⁾. En 2016, un commandant du groupe a déclaré à l'agence Reuters que la communauté hazara avait été ciblée en raison de son soutien à l'Iran dans sa lutte contre l'État islamique en Syrie⁽⁴⁶⁶⁾. Cependant, il y a aussi une composante idéologique: les membres du groupe État islamique croient également qu'il est moralement juste de tuer des chiites⁽⁴⁶⁷⁾. Les chiites sont considérés comme des apostats et constituent donc une cible «légitime»⁽⁴⁶⁸⁾. Par exemple, l'ISKP a affirmé avoir tué un enseignant chiite à Jalalabad⁽⁴⁶⁹⁾ en avril 2017, puis, en juillet 2017, il a affirmé avoir tué un homme chiite dans la province de Khost, car celui-ci était accusé de «sorcellerie»⁽⁴⁷⁰⁾. Bien que la MANUA n'ait pas qualifié l'attaque du village hazara à Sar-e Pul en août 2017 de «sectaire», «elle a reçu de nombreux rapports crédibles de femmes et d'hommes qui affirmaient que des éléments antigouvernementaux (en particulier ceux qui se revendiquent de Daesh) ont fait des déclarations anti-chiites (qualifiant cette population de «demi-musulmans» et d'«infidèles») lors de l'attaque⁽⁴⁷¹⁾. L'un des commandants ayant attaqué Mirza Olang avait préalablement manifesté un certain intérêt pour l'ISKP même s'il avait combattu sous la bannière des talibans pendant l'attaque⁽⁴⁷²⁾. Pour de plus amples informations, voir le chapitre sur la conceptualisation de l'apostasie de l'EI dans le rapport COI d'EASO intitulé «Afghanistan: individus ciblés en vertu de normes sociétales et juridiques»⁽⁴⁷³⁾.

⁽⁴⁵⁸⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 34; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 46.

⁽⁴⁵⁹⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017; Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁴⁶⁰⁾ @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 2 Augustus 2017 ([url](#)); @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 16 June 2017 ([url](#)); @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 14 May 2017 ([url](#)); @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 21 November 2016 ([url](#)); @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 10 October 2015 ([url](#)).

⁽⁴⁶¹⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁴⁶²⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017; Osman, B., The Battle for Mamand: ISKP under strain, but not yet defeated, 23 May 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁶³⁾ UNAMA, e-mail, 4 October 2017. La MANUA a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁴⁶⁴⁾ Osman, B., With an Active Cell in Kabul, ISKP Tries to Bring Sectarianism to the Afghan War, 19 October 2016 ([url](#)).

⁽⁴⁶⁵⁾ Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

⁽⁴⁶⁶⁾ Reuters, ISIS commander says Afghanistan's Hazaras targeted over support for Syria, 26 Juli 2016 ([url](#)).

⁽⁴⁶⁷⁾ Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

⁽⁴⁶⁸⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; AAN and Ruttig, T., Bracing for Attacks on Ashura: Extra security measures for Shia mourners, 30 September 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁶⁹⁾ @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 25 April 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁷⁰⁾ @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 2 July 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁷¹⁾ UNAMA, Special Report. Attacks in Mirza Olang, Sari Pul Province: 3 - 5 August 2017, August 2017 ([url](#)), p. 6.

⁽⁴⁷²⁾ Ali, O., The Assault in Sayad: Did Taleban and Daesh really collaborate?, 9 August 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁷³⁾ EASO Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques , October 2017 ([url](#)).

Selon l'AAN,

«les attaques de l'ISKP contre des cibles chiites font écho à l'approche de "Daesh central", et à celle de groupes sectaires violents au Pakistan, dont certains sont maintenant associés à Daesh. Dans ces pays, ils ont pris part à un conflit généralisé, violent et sectaire opposant les sunnites aux chiites [...] et il est apparu que l'ISKP, en plus d'être rongé par une haine sectaire, cherchait également à provoquer la même violence fondée sur les représailles en Afghanistan. Jusqu'à présent, ils n'y sont pas parvenus. En effet, les attaques ont été suivies d'appels de toutes parts en faveur d'une unité nationale et de la fraternité musulmane» (⁴⁷⁴).

1.2.10.4 Talibans et Hazaras

Selon les analystes Borhan Osman et Anand Gopal, les talibans suivent un programme national strict. Cela inclut l'idée que tous les segments de la société doivent être représentés dans leurs rangs. Cela signifie que des groupes ethniques autres que les pachtounes qui constituent leur noyau doivent être intégrés dans leur mouvement (⁴⁷⁵). Les talibans ne cherchent pas à déclencher une guerre sectaire, selon le Christian Science Monitor, «ne serait-ce que parce qu'ils voient les Hazaras et les autres [chiites] comme faisant partie d'une nation sur laquelle ils entendent exercer un contrôle total» (⁴⁷⁶). Dans son message de l'Aïd de 2017, le chef des talibans Mawlawi Haibatullah a condamné «toutes les activités subversives parmi les ethnies fraternelles au nom de l'origine ethnique, de la langue, de la situation géographique, de la religion et de la faction» et, tout en affirmant être le seul défenseur de l'intérêt national, il a tenu «les instigateurs étrangers» pour responsables de la violence sectaire (⁴⁷⁷). D'après Anand Gopal, cibler les Hazaras constitue une limite à ne pas franchir pour les talibans (⁴⁷⁸).

Les talibans gardent une profonde méfiance envers leurs anciens adversaires des années 90 en particulier (⁴⁷⁹); néanmoins, ces dernières années, les talibans et certaines communautés hazaras ont uni leurs efforts dans le cadre de la lutte contre l'État islamique (⁴⁸⁰). Dans un cas précis, les talibans ont affirmé avoir reçu un serment d'allégeance d'un commandant hazara de Bamiyan (⁴⁸¹) et de Baghlan (⁴⁸²); des recrues hazaras dans la province de Ghazni (⁴⁸³) et un commandant hazara combattant aux côtés des talibans à Kunduz (⁴⁸⁴) ont également été signalés. Les talibans affirment pouvoir compter sur le soutien de «la majorité des populations

(⁴⁷⁴) AAN and Ruttig, T., Bracing for Attacks on Ashura: Extra security measures for Shia mourners, 30 September 2017 ([url](#)).

(⁴⁷⁵) Osman, B. and Gopal, A., Taliban Views on a Future State, July 2016 ([url](#)), p. 11.

(⁴⁷⁶) Christian Science Monitor (The), ISIS attacks Shiites, but Afghans resist push to make conflict religious, 5 October 2017 ([url](#)).

(⁴⁷⁷) Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Message of Felicitation of the Esteemed Amir-ul-Momineen, Shiekh-ul-Hadith Hibatullah Akhundzada, (May Allah protect him), on the Occasion of Eid-ul-fitr, 23 June 2017 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, Fueling sectarian strife enemy plot: Haibatullah, 23 June 2017 ([url](#)).

(⁴⁷⁸) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(⁴⁷⁹) Osman, B. and Gopal, A., Taliban Views on a Future State, July 2016 ([url](#)), p. 11.

(⁴⁸⁰) Reuters, Fearing Islamic State, some Afghan Shi'ites seek help from old enemies, 22 March 2015 ([url](#)); RFE/RL, Afghan Taliban Detail Fight Against Uzbek IS Militants, 30 November 2015 ([url](#)).

(⁴⁸¹) @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 1 October 2016 ([url](#)).

(⁴⁸²) EASO, Country of Origin Information Report: Afghanistan – Recruitment by armed groups, source: IEA, September 2016 ([url](#)), p. 19.

(⁴⁸³) EASO, Country of Origin Information Report: Afghanistan – Recruitment by armed groups, source: Borhan Osman, September 2016 ([url](#)), p. 19.

(⁴⁸⁴) New York Times (The), A Taliban Prize, Won in a Few Hours After Years of Strategy, 30 September 2015 ([url](#))

chiites des provinces de Bamyan, de Daikundi et du Hazarajat»⁽⁴⁸⁵⁾. Selon Antonio Giustozzi, il y a plusieurs centaines de combattants hazaras dans les rangs talibans, ainsi que des combattants chiites. Il s'agit principalement des milices locales de la bordure méridionale de la province du Hazarajat qui rejoignent les talibans dans le cadre de luttes internes locales. Seul le réseau Haqqani interdit explicitement aux chiites de rejoindre ses rangs⁽⁴⁸⁶⁾.

Bien que les talibans aient publiquement condamné le meurtre d'au moins neuf mineurs de charbon hazaras dans la province de Baghlan en janvier 2017⁽⁴⁸⁷⁾, des sources locales de l'AIHRC ont déclaré que ce sont les talibans locaux qui ont perpétré ces meurtres⁽⁴⁸⁸⁾. Plusieurs autres incidents d'enlèvements de Hazaras sur les routes de Sar-e Pul, Wardak, Ghazni et Ghor survenus en 2016 ont été attribués aux talibans⁽⁴⁸⁹⁾.

1.2.10.5 Situation d'autres minorités chiites, y compris les ismaéliens

A l'exception d'un attentat-suicide, qui a partiellement échoué, à l'encontre d'un centre ismaélien à Kaboul en 2014⁽⁴⁹⁰⁾, les spécialistes interrogés dans le cadre du présent rapport ne disposaient d'aucune autre information sur les attaques perpétrées à l'encontre d'autres communautés chiites (chiites duodécimains ou ismaéliens)⁽⁴⁹¹⁾. Lifos, le service d'information sur le pays d'origine de la Suède, a conclu un rapport de juin 2017 sur les minorités ismaéliennes et chiites afghanes en déclarant ce qui suit: «les ismaéliens ne sont plus une cible pour le mouvement taliban en raison de leur foi religieuse. Ils sont cependant une cible pour l'État islamique en Afghanistan, lequel s'est montré capable de mener plusieurs attaques de haut niveau contre des chiites dans la capitale, mais dont les efforts déployés jusqu'ici pour injecter une violence sectaire ou ethnique parmi les peuples d'Afghanistan ont échoué»⁽⁴⁹²⁾.

Par exemple, en 2017, il y a eu trois attaques à l'encontre de cibles chiites dans ville d'Hérat: en janvier, un EEI a été déclenché devant une mosquée chiite, tuant une personne et en blessant cinq autres; en mai, un EEI a explosé à l'extérieur d'une boulangerie dans un quartier majoritairement chiite d'Hérat, tuant sept personnes et en blessant 17 autres⁽⁴⁹³⁾; et, en août 2017, un kamikaze a fait exploser une bombe dans une mosquée chiite à Hérat, tuant 29 personnes et en blessant 60 autres⁽⁴⁹⁴⁾. Dans cette dernière attaque, selon Borhan Osman, la majorité des personnes rassemblées étaient des Hazaras, mais pas exclusivement⁽⁴⁹⁵⁾.

1.2.11 Recrutement

⁽⁴⁸⁵⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Sectarian Killings; A Dangerous Enemy Conspiracy, 15 October 2016 ([url](#)).

⁽⁴⁸⁶⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's organization and structure, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

⁽⁴⁸⁷⁾ New York Times (The), Gunmen Attack Hazara Miners in Afghanistan, Killing at Least 9, 6 January 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁸⁸⁾ AIHRC, Attacks against Hazaras in Afghanistan, n.d. ([url](#)), p. 3.

⁽⁴⁸⁹⁾ US DoS, 2016 Report on International Religious Freedom - Afghanistan, 15 August 2017 ([url](#)), p. 13.

⁽⁴⁹⁰⁾ Khaama Press, Kabul suicide bomber fails to target World's largest holy Quran archive, 20 February 2017 ([url](#)); AP, Suicide blast kills 1, wounds 4 in Kabul, 20 February 2014, via: ([url](#)).

⁽⁴⁹¹⁾ Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017; Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁴⁹²⁾ Lifos, Temrapport: Afghanistans ismailiter – en shiaminoritet, 30 June 2017 ([url](#)), p. 4.

⁽⁴⁹³⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 46.

⁽⁴⁹⁴⁾ Guardian (The), Dozens killed in bombing of mosque in Afghan city of Herat, 1 Augustus 2017 ([url](#)).

⁽⁴⁹⁵⁾ Osman, B., e-mail, 16 August 2017.

Pour prendre connaissance de la discussion relative au recrutement par les forces armées et les insurgés, veuillez consulter le Rapport d'information sur les pays d'origine d'EASO intitulé «*Afghanistan – Recruitment by armed groups*» (Afghanistan – Recrutement par des groupes armés) de septembre 2016 (⁴⁹⁶) et le rapport de Landinfo intitulé «*Afghanistan: Recruitment to Taliban*» (Afghanistan: Recrutement dans les rangs talibans), daté du 29 juin 2017 (⁴⁹⁷).

(⁴⁹⁶) EASO, Country of Origin Information Report Afghanistan – Recruitment by armed groups, September 2016 ([url](#)).

(⁴⁹⁷) Landinfo, Report Afghanistan: Recruitment to Taliban, 29 June 2017 ([url](#)).

1.3 Situation des membres de la famille

1.3.1 Membres de la famille du personnel des ANSF

Selon un rapport du Centre pour les civils touchés par un conflit (CIVIC) (⁴⁹⁸), les talibans recueillent des informations sur les aînés locaux et la population locale afin de déterminer quelle famille compte un membre des ANSF. Ils exercent ensuite une pression sur la famille concernée pour convaincre le membre des ANSF de renoncer à sa position (⁴⁹⁹).

Des sources interrogées par la CISR du Canada ont expliqué que des membres de la famille pourraient être mis sous pression afin de les inciter à révéler des informations sur le lieu où se trouve la personne recherchée. Les membres de la famille peuvent également être punis si la personne recherchée est introuvable, ou sont menacés afin d'exercer une pression sur la personne recherchée pour que celle-ci se rende. Il s'agit d'une tactique considérée comme «relativement efficace» (⁵⁰⁰). Les insurgés peuvent également menacer les membres d'une famille pour forcer des individus occupant des postes dans la sphère publique à démissionner (⁵⁰¹). D'après Abubakar Siddique, cette pratique est «très courante, surtout dans les zones rurales» (⁵⁰²). Antonio Giustozzi dit que «partout où les talibans sont présents», ils exercent une pression sur les membres de familles pour forcer la démission de membres des ANSF. Bien qu'ils n'aient pas toujours recours à (la menace de) la violence, des membres de familles ont parfois été exécutés (⁵⁰³). Dans un cas de figure particulier, les talibans ont tué huit frères d'un commandant de la PLA dans la province de Baghlan en 2015 (⁵⁰⁴). Dans un autre cas, survenu dans la province de Kunduz et cité dans un article du New York Times, la famille d'un soldat de l'ANA a été contrainte de déménager, car le fils de la famille en question refusait de quitter l'armée après avoir reçu des menaces. Après leur départ, les maisons appartenant à ladite famille ont été détruites ou transformées en base talibane (⁵⁰⁵).

Les exemples de ciblage de membres de familles par des insurgés comprennent les cas suivants:

- Dans la province de Jawzjan, un homme de 70 ans a été condamné à mort par un tribunal taliban et exécuté parce qu'on le soupçonnait d'être lié au commandant d'un «soulèvement» (⁵⁰⁶);
- À Sar-e Pul, les cinq enfants d'un commandant de la PLA ont été enlevés et sa maison a été incendiée par des insurgés (⁵⁰⁷).

(⁴⁹⁸) A research and advocacy organization that conducts field research and provides policy recommendations on reducing civilian harm in armed conflict.

(⁴⁹⁹) CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15.

(⁵⁰⁰) IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

(⁵⁰¹) CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15.

(⁵⁰²) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(⁵⁰³) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

(⁵⁰⁴) CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15.

(⁵⁰⁵) New York Times (The), Afghan Army Recruitment Dwindles as Taliban Threaten Families, 18 November 2017 ([url](#)).

(⁵⁰⁶) Pajhwok Afghan News, Taliban court orders elderly man executed in Jawzjan, 19 October 2015 ([url](#)).

(⁵⁰⁷) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 59.

Il a également été signalé que les membres de la famille du personnel des ANSF qui assistent aux funérailles de leur proche décédé sont également ciblés. Parmi les exemples de tels incidents, on retrouve ce qui suit:

- Un incident survenu en 2016 durant lequel les talibans ont prévenu que toutes les personnes participant aux funérailles d'un commandant de milice progouvernementale locale ne seraient pas autorisées à entrer à nouveau dans le village de la province de Faryab (⁵⁰⁸).
- En janvier 2015, dans la province de Laghman, un kamikaze a ciblé les funérailles d'un commandant de la PLA au moyen d'une bombe, tuant 12 personnes venues assister à la cérémonie et en blessant 34 autres, dont trois enfants (⁵⁰⁹).
- En décembre 2014, les funérailles d'un responsable de la sécurité dans la province de Kapisa ont fait l'objet d'une attaque suicide à la bombe qui a tué neuf personnes venues assister à la cérémonie et blessé des dizaines d'autres (⁵¹⁰).

1.3.2 Membres de la famille

Lors de leur prise de contrôle de la ville de Kunduz, les talibans ont effectué une fouille ciblée de la ville à la recherche, entre autres, de femmes défenseurs des droits humains. Selon la MANUA, les membres des talibans se sont présentés à leur domicile et, si la personne recherchée ne s'y trouvait pas, ils ont menacé et agressé physiquement les membres de la famille de la personne concernée (⁵¹¹).

Les talibans recrutent également des membres de la famille des combattants décédés pour remplacer ces derniers. Selon les sources talibanes d'Antonio Giustozzi, il s'agit d'une «pratique courante» (⁵¹²). Borhan Osman, tel que cité dans le rapport COI d'EASO sur le recrutement par des groupes armés, a en revanche émis l'opinion que «les talibans témoigneraient leur respect à la famille du défunt et la soutiendraient même financièrement pour remplacer ce dernier» (⁵¹³). Des informations complémentaires et venant étayer ce qui précède n'ont pu être trouvées.

Selon Faizullah Jalal, professeur de sciences politiques à l'Université de Kaboul, lequel a été cité dans le New York Times, il n'est pas rare que deux membres d'une même famille combattent dans des camps opposés dans le conflit et finissent par essayer de tuer l'autre (⁵¹⁴). Neamat Nojumi a déclaré que «dans le cadre de la construction sociale afghane, il est rare que deux frères essaient de se tuer depuis différents camps politiques. Cependant, ce cas de figure est plus visible au sein d'une famille élargie sous la forme d'un sous-clan ou parmi des cousins par alliance (⁵¹⁵).

(⁵⁰⁸) New York Times (The), An Afghan Father-Son Tale Takes a Fatal Turn, but Does Not End, 8 September 2016 ([url](#)).

(⁵⁰⁹) Pajhwok Afghan News, 16 dead, 39 injured in Laghman funeral bombing, 29 January 2015 ([url](#)); UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2015, August 2015 ([url](#)), p. 49.

(⁵¹⁰) Pajhwok Afghan News, 9 dead, 22 injured in suicide attack at funeral, 1 December 2014 ([url](#)).

(⁵¹¹) UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), p. 15.

(⁵¹²) Giustozzi, A., The Military Cohesion of the Taliban, 14 July 2017 ([url](#)).

(⁵¹³) EASO, Country of Origin Information Report Afghanistan – Recruitment by armed groups, September 2016 ([url](#)), p. 22.

(⁵¹⁴) New York Times (The), 'I Will Kill Him': Afghan Commander Targets Son, a Taliban Fighter, 15 May 2016 ([url](#)).

(⁵¹⁵) Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

1.4 Échapper au ciblage

1.4.1 Repentir et rédemption

D'après Antonio Giustozzi, les talibans offrent à certains individus ciblés, tels que des responsables du gouvernement, des membres des ANSF, des personnes perçues comme collaborant avec le gouvernement ou des forces militaires étrangères, des entrepreneurs travaillant pour le compte du gouvernement ou de pays étrangers et des interprètes, la possibilité de se «repentir» et de «se racheter»⁽⁵¹⁶⁾. Dans une déclaration publique des talibans, citée par la MANUA, les «talibans» ont «invité» les «travailleurs des envahisseurs et de l'administration de Kaboul» à tirer profit d'une amnistie afin de «se protéger ainsi que leur famille de la honte et du mal qui sévit dans ce monde [...] pour sauver leur vie et richesse et celles de leur famille»⁽⁵¹⁷⁾. Selon Antonio Giustozzi, cette possibilité de se repentir est un aspect essentiel de la campagne de ciblage⁽⁵¹⁸⁾. Anand Gopal et Borhan Osman ont confirmé que si le fait de démissionner de son poste correspond à ce que les menaces exigent, il suffit généralement de le faire pour éviter tout autre ciblage⁽⁵¹⁹⁾. Par exemple, les talibans auraient «souvent» relâché des membres des ANSF qu'ils avaient capturés grâce à la médiation de dirigeants communautaires, à condition que ces individus cessent de travailler avec le gouvernement⁽⁵²⁰⁾.

En plus de mettre fin à leur service, les membres des ANSF bénéficieront de la possibilité, selon Antonio Giustozzi, de rejoindre les talibans avant d'être ciblés⁽⁵²¹⁾. L'analyste Borhan Osman a qualifié la logique qui s'inscrit derrière la série d'attaques talibanes à l'encontre des ANSF au printemps 2017 de tactique «de la carotte et du bâton»⁽⁵²²⁾. (Voir [1.2.1 Membres des forces de sécurité afghanes et des milices progouvernementales](#)) Affirmant avoir tué «200 mercenaires d'unités spéciales des forces de police» à Gardez en juin 2017, les talibans ont lancé des avertissements à d'autres officiers de police, tel que le démontre la déclaration ci-dessous extraite du site web des talibans: «Seules deux options sont possibles: repentez-vous et abandonnez vos fonctions ou retournez vos armes contre les envahisseurs étrangers et les forces infidèles»⁽⁵²³⁾. Selon des sources médiatiques, les talibans recrutent des membres des ANSF pour cibler leurs (anciens) collègues⁽⁵²⁴⁾. Par exemple, dans la province de Faryab, huit membres de la PLA ont été empoisonnés avant d'être abattus par un collègue, qui auraient entretenu des liens avec les talibans⁽⁵²⁵⁾.

À l'inverse, d'anciens membres des ANSF sont également victimes de meurtres ciblés⁽⁵²⁶⁾. Un commandant de la PLA, qui a proposé de se rendre en échange de la libération de ses

⁽⁵¹⁶⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

⁽⁵¹⁷⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 78.

⁽⁵¹⁸⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 12.

⁽⁵¹⁹⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017; Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁵²⁰⁾ CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15.

⁽⁵²¹⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 12-13.

⁽⁵²²⁾ Borhan, Osman [Twitter], posted on: 22 June 2017 ([url](#))

⁽⁵²³⁾ Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad, Gardez martyr attack leaves nearly 200 gunmen dead, 18 June 2017 ([url](#)).

⁽⁵²⁴⁾ RFE/RL, Six Afghan Policemen Killed In Insider Attack, 28 May 2017 ([url](#)); AP, Q&A: Taliban infiltrate Afghan army to target foreign troops , 18 June 2017 ([url](#)).

⁽⁵²⁵⁾ Bakhtar News Agency, Eight Policemen After Poisoning Martyred by Their Comrade, 3 February 2017 ([url](#)).

⁽⁵²⁶⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 64.

huit frères enlevés, n'a pas été en mesure de les sauver. Bien qu'il ait proposé d'abandonner ses fonctions et ait, à terme, donné suite à cette proposition, ses huit frères ont été tués⁽⁵²⁷⁾. Dans un autre cas, un homme qui avait quitté un soulèvement local deux ans plus tôt a été condamné par un tribunal taliban et exécuté, car il était accusé de soutenir le gouvernement⁽⁵²⁸⁾.

1.4.2 Partir s'installer ailleurs

Les individus et leur famille, qui reçoivent des menaces des talibans en raison de liens passés ou actuels avec le gouvernement ou avec toute autre entité ciblée par les talibans, partent souvent s'installer en milieu urbain pour des raisons de sécurité⁽⁵²⁹⁾. Des sources signalent des cas où certaines personnes ont choisi d'aller s'installer ailleurs en prévision de certains événements; c'est le cas, par exemple, d'un enseignant de l'école pour filles de Tirin Kot dans la province d'Oruzgan, qui est parti s'installer à Kaboul, en prévision d'une éventuelle prise de contrôle de la ville par les talibans en septembre 2016⁽⁵³⁰⁾. En prévision de la prise de contrôle de la ville de Kunduz en 2015, la plupart des fonctionnaires du gouvernement sont allés chercher refuge dans les provinces voisines ainsi qu'à Kaboul⁽⁵³¹⁾.

Selon Antonio Giustozzi, «ce sont principalement les membres [des ANSF] et leurs familles qui ont été progressivement forcés d'aller s'installer dans des zones plus sûres et sous le contrôle du gouvernement, bien que certains ciblages talibans se produisent également dans ces zones»⁽⁵³²⁾. Un analyste du Réseau d'analystes sur l'Afghanistan a déclaré, lors d'un entretien avec la CISR du Canada en 2016 que, même après être parties s'installer ailleurs, les personnes recherchées traquées par les talibans peuvent être tuées, en fonction du climat politique du moment et du profil de l'individu concerné⁽⁵³³⁾. Voir [1.4.3 Capacité à traquer et à cibler dans les villes](#).

Selon deux sources de la CISR du Canada, un professeur adjoint à l'Institut de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme de l'Université de Syracuse et le directeur du Programme pour la culture et le conflit de l'École navale postuniversitaire en Californie, les talibans disposent de la capacité de traquer les individus après que ceux-ci soient partis s'installer ailleurs, en ayant recourt aux réseaux formels des commandants locaux et des gouverneurs fantômes, ainsi qu'aux réseaux informels de mollahs⁽⁵³⁴⁾. Les facteurs qui influencent l'efficacité de ces flux de communication peuvent être la relation qui existe entre le commandant local de la province d'origine et la direction centrale, la relation des commandants locaux de la province d'origine et la province où la personne concernée vient s'installer, le niveau d'activité des talibans dans cette nouvelle région, y compris la présence

⁽⁵²⁷⁾ CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15.

⁽⁵²⁸⁾ Pajhwok Afghan News, Taliban execute three persons in Jawzjan, 29 March 2016 ([url](#)).

⁽⁵²⁹⁾ CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 15; New York Times (The), Afghan Army Recruitment Dwindles as Taliban Threaten Families, 18 November 2017 ([url](#)).

⁽⁵³⁰⁾ New York Times (The), Voices From a Worsening Afghan War, 7 October 2016 ([url](#)).

⁽⁵³¹⁾ UNAMA, Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 ([url](#)), p. 18.

⁽⁵³²⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

⁽⁵³³⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

⁽⁵³⁴⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

de postes de contrôle⁽⁵³⁵⁾. D'après Antonio Giustozzi, même après être partis s'installer ailleurs, les individus recherchés «courrent toujours le risque d'être capturés sur la route à un poste de contrôle taliban»⁽⁵³⁶⁾.

Selon des sources orales interrogées par la CISR, les communautés afghanes sont très unies par nature, et les Afghans savent lorsqu'un nouveau venu arrive au sein de leur communauté ou s'il est de passage. Un certain nombre de facteurs influent sur la capacité d'une personne à dissimuler son origine, comme «les liens tribaux/locaux avec des aînés et des proches, les différences d'accents régionaux, les noms de famille susceptibles d'indiquer leur origine, les affiliations religieuses et les rituels de prières ou le fait d'avoir réalisé des études supérieures qui peuvent permettre de détecter l'appartenance de l'individu à une classe sociale supérieure»⁽⁵³⁷⁾. Selon un article de RFE/RL au sujet des talibans à l'ère numérique, ces réseaux familiaux et communautaires s'étendent aux médias sociaux, et, grâce à leur connaissance de ces communautés soudées, les talibans peuvent suivre une personne en ligne et la harceler sur les médias sociaux pour qu'elle quitte son travail⁽⁵³⁸⁾.

Lorsqu'un individu vient s'installer dans une autre zone sous le contrôle des talibans, l'arrivée de cette nouvelle personne aux origines imprécises peut déjà éveiller des soupçons et donner lieu à des enquêtes de la part des talibans au moyen de leur réseau d'information⁽⁵³⁹⁾. La communauté d'un district est généralement au fait de ce qui se passe dans le district en question et les informations peuvent couvrir de longues distances par l'intermédiaire des réseaux tribaux, explique une source interrogée par la CISR⁽⁵⁴⁰⁾.

Selon Antonio Giustozzi, les talibans ne se contentent pas de mener des enquêtes sur les nouveaux arrivants dans le village ou la ville qu'ils contrôlent, ils surveilleront également de près les personnes qui se rendent dans des zones contrôlées par le gouvernement, qu'ils suspectent d'espionner pour le compte du gouvernement. «Les personnes qui arrivent dans une zone contrôlée par les talibans ou qui en sortent doivent être en mesure de fournir une justification convaincante de ces allées et venues, et de préférence étayer ladite justification par des preuves d'accords commerciaux, de besoins médicaux, etc. Dans le cas où les talibans recherchent des coupables d'espionnage en faveur du gouvernement, toute personne soupçonnée de s'être rendue auprès des autorités court de grands risques»⁽⁵⁴¹⁾.

1.4.3 Capacité à traquer et à cibler des individus dans les grandes villes

Plusieurs sources orales interrogées en janvier 2016 par la CISR du Canada ont déclaré que les talibans disposent d'un réseau d'informateurs et organisent la collecte de renseignements dans les villes, bien qu'il soit plus difficile de traquer des personnes dans les zones

⁽⁵³⁵⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

⁽⁵³⁶⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 13.

⁽⁵³⁷⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

⁽⁵³⁸⁾ RFE/RL, Gandhara Blog, Taliban Propaganda Meets The Digital Age, 10 July 2017 ([url](#)).

⁽⁵³⁹⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

⁽⁵⁴⁰⁾ IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

⁽⁵⁴¹⁾ Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 17.

urbaines (⁵⁴²). Des attaques ciblées ont bien lieu dans les agglomérations urbaines. Parmi les exemples récents de ciblage à Kaboul figurent des hommes armés à moto et l'utilisation d'EEI contrôlés à distance:

- En juin 2016, un membre du parlement a été tué lorsqu'un EEI, placé dans un tableau électrique en face de son domicile, a été déclenché au moment où il rentrait chez lui (⁵⁴³).
- En décembre 2016, les talibans ont attaqué la maison de Kaboul d'un membre du parlement du Helmand. Trois hommes armés ont tué plusieurs membres de la famille du député et en ont blessé plusieurs autres, dont le député lui-même (⁵⁴⁴).
- En décembre 2016, des hommes armés à moto ont attaqué la maison de l'ancien responsable taliban et mollah Abdul Salam Zaeef, tuant son garde (⁵⁴⁵).
- En décembre 2016, une bombe placée sous un pont dans le quartier de Dasthi Barchi à Kaboul a ciblé le véhicule d'un député de Bamyan, blessant, entre autres, le député et son fils (⁵⁴⁶).

À Kaboul, on compte au moins 1 500 espions et informateurs à la solde des talibans, selon le rapport d'Antonio Giustozzi de 2017 pour Landinfo, lequel reposait principalement sur des entretiens avec des sources talibanes. Selon ces sources, les différents réseaux des talibans sont investis de différentes missions de surveillance: le réseau Haqqani rassemble des informations pour les opérations spéciales (des attaques à grande échelle sur des profils de haut niveau), tandis que la *choura* de Peshawar traque les individus recherchés. La choura de Peshawar disposerait d'environ 500 espions et informateurs à Kaboul. Alors que les attaques de haut niveau semblent avoir principalement lieu dans le centre-ville, les assassinats ciblés, y compris ceux utilisant des EEI magnétiques, se déroulent loin du centre-ville (⁵⁴⁷). Depuis 2016, les talibans ont lancé une campagne d'assassinats ciblés à l'encontre de responsables du gouvernement et de membres des ANSF dans la ville de Kansahar (⁵⁴⁸). Dans la foulée de plusieurs attaques frontales contre des villes au cours de la période 2015-2016, les talibans cherchent maintenant à infiltrer les villes de manière plus discrète, mais à une échelle plus grande que jamais, selon Antonio Giustozzi (⁵⁴⁹).

Les assassinats ciblés perpétrés par les talibans auraient lieu dans les principales villes du pays; par exemple, les talibans ont tué leur principal opposant dans la province d'Orozgan, lequel était chef de la police et membre de la tribu de l'ancien président Karzai Matiulla Khan, dans un attentat-suicide à la bombe ciblé à Kaboul en 2015 (⁵⁵⁰). Selon Abubakar Siddique, la liste des personnes pour lesquelles les talibans investiront des ressources et qu'ils prévoient de traquer et de cibler dans les principales villes du pays est limitée à quelques dizaines d'individus, au nombre maximum de cent (⁵⁵¹). En ce qui concerne les individus à plus bas profil, Abubakar Siddique a émis l'avis que les talibans «ne cibleront probablement pas ces

(⁵⁴²) IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

(⁵⁴³) Bakhtar News, MP Sher Wali Wardak Killed In Kabul Explosion, 7 June 2016 ([url](#)).

(⁵⁴⁴) Tolo News, MP's House Under Attack In Kabul, Five Feared Dead, 22 December 2016 ([url](#)).

(⁵⁴⁵) Khaama Press, 1 killed in attack on ex-Taliban leader Mullah Salam Zaeef's home in Kabul, 24 December 2016 ([url](#)).

(⁵⁴⁶) RFE/RL, Afghan Lawmaker Injured In Kabul Bomb Attack, 28 December 2016 ([url](#)).

(⁵⁴⁷) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 10.

(⁵⁴⁸) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 64; New York Times (The), Taliban Slaughter Soldiers in Pattern of Attacks in Kandahar, 26 July 2017 ([url](#)).

(⁵⁴⁹) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), pp. 19-20.

(⁵⁵⁰) New York Times (The), Powerful Afghan Police Chief Killed in Kabul, 19 March 2015 ([url](#)).

(⁵⁵¹) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

individus ou les membres de leur famille après leur départ pour s'installer en ville»⁽⁵⁵²⁾. Abubakar Siddique et Anand Gopal ont tous deux souligné qu'il existe des exceptions lorsque le ciblage implique en réalité des inimitiés, des rivalités ou des différends personnels⁽⁵⁵³⁾. Voir le chapitre relatif aux différends du rapport COI d'EASO intitulé «Afghanistan: individus ciblés en vertu de normes sociétales et juridiques»⁽⁵⁵⁴⁾, pour plus d'informations sur ce sujet.

Selon un professeur interrogé par l'unité de la CISR du Canada chargée de la COI⁽⁵⁵⁵⁾, les capacités de traque des talibans, après la relocalisation d'individus, sont particulièrement efficaces lorsqu'elles ciblent des «adversaires bien connus et haut placés»⁽⁵⁵⁶⁾. Selon Antonio Giustozzi, un certain degré de rentabilité entre en ligne de compte: un profil de faible importance pour les talibans, mais qui réside dans une zone qui leur est facile d'accès, peut être ciblé plus vite qu'un profil de haut niveau résidant dans une zone où les patrouilles des autorités sont nombreuses⁽⁵⁵⁷⁾. Pour de plus amples informations sur les différences entre les zones urbaines et rurales, voir [1.1.5 Ciblage de civils par les talibans](#).

1.5 Groupes d'insurgés autres que les talibans

Les talibans, y compris des groupes affiliés moins stricts comme le réseau Haqqani, sont le principal groupe d'insurgés en Afghanistan. Outre les talibans, une multitude de plus petits groupes opèrent également. C'est le cas du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, de l'Union du djihad islamique, de Lashkar-e-Taiba, de Jaish-i-Mohammed, l'État islamique de la province du Khorasan⁽⁵⁵⁸⁾, de Fidai Mahaz⁽⁵⁵⁹⁾ et du Front du mollah Dadullah⁽⁵⁶⁰⁾, qui aurait rejoint les rangs des talibans⁽⁵⁶¹⁾.

Discuter de tous ces groupes ne relève pas de la portée du présent rapport. Le présent rapport se limite à discuter brièvement de l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP) et du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO).

1.5.1 État islamique de la province du Khorasan (ISKP)

Pour le ciblage des minorités hazaras et chiites par l'ISKP, veuillez lire [1.2.10 Minorités hazaras et chiites](#).

Selon Anand Gopal, alors que l'on dit des talibans qu'ils «limitent le ciblage à certains individus», comme les enseignants, les professionnels des soins de santé ou les journalistes,

(⁵⁵²) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017.

(⁵⁵³) Siddique, A., Skype interview, 2 August 2017; Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(⁵⁵⁴) EASO Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques , October 2017 ([url](#)).

(⁵⁵⁵) A professor, who is the Director of the Program for Culture and Conflict at the Naval Postgraduate School in California, and who, for three decades, has been conducting and publishing research on Afghanistan and South Asia.

(⁵⁵⁶) IRB, Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 ([url](#)).

(⁵⁵⁷) Giustozzi, A., Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, 23 August 2017 ([url](#)), p. 16.

(⁵⁵⁸) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 6.

(⁵⁵⁹) Osman, B. and Clark, K., The Murder of Swedish Journalist Nils Horner: an assessment of the Fedai Mahaz claim, 19 March 2014 ([url](#)).

(⁵⁶⁰) Ruttig, T., The Mulla Dadullah Front: A search for clues, 22 May 2012 ([url](#)).

(⁵⁶¹) Roggio, B., Powerful jihadist faction reconciles with the Taliban, 15 Augustus 2016 ([url](#)).

l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP) ne fait pas de telles distinctions⁽⁵⁶²⁾. Selon Neamat Nojumi, les membres et les commandants de l'ISKP sont principalement d'anciens talibans qui tentent de réintroduire le «ciblage illimité et radical» de coutume dans les premières années ayant suivi la réémergence post-2001 des talibans et ayant précédé l'introduction de restrictions en matière de ciblage par les talibans. Ce faisant, l'intention des commandants de l'ISKP est d'obtenir l'appui des membres subalternes des réseaux militants⁽⁵⁶³⁾.

Selon Borhan Osman, il suffit de travailler pour le gouvernement afghan pour être perçu comme «non-musulman» par l'ISKP, et donc devenir éligible au ciblage⁽⁵⁶⁴⁾. Par exemple, la MANUA a observé une forte augmentation du ciblage à l'égard du personnel éducatif à Nangarhar en 2015, directement liée à l'émergence de l'ISKP dans cette province⁽⁵⁶⁵⁾. En mars 2017, l'ISKP a attaqué un hôpital militaire de l'ANA à Kaboul, tuant 49 personnes sans distinction et blessant 88 autres, y compris du personnel médical. Les autres victimes étaient des patients, y compris des soldats hors combat, des membres du personnel et des familles des blessés⁽⁵⁶⁶⁾. Dans un exemple datant de septembre 2017, des associés de l'ISKP ont décapité deux civils accusés d'espionnage pour le gouvernement à Kunar⁽⁵⁶⁷⁾.

Des membres des familles ont également été ciblés. Par exemple, en septembre 2017, Khaama Press (KP) a rapporté que l'ISKP avait exécuté deux frères et leur oncle. Les frères étaient des soldats de l'ANA qui n'étaient pas en mission; ils rendaient visite à leur famille à l'occasion de l'Aïd al-Adha⁽⁵⁶⁸⁾.

Selon CIVIC, l'ISKP ne cherche pas le soutien des aînés de la communauté pour gagner en légitimité. Au contraire, des aînés de la communauté ont été systématiquement ciblés. Selon CIVIC, l'ISKP cible également les ecclésiastiques, les enseignants et les civils accusés d'affiliation avec le gouvernement ou les talibans. Cibler des individus permet d'intimider des communautés entières⁽⁵⁶⁹⁾. Par exemple, en octobre 2016, un groupe auparavant affilié aux talibans, mais se revendiquant de Daesh (tel que l'on désigne souvent l'ISKP en Afghanistan), a enlevé 35 civils dans la province de Ghor et a abattu 26 d'entre eux en représailles de l'assassinat de leur dirigeant⁽⁵⁷⁰⁾. Cependant, selon l'analyse de Borhan Osman, l'ISKP n'a pas participé à ces exactions et l'attaque aurait plutôt été menée par une organisation criminelle entretenant des «liens historiques avec les talibans»⁽⁵⁷¹⁾.

Voici quelques exemples de ciblage par l'ISKP dans la province de Nangarhar et dans d'autres provinces:

- En août 2015, l'ISKP a exécuté dix aînés en les plaçant sur des explosifs⁽⁵⁷²⁾.
- En août 2015, l'ISKP a forcé la fermeture de 25 établissements scolaires dans le district de Deh Bala, menaçant les enseignants au moyen de promesses de

⁽⁵⁶²⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017; Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁵⁶³⁾ Nojumi, N., e-mail, 22 September 2017. Neamat Nojumi a formulé cette observation lors de sa révision du présent rapport.

⁽⁵⁶⁴⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁵⁶⁵⁾ UNAMA & UNICEF, Education and healthcare at risk, April 2016 ([url](#)), p. 9.

⁽⁵⁶⁶⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), pp. 18-19.

⁽⁵⁶⁷⁾ Khaama Press, ISIS behead two Afghan civilians on espionage charges in Kunar, 15 September 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁶⁸⁾ Khaama Press, ISIS execute two brothers serving with Afghan army in Nangarhar province, 5 September 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁶⁹⁾ CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), pp. 11-13, 29.

⁽⁵⁷⁰⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 66.

⁽⁵⁷¹⁾ Osman, B., Carnage in Ghor: Was Islamic State the perpetrator or was it falsely accused?, 23 November 2016 ([url](#)).

⁽⁵⁷²⁾ International Business Times, Isis in Afghanistan: Video shows brutal new execution by bombing method, 10 Augustus 2015 ([url](#)).

«châtiments sévères», de menaces de mort, et affirmant qu'ils extorqueraient leurs salaires s'ils n'obéissaient pas à leurs ordres ou s'ils parlaient aux autorités (⁵⁷³).

- En octobre 2016, un kamikaze a ciblé un rassemblement d'aînés du district de Pachiragam au moyen d'une bombe. Les aînés s'étaient réunis à Jalalabad pour résoudre des différends internes et chercher à s'allier contre l'ISKP (⁵⁷⁴).
- Une dizaine de professeurs de *madrassas* ont été kidnappés par des militants de l'ISKP dans la province de Nangarhar en janvier 2017 (⁵⁷⁵), puis libérés grâce à la médiation d'aînés locaux après deux mois de séquestration (⁵⁷⁶).
- En février 2017, des hommes armés non identifiés ont tué six travailleurs humanitaires de la Croix-Rouge dans la province de Jawzjan et en ont enlevé deux autres (⁵⁷⁷). Ces deux travailleurs ont été libérés en septembre 2017 (⁵⁷⁸). Le coupable probable, selon l'analyste Kate Clark, serait une branche locale de l'ISKP (⁵⁷⁹).
- En mars 2017, des branches de l'ISKP à Sar-e Pul auraient tué et décapité trois aînés hazaras influents (⁵⁸⁰).
- En juillet 2017, l'ISKP de la province de Jawzjan aurait décapité dix combattants talibans du district de Darzab (⁵⁸¹).
- En juillet 2017, l'ISKP a publié une vidéo dans laquelle ses membres procèdent à la décapitation de cinq personnes accusées d'espionnage et d'être des soldats gouvernementaux (⁵⁸²).
- En juillet 2017, des combattants de l'ISKP ont abattu un aîné tribal dans la province de Jawzjan (⁵⁸³).
- En 2017, dans la province de Jawzjan, les membres de l'ISKP ont fermé des écoles et forcé des enseignants à transférer au mouvement le salaire que le gouvernement leur versait (⁵⁸⁴).
- En août 2017, l'ISKP a revendiqué l'attentat contre le domicile du député Zahir Qadir, chef d'une milice locale progouvernementale engagée dans la lutte contre les talibans et l'ISK dans la province de Nangarhar (⁵⁸⁵).
- En novembre 2017, des responsables afghans ont affirmé que l'ISKP avait décapité 15 de ses propres combattants dans la province de Nangarhar, en raison de luttes intestines dans le groupe (⁵⁸⁶).

(⁵⁷³) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2015, February 2016 ([url](#)), p. 19.

(⁵⁷⁴) Reuters, Afghan elders killed in suicide attack on meeting, 31 October 2016 ([url](#)).

(⁵⁷⁵) Khaama Press, ISIS militants kidnap 13 seminary teachers in East of Afghanistan, 17 January 2017 ([url](#)).

(⁵⁷⁶) Pajhwok Afghan News, A dozen seminary teachers released from Daesh captivity, 4 March 2017 ([url](#)).

(⁵⁷⁷) Guardian (The), Six Red Cross workers in Afghanistan killed in ambush, 8 February 2017 ([url](#)).

(⁵⁷⁸) RFE/RL, Red Cross Staff Members Released In Northern Afghanistan, 5 September 2017 ([url](#)).

(⁵⁷⁹) Clark, K., Working in a 'Grey Zone': ICRC forced to scale back its work in Afghanistan, 10 October 2017 ([url](#)).

(⁵⁸⁰) Pajhwok Afghan News, 3 Hazara elders allegedly beheaded in Sar-i-Pul, 16 March 2017 ([url](#)); AP, Afghan officials: Islamic State kills 3 Shiite elders, 16 March 2017 ([url](#)).

(⁵⁸¹) Pajhwok Afghan News, Daesh militants behead 10 Taliban rivals in Jawzjan, 2 July 2017 ([url](#)).

(⁵⁸²) Abdul Mateen Imran, [Twitter], posted on: 25 June 2017 ([url](#)).

(⁵⁸³) Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (31 July 2017), 31 July 2017, available at: ([url](#)).

(⁵⁸⁴) RFE/RL, IS Threatens Teachers And Students In Restive Afghan District, 5 September 2017 ([url](#)).

(⁵⁸⁵) RFE/RL, Suicide Attack On Home Of Afghan Lawmaker Kills Two Guards, 30 August 2017 ([url](#)); @Terror_Monitor [Twitter], posted on: 30 August 2017 ([url](#)).

(⁵⁸⁶) Reuters, Islamic State beheads 15 of its own fighters: Afghan official, 23 November 2017 ([url](#))

En raison de la présence et des activités ciblant la population locale de l'ISKP, des communautés entières sont parties s'installer à Jalalabad et dans les districts voisins⁽⁵⁸⁷⁾.

L'ISKP émet également des «lettres de nuit», à savoir des lettres de menace accrochées aux portes des mosquées et des magasins, pour exiger le soutien de la population locale et l'avertir des châtiments applicables en cas de désobéissance⁽⁵⁸⁸⁾. Dans la province de Jawzjan, l'ISKP a utilisé des lettres de nuit pour menacer les parents afin qu'ils gardent leurs enfants loin de l'école⁽⁵⁸⁹⁾.

Dans la province de Nangarhar, l'ISKP dirige également une campagne de pression contre les médias. En 2015, les bureaux de Jalalabad de Voice of America, de Pajhwork Afghan News, de Radio Killid et de Radio Safa ont été la cible d'attentats à la bombe⁽⁵⁹⁰⁾. En juin 2017, l'ISKP a publié une déclaration menaçant tous les journalistes de la province de Nangarhar⁽⁵⁹¹⁾. Selon l'AJSC, l'ISKP

«a également fait de nombreuses tentatives pour forcer les médias à publier ou diffuser des contenus concernant leurs activités et opérations en les intimidant et en les attaquant.» Les attaques de Daesh contre Radio Killid, Radio Safi et Pajhwork Afghan News à Jalalabad en octobre 2015 ont été menées principalement en raison de la résistance de ces agences médiatiques aux injonctions de publication et diffusion d'informations «sur commande» et constituent des exemples des menaces auxquels les journalistes sont confrontés⁽⁵⁹²⁾.

Une attaque complexe contre les locaux de Radio Television Afghanistan (RTA) à Jalalabad en mai 2017, revendiquée par l'ISKP, a fait six morts: quatre membres du personnel de la RTA, un chauffeur, un garde et deux membres du personnel technique, ainsi que deux policiers⁽⁵⁹³⁾. Cette campagne contre les médias ne se limite pas à la province de Nangarhar; en novembre 2017, l'ISKP a revendiqué une attaque complexe contre la chaîne Shamshad TV basée à Kaboul⁽⁵⁹⁴⁾.

1.5.1.1 Présence géographique

Le bastion de l'ISKP est basé dans certains districts du sud de la province de Nangarhar⁽⁵⁹⁵⁾, dont l'ISKP et les talibans se disputent le contrôle⁽⁵⁹⁶⁾. La présence de l'ISKP dans l'est de

⁽⁵⁸⁷⁾ CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), pp. 11-13, 29.

⁽⁵⁸⁸⁾ Germany: Federal Office for Migration and Asylum, Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (24 April 2017), 24 April 2017, available at: ([url](#)).

⁽⁵⁸⁹⁾ RFE/RL, IS Threatens Teachers And Students In Restive Afghan District, 5 September 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹⁰⁾ RSF, RSF condemns deadly attack on state radio and TV in Jalalabad, 17 May 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹¹⁾ 1 TV News, IS threatens journalists in Afghanistan with death, 15 June 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹²⁾ AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), pp. 6, 9.

⁽⁵⁹³⁾ Pajhwok Afghan News, RTA office attack denounced as war crime, 18 May 2017 ([url](#)); Reuters, Islamic State claims attack on state TV station in Afghanistan, 17 May 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹⁴⁾ BBC News, Afghan television channel Shamshad TV back on air after attack, 7 November 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹⁵⁾ Osman, B., Descent into chaos: Why did Nangarhar turn into an IS hub?, 27 September 2017 ([url](#)); Clark, K., and Osman, B., More Militias? Part 2: The proposed Afghan Territorial Army in the fight against ISKP, 23 September 2017 ([url](#)); Reuters, Islamic State beheads 15 of its own fighters: Afghan official, 23 November 2017 ([url](#)); UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 21 September 2017, available at: ([url](#)), p. 5.

⁽⁵⁹⁶⁾ RFE/RL, Taliban, IS Face Off In Afghanistan, 30 October 2017 ([url](#)).

l'Afghanistan s'étend aux provinces voisines de Kunar⁽⁵⁹⁷⁾ et, selon des sources gouvernementales, à la province de Laghman⁽⁵⁹⁸⁾.

Outre la présence de l'ISKP dans la ville de Kaboul⁽⁵⁹⁹⁾, Borhan Osman a expliqué que l'assassinat d'un soldat de l'ANA dans la colonie de la famille Khalis en septembre 2017 était une indication de la présence croissante de l'ISKP dans les zones en périphérie de Jalalabad⁽⁶⁰⁰⁾.

Des commandants talibans insatisfaits ou ex-communiés dans d'autres provinces telles qu'Hérat, Ghor, Sar-e Pul et Jawzjan ont également prêté allégeance au groupe ISKP, bien que le niveau de coordination et de coopération entre ces groupes et le noyau de l'ISKP dans la province de Nangarhar reste incertain⁽⁶⁰¹⁾.

1.5.1.2 Les femmes dans les zones contrôlées par l'ISKP

Selon les femmes interrogées par CIVIC, dans les zones contrôlées par l'ISKP dans la province de Nangarhar, les femmes sont totalement bannies de la vie publique (travailler sur des exploitations agricoles leur est interdit, entre autres) ce qui a eu une incidence pour un nombre significatif de femmes qui effectuent la plus grande partie du travail agricole dans les zones rurales. Des femmes auraient également été «battues ou abattues pour s'être déplacées inutilement dans des lieux publics»⁽⁶⁰²⁾.

1.5.2 Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO)

Jusqu'en 2014, le MIO se battait aux côtés des talibans dans le nord de l'Afghanistan. Après l'annonce publique de la mort du mollah Omar, le MIO a changé d'allégeance en faveur de l'ISKP. Cela a donné lieu à des affrontements entre le MIO et les talibans, notamment dans la province méridionale de Zabol en 2015⁽⁶⁰³⁾. Selon un entretien avec Anand Gopal réalisé dans le cadre du présent rapport en septembre 2017, un groupe septentrional, appelé Jundullah, s'est séparé du MIO et opère sous l'égide des talibans dans le nord du pays⁽⁶⁰⁴⁾. Ce groupe a tenté auparavant d'établir une base au nom de l'État islamique dans le nord-est de l'Afghanistan⁽⁶⁰⁵⁾. Bien que ses membres peuvent être autonomes dans le cadre des

⁽⁵⁹⁷⁾ UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 21 September 2017, available at: ([url](#)), p. 5; Reuters, Islamic State fighters in Afghanistan flee to Kunar province, 24 March 2016 ([url](#)); Roggio, B., US military kills Islamic State Khorasan province leader in Kunar, 13 Augustus 2017 ([url](#)); Pajhwok Afghan News, 2 civilians in Kunar decapitated by Daesh fighters, 15 September 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹⁸⁾ Pajhwok Afghan News, 9 militants killed in Laghman-Nangarhar offensives, 20 September 2017 ([url](#)); Khaama Press, Taliban and ISIS clashes spread to Laghman as both sides suffer heavy casualties, 29 November 2017 ([url](#)).

⁽⁵⁹⁹⁾ Osman, B., With an Active Cell in Kabul, ISKP Tries to Bring Sectarianism to the Afghan War, 19 October 2016 ([url](#)).

⁽⁶⁰⁰⁾ Borhan, Osman [Twitter], posted on: 6 September 2017 ([url](#))

⁽⁶⁰¹⁾ Ali, O., Non-Pashtun Taleban of the North (4): A case study from Jawzjan, 18 September 2017 ([url](#)); UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 21 September 2017, available at: ([url](#)), p. 5; Ali, O., The Assault in Sayad: Did Taleban and Daesh really collaborate?, 9 August 2017 ([url](#)); Osman, B., Carnage in Ghor: Was Islamic State the perpetrator or was it falsely accused?, 23 November 2016 ([url](#)); Ali, O., Qari Hekmat's Island: A Daesh enclave in Jawzjan?, 11 November 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁰²⁾ CIVIC, Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 ([url](#)), p. 13.

⁽⁶⁰³⁾ Osman, B., Toward Fragmentation? Mapping the post-Omar Taleban, 24 November 2015 ([url](#)).

⁽⁶⁰⁴⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁶⁰⁵⁾ Ali, O., The 2016 Insurgency in the North: Raising the Daesh flag (although not for long), 15 July 2016 ([url](#)).

opérations du groupe, ils sont censés obéir aux règles des talibans, notamment à l'interdiction de la violence sectaire et aux limitations en matière de ciblage qui s'appliquent à certains types d'individus dans la société⁽⁶⁰⁶⁾. Selon Borhan Osman et Obaid Ali, des groupes du MIO opèrent dans les provinces du nord de Kunduz et Takhar et leurs activités sont difficiles à contrôler pour les talibans. Ils opèrent et ciblent des individus en fonction de leurs désseins⁽⁶⁰⁷⁾. En juillet 2017, l'analyste Obaid Ali, a déclaré que le MIO et Jundallah dans le nord de l'Afghanistan «continuent de gérer des fronts autonomes et maintiennent des structures de commandement séparées»⁽⁶⁰⁸⁾.

Selon Anand Gopal, à l'exception de Jundullah, le reste du MIO est très petit et fragmenté, ce qui rend difficile le recensement de schémas de ciblages⁽⁶⁰⁹⁾. Obaid Ali a déclaré que les combattants ouzbeks du MIO et de Jundullah ne font aucun cas de la culture locale. Par exemple, ils sont indifférents à la médiation des aînés locaux dans les conflits et à la consultation des aînés tribaux sur des questions importantes et n'acceptent que les opinions des érudits religieux dans le cadre de la résolution de différends⁽⁶¹⁰⁾.

⁽⁶⁰⁶⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017.

⁽⁶⁰⁷⁾ Osman, B., Skype interview, 8 August 2017; Ali, O., The Non-Pashtun Taliban of the North: The Takhar case study, 29 July 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁰⁸⁾ Ali, O., The Non-Pashtun Taliban of the North: The Takhar case study, 29 July 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁰⁹⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁶¹⁰⁾ Ali, O., The Non-Pashtun Taliban of the North: The Takhar case study, 29 July 2017 ([url](#)).

2. Ciblage par le gouvernement

Ce chapitre examine le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan en tant qu'acteur potentiel de persécution ou de préjudice grave. La plupart des problèmes propres au gouvernement afghan sont couverts par le Rapport d'information sur les pays d'origine d'EASO intitulé «Afghanistan. Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City.» (Afghanistan: Indicateurs socio-économiques clés, protection de l'État et mobilité dans les villes de Kaboul, Mazar-e Charif et Hérat). Dans le chapitre consacré à la «protection de l'État» de ce rapport, les problèmes liés à l'intégrité de l'ANA, de la ANP et du système judiciaire formel sont présentés, en plus des mécanismes de signalement des fautes graves et de la situation des émigrés revenus dans le pays et des femmes (⁶¹¹).

Ce chapitre s'articulera autour des questions non couvertes par ce précédent rapport d'EASO ou, lorsque les informations nécessaires sont disponibles, il fournira une mise à jour des informations pertinentes. Ce chapitre examine essentiellement la conduite des acteurs étatiques, y compris la police locale afghane et d'autres milices progouvernementales, à l'égard des personnes soupçonnées d'être des éléments antigouvernementaux, et à l'égard des journalistes et des travailleurs humanitaires.

Pour en savoir plus sur la situation et le traitement des femmes et des couples accusés de crimes d'ordre moral, voir le chapitre sur le ciblage lié au genre dans le Rapport d'information sur les pays d'origine d'EASO intitulé «Afghanistan: individus ciblés en vertu de normes sociétales et juridiques » (⁶¹²).

2.1 Peine de mort, exécutions sommaires, frappes de drones et aériennes

Pour en savoir plus sur l'application de la peine de mort en Afghanistan, veuillez vous reporter à la section sur l'application de la peine de mort par le gouvernement dans le rapport d'information sur les pays d'origine d'EASO intitulé «Afghanistan: individus ciblés en vertu de normes sociétales et juridiques » (⁶¹³).

Outre la peine de mort, il y a eu des cas d'exécutions délibérées et sommaires par les ANSF. En 2016, la MANUA a constaté une augmentation du nombre de civils tués par les ANSF régulières (à l'exception de la PLA ou d'autres groupes armés progouvernementaux). Sur 37 incidents en 2016, la MANUA a enregistré 35 morts et huit blessés. Selon la MANUA, «[I]la plupart des incidents consistaient en des cas de figure où les forces de sécurité nationale afghanes ont abattu ou blessé des civils qu'ils pensaient être des éléments antigouvernementaux, mais la MANUA a également recensé des cas d'exécutions extrajudiciaires et de meurtres par les forces de sécurité afghanes ayant abusé de leur position de pouvoir» (⁶¹⁴). Par exemple, le meurtre de cinq personnes lors d'une descente nocturne de

(⁶¹¹) EASO, Country of Origin Information Report. Afghanistan. Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City, August 2017 ([url](#)), pp. 71-114.

(⁶¹²) EASO Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques , October 2017 ([url](#)).

(⁶¹³) EASO Rapport d'information sur les pays d'origine (COI). Afghanistan. Individus ciblés par les normes sociétales et juridiques , October 2017 ([url](#)).

(⁶¹⁴) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), pp. 90-91.

la NDS dans la province de Nangarhar en juin 2017. Les résidents ont affirmé que les victimes étaient des civils⁽⁶¹⁵⁾.

Les forces militaires internationales ont également ciblé des insurgés présumés. Selon une enquête réalisée par Der Spiegel, les forces de l'OTAN ont dressé une liste de cibles d'assassinats en Afghanistan. L'article avance que «la liste, qui comprenait jusqu'à 750 noms de personnes à certains moments, prouve pour la première fois que l'OTAN ne s'est pas contentée de cibler les dirigeants talibans, mais a également éliminé à grande échelle les membres du groupe de niveau intermédiaire et inférieur. Certains Afghans étaient seulement sur la liste, car en qualité de trafiquants de drogue, ils étaient présumés soutenir les insurgés»⁽⁶¹⁶⁾. Selon Kate Clark, analyste de l'ANN, les cibles des frappes de drones sont souvent choisies sur la base de renseignements. Lorsque ces renseignements sont erronés, ces frappes entraînent la mort de civils. Les cibles peuvent être attaquées «sur la seule base de leurs "modes de vie" qui indiquent aux Américains procédant au ciblage qu'il s'agit de combattants (on les appelle des "frappes signatures")»⁽⁶¹⁷⁾. Dans le cas de ces «frappes signatures», le ciblage est motivé par des «comportements suspects plutôt que par des preuves directes d'activités révélant qu'il s'agit de combattants»⁽⁶¹⁸⁾. Selon des groupes de défense des droits de l'homme cités par le journal The Guardian, ces critères «peuvent être aussi vagues que de tuer des "hommes d'âge militaire" dans des régions où des terroristes sont actifs»⁽⁶¹⁹⁾. Dans un exemple survenu dans la province de Deykandi en 2011, un convoi de véhicules civils a été la cible de frappes de drones uniquement sur la base d'une série d'interprétations erronées de leur comportement, tuant au moins 15 civils non armés⁽⁶²⁰⁾. Selon Kate Clark, aucunes données fiables ne sont disponibles quant au nombre de civils tués dans des frappes de drones en Afghanistan⁽⁶²¹⁾. En ce qui concerne les frappes aériennes en général, la MANUA a recensé une «forte augmentation» du nombre de pertes civiles en 2016: le nombre de pertes a doublé pour atteindre 590 pertes en 2016, dont 40 % ont été attribuées aux forces militaires internationales⁽⁶²²⁾. Au cours du premier semestre de 2017, le nombre de pertes civiles dues à des frappes aériennes a connu une augmentation supplémentaire de 43 %⁽⁶²³⁾. Le nombre d'armes libérées lors des sorties des forces aériennes internationales a observé une augmentation constante au printemps/été 2017 pour atteindre son plus haut niveau en cinq ans en août 2017⁽⁶²⁴⁾. La MANUA attribue cette hausse aux opérations aériennes ciblant l'ISKP dans la province de Nangarhar⁽⁶²⁵⁾.

2.2 Torture et détention illégale

2.2.1 Arrestations arbitraires et détention illégale

⁽⁶¹⁵⁾ 1 TV News, Intelligence forces kill five in night raid in Nangarhar, 19 June 2017 ([url](#)).

⁽⁶¹⁶⁾ Spiegel (Der), A Dubious History of Targeted Killings in Afghanistan, 28 December 2014 ([url](#)).

⁽⁶¹⁷⁾ Clark, K., Drone Warfare 2: Targeted Killings – a future model for Afghanistan?, 1 March 2017 ([url](#)).

⁽⁶¹⁸⁾ Davis, L. E., et al., Clarifying the Rules for Targeted Killing: An Analytical Framework for Policies Involving Long-Range Armed Drones, 2016 ([url](#)), p. 5.

⁽⁶¹⁹⁾ Guardian (The), US to continue 'signature strikes' on people suspected of terrorist links, 1 July 2016 ([url](#)).

⁽⁶²⁰⁾ Los Angeles Times (The), Anatomy of an Afghan war tragedy, 10 April 2011 ([url](#)).

⁽⁶²¹⁾ Clark, K., Drone Warfare 2: Targeted Killings – a future model for Afghanistan?, 1 March 2017 ([url](#)).

⁽⁶²²⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 83.

⁽⁶²³⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 52.

⁽⁶²⁴⁾ US Air Forces Central Command – Combined Air Operations Center, Combined Forces Air Component Commander - 2012-2017 Airpower Statistics, 31 August 2017 ([url](#)).

⁽⁶²⁵⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 52.

Bien que la loi interdise l'arrestation ou la détention arbitraire⁽⁶²⁶⁾, plusieurs sources avancent que ces deux pratiques sont courantes en Afghanistan⁽⁶²⁷⁾. Plusieurs témoignages mentionnent l'existence de centres de détention illégale en 2016, dont certains étaient autrefois gérés par les forces militaires internationales⁽⁶²⁸⁾ ou par des membres des ANSF⁽⁶²⁹⁾. Par exemple, selon la MANUA et Human Rights Watch, la police de Kandahar est «largement soupçonnée» d'exploiter un centre de détention secret⁽⁶³⁰⁾; il y aurait eu plusieurs centres de détention illégale dans la ville de Ghazni et ses alentours⁽⁶³¹⁾; la police d'Helmand est soupçonnée de détenir des prisonniers de manière illégale et dans de mauvaises conditions⁽⁶³²⁾. D'autres sources signalent que dans la province de Faryab ainsi que dans d'autres lieux, des milices progouvernementales sont soupçonnées de disposer de prisons privées⁽⁶³³⁾. Il en serait de même pour la province de Takhar⁽⁶³⁴⁾.

Les hommes forts ou les figures politiques d'influence liés au gouvernement peuvent aussi agir de façon autonome, en dehors de l'appareil de sécurité, pour cibler leurs adversaires. Le premier vice-président, Abdul Rashid Dostum, a été accusé de détention illégale et de mauvais traitements à l'égard d'un opposant politique dans sa province de Jawzjan⁽⁶³⁵⁾.

Le département d'État américain a déclaré en mars 2017 qu'«il n'y avait aucun signalement indiquant que le gouvernement avait placé en détention des détenus ou des prisonniers politiques»⁽⁶³⁶⁾.

2.2.2 Traitement des détenus

Le Code de procédure pénale interdit strictement l'utilisation d'aveux obtenus des suites «d'une mauvaise conduite, de l'usage de stupéfiants, de la contrainte, de la torture, de l'hypnose, de la menace, de l'intimidation ou de la promesse d'un avantage»⁽⁶³⁷⁾. Selon le droit policier afghan, la police peut détenir une personne jusqu'à 72 heures en détention provisoire⁽⁶³⁸⁾. L'individu arrêté doit être informé des raisons de son arrestation, interrogé dans les 24 heures, puis remis au *sanrawal*, ou procureur⁽⁶³⁹⁾.

(⁶²⁶) Afghanistan, Criminal Procedure Code, art. 7, 5 May 2014 ([url](#)).

(⁶²⁷) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), pp. 6-7;

(⁶²⁸) Clark, K., 'Secret NATO Jails' that Aren't Secret: Ambush and drama over detainees, 6 May 2014 ([url](#)); International Criminal Court, Office of the Prosecutor, Report on Preliminary Examination Activities 2016, 14 November 2016 ([url](#)), p. 44; UN OHCHR, Committee against Torture considers report of Afghanistan, 26 April 2017 ([url](#)).

(⁶²⁹) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 4.

(⁶³⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 57 (footnote 204); HRW, "Today We Shall All Die" Afghanistan's Strongmen and the Legacy of Impunity, 3 March 2015 ([url](#)), pp. 66-67.

(⁶³¹) HRW, "Today We Shall All Die" Afghanistan's Strongmen and the Legacy of Impunity, 3 March 2015 ([url](#)), p. 68.

(⁶³²) Anderson, B., This Is What Winning Looks Like [video], 27 May 2013 ([url](#)), 5:00.

(⁶³³) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 95.

(⁶³⁴) Guardian (The), Afghanistan funds abusive militias as US military 'ignores' situation, officials say, 26 December 2016 ([url](#)).

(⁶³⁵) UN Secretary-General (UNSG), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 3 March 2017, available at: ([url](#)), p. 1; New York Times (The), Afghanistan Vice President Accused of Torturing Political Rival, 13 December 2016 ([url](#)).

(⁶³⁶) US DoS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017 ([url](#)), p. 13.

(⁶³⁷) Afghanistan, Criminal Procedure Code, art. 22, 5 May 2014 ([url](#)).

(⁶³⁸) Afghanistan, Police Law, Art. 25, 22 September 2005 ([url](#)).

(⁶³⁹) Touchpoint, 3.2: The Process of a Criminal Justice Case in Afghanistan, February 2014, available at: ([url](#)), p. 4.

Bien que la torture soit interdite par la Constitution afghane⁽⁶⁴⁰⁾, dans un rapport sur le traitement des détenus liés au conflit à partir d'avril 2017, la MANUA et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont déclaré que 39 % de l'ensemble des prisonniers afghans interrogés ont fourni des informations crédibles indiquant qu'ils avaient été victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. Parmi les personnes interrogées, 85 étaient des enfants détenus à partir d'accusations relatives à la sécurité et 45 % d'entre eux avaient été soumis à la torture ou à de mauvais traitements⁽⁶⁴¹⁾. Dans la plupart des cas, les autorités ont eu recours à la torture et aux mauvais traitements pour extorquer des aveux. Alors que la majorité des cas recensés concernaient des incidents prétendument réalisés dans des installations de la NDS, la MANUA a également noté une augmentation significative du recours à la torture et aux mauvais traitements infligés aux détenus par la ANP, soulignant que les témoignages crédibles de torture et de mauvais traitements obtenus de personnes détenues par la police sont à leur plus haut niveau depuis le début de la surveillance en 2010⁽⁶⁴²⁾.

Les endroits où des niveaux particulièrement élevés de torture et d'autres formes de mauvais traitements ont été enregistrés sont:

- La direction de la NDS chargée de la lutte antiterroriste, située dans la région de Shash darak à Kaboul. Si l'on estime qu'il s'agissait autrefois de la cinquième direction, elle s'est vue attribuer d'autres numéros par la suite (90, 124) et, plus récemment, s'est vue renommée NDS 241.
- NDS et postes de la ANP à Kandahar⁽⁶⁴³⁾.

En 2013, la MANUA est parvenue à la conclusion selon laquelle «[u]n tiers de tous les cas crédibles et fiables de torture et de mauvais traitements auxquels la ANP aurait participé provenaient d'installations situées dans la province de Kandahar»⁽⁶⁴⁴⁾. En 2017, la MANUA a déclaré que «91 % des détenus [maintenus en détention par la ANP dans la province de Kandahar] interrogés ont relaté de manière crédible et fiable avoir été victimes des formes les plus brutales de torture et de mauvais traitements»⁽⁶⁴⁵⁾.

En 2017, la MANUA a également recensé une augmentation significative des mauvais traitements infligés aux détenus par la ANP dans la province de Nangarhar ainsi que dans 20 autres provinces, notamment Farah et Hérat, où la situation était «particulièrement préoccupante» pour la MANUA⁽⁶⁴⁶⁾.

Selon la MANUA, il existe également «certaines preuves» que la torture ou d'autres formes de mauvais traitements sont pratiquées dans le cadre de la détention d'individus par l'ANA, y

⁽⁶⁴⁰⁾ UNOHCHR, Committee against Torture considers report of Afghanistan, 26 April 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁴¹⁾ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), p. 7.

⁽⁶⁴²⁾ UN Human Rights Council, The situation of human rights in Afghanistan and technical assistance achievements in the field of human rights, 11 January 2017 ([url](#)), p. 9.

⁽⁶⁴³⁾ Clark, K., Afghanistan's Record on Torture to Come under UN Scrutiny, 21 April 2017 ([url](#)); Washington Post (The), Viral video appears to show Afghan police dragging man behind truck, 9 March 2016 ([url](#)); HRW, HRW Submission to the Committee against Torture: Afghanistan, March 2017 ([url](#)), p. 2; UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), pp. 8-10.

⁽⁶⁴⁴⁾ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody. One Year On, January 2013 ([url](#)), p. 11.

⁽⁶⁴⁵⁾ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), p. 9.

⁽⁶⁴⁶⁾ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), p. 9.

compris dans le centre de détention national afghan à Bagram, dans la province de Parwan (⁶⁴⁷).

Dans le cadre d'une procédure d'enquête pénale s'appuyant largement sur les aveux, «les juges fondent souvent les condamnations uniquement sur ces déclarations, même en l'absence de preuves corroborantes», selon Humans Rights Watch (⁶⁴⁸). Dans la majorité des cas recensés par la MANUA, la torture et les mauvais traitements ont été utilisés pour obtenir des aveux. La torture cessait une fois les aveux signés et marqués de l'empreinte digitale du suspect (⁶⁴⁹). Un représentant du gouvernement a déclaré à l'AAN qu'il y a «une croyance institutionnelle dans l'efficacité [de la torture], une conviction selon laquelle, sans torture, l'État ne peut pas obtenir de condamnations et que les "terroristes" seront libérés et pourront attaquer à nouveau» (⁶⁵⁰).

D'après Anand Gopal, le ciblage de civils par le gouvernement est «encore plus courant que le ciblage par les insurgés» et s'appuie sur les liens familiaux, la parenté et l'association tribale. Par exemple, Anand Gopal pense que la tribu Ishaqzai pachtoune (dont l'ancien dirigeant taliban Mansour est originaire) est «probablement la communauté la plus ciblée en Afghanistan» par les éléments gouvernementaux (⁶⁵¹). Les victimes des tortures perpétrées par les ANSF dans la province de Kandahar ont tendance à être des éléments disproportionnellement plus pauvres des tribus Ishaqzai, Alizai et Nurzai. Selon Anand Gopal, la ANP de la province de Kandahar ciblera rarement les Popalzai ou les Barakzai (⁶⁵²).

En 2017, à l'inverse, le commandant de la ANP pour la province de Kandahar, Abdul Razeq [un responsable du gouvernement impliqué dans une grave affaire de violations des droits de l'homme dans la province de Kandahar (⁶⁵³)] a appelé à la création d'une «zone de sécurité» où pourraient rentrer les membres talibans et leurs familles après s'être cachés au Pakistan (⁶⁵⁴). Selon la radio RFE/RL, plusieurs émigrés sont revenus dans le pays depuis lors, y compris, selon des sources du côté des talibans et du gouvernement afghan citées par la radio RFE/RL, des dirigeants et des hauts responsables talibans (⁶⁵⁵).

2.3 Ciblage gouvernemental de journalistes, de professionnels des médias et de défenseurs des droits de l'homme

L'Afghanistan se classe 120^e sur 180 pays selon l'édition 2017 du Classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (⁶⁵⁶). Le Comité contre la torture des Nations unies a mentionné en 2017 de «nombreux rapports affirmant que des défenseurs des droits de l'homme ainsi que des journalistes sont menacés, intimidés, harcelés, surveillés, détenus arbitrairement, victimes de disparitions forcées et assassinés» et il a exprimé des

(⁶⁴⁷) UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), p. 10.

(⁶⁴⁸) HRW, HRW Submission to the Committee against Torture: Afghanistan, March 2017 ([url](#)), p. 2.

(⁶⁴⁹) UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), p. 6.

(⁶⁵⁰) Clark, K., Afghanistan's Record on Torture to Come under UN Scrutiny, 21 April 2017 ([url](#)).

(⁶⁵¹) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(⁶⁵²) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(⁶⁵³) HRW, "Today We Shall All Die" Afghanistan's Strongmen and the Legacy of Impunity, 3 March 2015 ([url](#)), pp. 72-73; UN CAT, Concluding observations on the second periodic report of Afghanistan, 12 June 2017, available at: ([url](#)), p. 4; Atlantic (The), Our Man in Kandahar, November 2011 ([url](#)).

(⁶⁵⁴) AFP, Afghans push for Taliban 'safe zone' to outflank Pakistan, 10 January 2017 ([url](#)).

(⁶⁵⁵) RFE/RL, Gandhara Blog, Peace Prompts Taliban Figures To Return To Afghanistan, 29 August 2017 ([url](#)).

(⁶⁵⁶) Reporters Without Borders, 2017 World Press Freedom Index, n.d. ([url](#)).

préoccupations quant à l'absence de protection étatique face à cette situation en Afghanistan⁽⁶⁵⁷⁾.

Human Rights Watch signale qu'en 2016, 12 journalistes ont été tués au cours des neuf premiers mois de l'année, ce qui fait de 2016 l'année la plus «sanglante» pour les journalistes depuis 2001⁽⁶⁵⁸⁾. Bien que les talibans soient responsables de la plupart des meurtres de journalistes⁽⁶⁵⁹⁾, Human Rights Watch signale que la plupart des violences à l'encontre de journalistes et de professionnels des médias sont perpétrées par le gouvernement ou des éléments progouvernementaux, plutôt que par les talibans⁽⁶⁶⁰⁾.

L'AJSC signale qu'en moyenne, au cours de la période 2012-2016, le gouvernement afghan a été responsable de plus de 40 cas de violences à l'encontre de journalistes et de professionnels des médias. Le gouvernement et les forces de sécurité afghans sont responsables de la majorité des 100 passages à tabac survenus pendant cette période, lesquels étaient, il convient de le souligner, «délibérés et intentionnels»⁽⁶⁶¹⁾.

Les cas de violence comprennent l'intimidation ou la contrainte au silence de journalistes par des individus puissants, y compris, comme dans un cas précis, le service de sécurité du président Ghani⁽⁶⁶²⁾. Selon Reporters sans frontières, les autorités policières et judiciaires sont susceptibles d'être influencées par les responsables locaux. Dans un cas précis, la police a harcelé un journaliste local de Zabol, car il avait rapporté des allégations de possible collaboration entre les talibans et un fonctionnaire du ministère des Transports⁽⁶⁶³⁾. Le harcèlement de journalistes et de professionnels des médias par des responsables locaux, leurs gardes du corps, des agents de police ou les talibans est signalé dans des provinces et des lieux tels que Mazar-e Charif, Kandahar, Hérat, Ghazni, Kaboul⁽⁶⁶⁴⁾, Ghor⁽⁶⁶⁵⁾, Kunduz⁽⁶⁶⁶⁾ et Balkh⁽⁶⁶⁷⁾.

2.4 Traitement des professionnels des soins de santé, des travailleurs humanitaires et des enseignants

Selon Anand Gopal, les professionnels de la santé ou d'autres travailleurs humanitaires qui, en raison de leur travail, opèrent dans des zones insurgées ou ont des contacts avec des insurgés, seraient également «victimes de mauvais traitements infligés par le gouvernement»⁽⁶⁶⁸⁾. Les travailleurs humanitaires entrent en contact avec des insurgés

⁽⁶⁵⁷⁾ UN CAT, Concluding observations on the second periodic report of Afghanistan, 12 June 2017, available at: ([url](#)), p. 10.

⁽⁶⁵⁸⁾ HRW, World Report 2017 - Afghanistan, 12 January 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁵⁹⁾ AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), p. 3.

⁽⁶⁶⁰⁾ HRW, World Report 2017 - Afghanistan, 12 January 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁶¹⁾ AJSC, Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 ([url](#)), pp. 5, 7.

⁽⁶⁶²⁾ HRW, World Report 2017 - Afghanistan, 12 January 2017 ([url](#)); HRW, Afghanistan: Security Forces Assault Reporters, 1 September 2016 ([url](#)); Tolo News, Ghani's Treatment of Journalists, Media Sparks Backlash, 10 April 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁶³⁾ Reporters Without Borders, RSF decries wave of violence against Afghan journalists and media, 24 October 2016 ([url](#)).

⁽⁶⁶⁴⁾ Reporters Without Borders, RSF decries wave of violence against Afghan journalists and media, 24 October 2016 ([url](#)).

⁽⁶⁶⁵⁾ NAI, Increasing violation against journalists not sufferable, 15 June 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁶⁶⁾ NAI, Qunduz provincial governor should introduce his secretary to court, 4 January 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁶⁷⁾ NAI, The violator police against Ariana News journalist to give trial, 22 March 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁶⁸⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

essentiellement par nécessité de négocier, dans un contexte très local, et ce afin d'établir l'espace dans lequel ils peuvent opérer au sein des zones contrôlées par les insurgés (voir [1.2.6 Travailleurs humanitaires](#)). Anand Gopal a donné l'exemple d'une de ses connaissances, qui, en tant que travailleur humanitaire, devait fréquemment pénétrer dans des zones contrôlées par l'IKSP dans la province de Nangarhar et craignait davantage les postes de contrôle routiers de la NDS que les insurgés de la zone où il effectuait ses tâches. Devant traverser régulièrement des zones d'influence, la personne en question craignait d'attirer l'attention néfaste de la part des forces gouvernementales. Bien que cette personne n'ait jamais rencontré de problèmes à Kaboul ou Jalalabad, Anand Gopal a associé cet exemple à la justification du ciblage dans les zones contestées, les espaces situés entre des zones d'influence où les loyautés sont à la fois peu claires et plus importantes pour les deux camps au conflit⁽⁶⁶⁹⁾. Voir [1.1.4.1 L'objectif de la campagne de ciblage des talibans](#) pour une analyse plus détaillée de cette justification.

Souvent, la raison pour laquelle une des parties au conflit menace des professionnels des soins de santé est que les installations de santé soignent des personnes blessées ou accidentées appartenant à l'autre camp⁽⁶⁷⁰⁾. Par exemple, en février 2016, deux patients d'un hôpital géré par une ONG dans la province de Wardak ont été sommairement tués, et le personnel médical a été menacé et harcelé par les forces gouvernementales qui les accusaient de soigner des combattants insurgés⁽⁶⁷¹⁾. En octobre 2015, des avions américains ont accidentellement bombardé un hôpital géré par Médecins Sans Frontières (MSF) à Kunduz, tuant 42 personnes, dont 14 membres du personnel de MSF. Toutefois, selon les rumeurs, l'ANA aurait intentionnellement fourni des mauvaises coordonnées ou, du moins, se serait bien gardée de prévenir les forces américaines du fait qu'elles visaient la mauvaise cible. L'objectif aurait été de punir MSF pour ce qu'ils considéraient comme des actes de complicité à l'égard du camp inverse ou parce qu'ils pensaient que des talibans se trouvaient à l'intérieur du bâtiment⁽⁶⁷²⁾.

Des hommes d'influence locaux peuvent également exercer une pression sur les professionnels des soins de santé pour que ceux-ci déplacent les installations de santé vers des endroits qui leur sont favorables⁽⁶⁷³⁾.

Les établissements scolaires et le personnel enseignant étant plus souvent en contact avec les talibans dans le cadre d'accords convenus avec eux (voir [1.2.4 Personnel du secteur éducatif](#)), le personnel de l'établissement scolaire risque de se retrouver associé aux insurgés et de devenir une cible d'action gouvernementale. Par exemple, dans la province de Logar, des sources gouvernementales citées par Pajhwok Afghan News ont affirmé que des dizaines d'enseignants ont travaillé une demi-journée avec le gouvernement et se sont battus contre ce dernier le reste de la journée⁽⁶⁷⁴⁾. En mars 2017, le personnel de la NDS a tué cinq membres des talibans, ainsi qu'un enseignant d'une école pour filles locale lors d'un raid sur une maison dans la province de Logar. Des sources gouvernementales citées par Pajhwok Afghan News ont affirmé que les cinq talibans se réunissaient au domicile de l'enseignant, qu'ils ont qualifié d'ami des talibans⁽⁶⁷⁵⁾. Comme pour les travailleurs humanitaires, le personnel enseignant appartient également à la troisième catégorie de ciblage des

(⁶⁶⁹) Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

(⁶⁷⁰) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), pp. 28, 30.

(⁶⁷¹) UNAMA, UN calls on all parties to respect health facilities, 23 February 2016 ([url](#)); Clark, K., Clinics under fire? Health workers caught up in the Afghan conflict, 15 March 2016 ([url](#)).

(⁶⁷²) Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 ([url](#)), p. 9; AFP, Analysts slam US account of MSF hospital strike, 30 November 2015, available at: ([url](#)); Clark, K., MSF Investigation: US hospital strike looking more like a war crime, 10 November 2015 ([url](#)).

(⁶⁷³) UNOCHA, Operational Coordination Team – Ghor Province. Meeting Minutes, 24 October 2016 ([url](#)).

(⁶⁷⁴) Pajhwok Afghan News, Logar schoolteachers fight against forces in Taliban ranks, 8 May 2017 ([url](#)).

(⁶⁷⁵) Pajhwok Afghan News, 5 Taliban, teacher killed in Logar home raid, 5 March 2017 ([url](#)).

populations civiles selon Anand Gopal: dans les zones contestées, dans des situations où les loyautés ne sont pas claires pour les acteurs armés qui tentent d'asseoir leur contrôle sur des populations, le ciblage des civils par des acteurs armés, y compris les acteurs (pro)gouvernementaux, a tendance à augmenter⁽⁶⁷⁶⁾. (Voir [1.1.4 Objectifs des talibans](#))

2.5 Attitudes du gouvernement envers les Hazaras

Selon l'AIHRC, le gouvernement afghan, la population afghane, la société civile, les organisations de défense des droits de l'homme, les familles des victimes et les forces de sécurité ont tous dénoncé les attaques de masse perpétrées à l'encontre de mosquées et de sanctuaires hazaras, les signalant comme des tentatives visant à créer des tensions ethniques et religieuses, et ont appelé à ne pas exacerber ces tensions⁽⁶⁷⁷⁾. En effet, les attaques ont été suivies, de la part de toutes les parties au conflit, par des appels à l'unité nationale et la fraternité musulmane, y compris de la part des talibans (voir [1.2.10 Minorités hazaras et chiites](#)). Cependant, de nombreux chiites et Hazaras afghans se sont plaints du fait que le gouvernement manquait à son devoir de les protéger, certains accusant ce dernier d'indifférence ou de complicité⁽⁶⁷⁸⁾. Pour contrer ces sentiments et ces allégations, le gouvernement afghan a déployé des policiers supplémentaires autour des lieux de culte de la communauté chiite à l'approche des commémorations d'Achoura en octobre 2017. Dans le cadre d'une mesure davantage controversée, le ministère de l'Intérieur a armé des civils chiites afin de leur permettre de protéger leurs propres lieux de culte et de rassemblement. Le ministre de l'Intérieur afghan, lui-même Hazara, aurait considéré cette mesure comme une «“politique à moyen terme...pour l'ensemble du pays...[et pour] un à deux ans”, en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire»⁽⁶⁷⁹⁾. Les mesures de sécurité sont concentrées dans les grandes villes qui ont connu des attaques à grande échelle contre les chiites, à savoir Kaboul, Hérat et éventuellement Mazar-e Charif, tandis que des villes comme Ghazni et Kandahar, qui accueillent une population chiite de taille, n'ont pas reçu la même attention⁽⁶⁸⁰⁾. Le 29 septembre 2017, l'un de ces civils armés a arrêté un kamikaze armé d'une bombe juste avant qu'il n'atteigne une mosquée chiite à Kaboul; il est quand même parvenu à déclencher ses explosifs à une certaine distance de la mosquée (et des commémorations d'Achoura qui s'y déroulaient), et l'explosion a tué six personnes⁽⁶⁸¹⁾.

Les autorités afghanes ont pour la plupart adopté une attitude permissive à l'égard des manifestations de masse de Hazaras à Kaboul⁽⁶⁸²⁾.

Selon le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, les questions d'ethnicité et de religion sont profondément politisées, mais la discrimination systématique à l'encontre d'un groupe particulier n'a pas été documentée comme faisant partie du conflit en cours⁽⁶⁸³⁾. Selon le département d'État américain, «les musulmans chiites, bien qu'ils occupent des

⁽⁶⁷⁶⁾ Gopal, A., Skype interview, 1 September 2017.

⁽⁶⁷⁷⁾ AIHRC, Attacks against Hazaras in Afghanistan, n.d. ([url](#)), pp. 1-2.

⁽⁶⁷⁸⁾ AAN and Ruttig, T., Bracing for Attacks on Ashura: Extra security measures for Shia mourners, 30 September 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁷⁹⁾ AAN and Ruttig, T., Bracing for Attacks on Ashura: Extra security measures for Shia mourners, 30 September 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸⁰⁾ AAN and Ruttig, T., Bracing for Attacks on Ashura: Extra security measures for Shia mourners, 30 September 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸¹⁾ Christian Science Monitor (The), ISIS attacks Shiites, but Afghans resist push to make conflict religious, 5 October 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸²⁾ Freedom House, Freedom in the World 2017 - Afghanistan, 2 June 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸³⁾ UN Human Rights Council, Rights of persons belonging to national or ethnic, religious and linguistic minorities, 16 December 2016 ([url](#)), p. 4.

postes importants au sein du gouvernement, ont déclaré que le nombre de postes ne reflétait pas leur démographie et se sont plaints que le gouvernement négligeait la sécurité dans les zones majoritairement chiites»⁽⁶⁸⁴⁾. L'agence Reuters a signalé qu'une note de service émanant d'un membre du personnel du bureau du président semblait toutefois laisser entendre qu'il existait un favoritisme en faveur des Pachtounes et une discrimination à l'encontre des Ouzbeks, des Tadjiks, et des Hazaras dans le cadre du recrutement du personnel du bureau⁽⁶⁸⁵⁾. Une autre note divulguée, laquelle portait sur le recrutement au sein d'une force de police antièmeute nouvellement créée à Kaboul a été cependant perçue comme partielle contre les Tadjiks, en faveur des Pachtounes, des Hazaras et des Ouzbeks⁽⁶⁸⁶⁾.

2.6 Police locale afghane et milices progouvernementales

La police locale afghane (PLA) est une force de défense communautaire en Afghanistan qui relève de l'autorité du ministère de l'Intérieur. En 2017, la PLA comptait 29 000 membres et était présente dans 199 districts de 31 provinces⁽⁶⁸⁷⁾. La PLA a été accusée d'abus de pouvoir et de cibler et de tuer des insurgés présumés, ainsi que de menacer, d'intimider et de harceler des civils, et notamment d'avoir recours à de graves passages à tabac, à des extorsions, à des vols, à des menaces et à des abus sexuels⁽⁶⁸⁸⁾. En 2016, la MANUA a attribué 65 pertes civiles à la PLA, dont 64 au cours de la première moitié de 2017⁽⁶⁸⁹⁾. Au cours de la période 2015-2016, la MANUA a enregistré des cas de mauvais traitements infligés par la PLA dans 12 provinces, à savoir: Nangarhar, Baghlan, Kumar, Badakhstan, Balkh, Faryab, Kunduz, Laghman, Paktika, Paktiya, Sar-e Pul et Takhar⁽⁶⁹⁰⁾. En 2016,

«la MANUA a constaté que la Direction de la police locale afghane avait redoublé d'efforts dans le domaine de la responsabilité, ce qui pourrait avoir contribué à la diminution du nombre de pertes civiles attribuées à la police locale afghane. En 2016, la Direction de la police locale afghane a arrêté 108 membres de la police locale afghane et les a renvoyés devant le bureau du procureur général pour qu'ils soient poursuivis pour abus de pouvoir»⁽⁶⁹¹⁾.

Outre la PLA, il existe un nombre inconnu de milices combattant au côté du gouvernement, ou du moins, contre les insurgés, que ce soit les talibans ou l'IKSP⁽⁶⁹²⁾. Ces groupes ont également été accusés d'assassinats ciblés et de menacer, d'intimider et de harceler des civils⁽⁶⁹³⁾. En 2016, la MANUA a attribué 185 pertes civiles à des groupes

⁽⁶⁸⁴⁾ US DoS, 2016 Report on International Religious Freedom - Afghanistan, 15 August 2017 ([url](#)), p. 1.

⁽⁶⁸⁵⁾ Reuters, Leaked Memo Fuels Accusations of Ethnic Bias in Afghan Government, 21 September 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸⁶⁾ RFE/RL, Leaked Memo Fuels New Allegations Of Ethnic Bias In Afghan Government, 20 November 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸⁷⁾ Clark, K., Update on the Afghan Local Police: Making sure they are armed, trained, paid and exist, 5 July 2017 ([url](#)).

⁽⁶⁸⁸⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 96; HRW, "Just Don't Call It a Militia" Impunity, Militias, and the "Afghan Local Police", 12 September 2011 ([url](#)), p. 5-8; AIHRC, From Arbaki to Local Police. Today's Challenges and Tomorrow's Concerns, March/April 2012 ([url](#)), p. 37; Cecchinelli, L., Back to Bad: Chahrdara between Taliban and ALP – a district case study, 6 September 2013 ([url](#)); ICG, The Future of Afghan Local Police, 4 June 2015 ([url](#)), pp. 8-9.

⁽⁶⁸⁹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 95; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 59.

⁽⁶⁹⁰⁾ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017 ([url](#)), p. 10.

⁽⁶⁹¹⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 97.

⁽⁶⁹²⁾ Diplomat (The), Afghanistan's Militias: The Enemy Within?, 4 January 2017 ([url](#)); HRW, World Report 2017. Events of 2016, n.d. ([url](#)), pp. 66-67; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), pp. 60-61.

⁽⁶⁹³⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 94.

progouvernementaux et 42 au premier semestre de 2017 (⁶⁹⁴). En raison des liens que ces milices locales entretiennent souvent avec les figures locales ou nationales influentes, les violations des droits de l'homme qu'elles commettent se produisent souvent dans une atmosphère d'impunité (⁶⁹⁵). La MANUA a également observé qu'elle

«continuait de recevoir des signalements de la réticence ou de l'incapacité des autorités gouvernementales à contrôler les activités illégales des groupes armés progouvernementaux en raison de leur dépendance à l'égard de tels groupes pour lutter contre les éléments antigouvernementaux et la protection accordée à certains groupes par des figures politiques puissantes. L'utilisation de groupes armés gouvernementaux irréguliers opérant en dehors d'une chaîne de commandement bien définie augmente le risque que de tels groupes exploitent un environnement de sécurité fragile, aggravant ainsi les risques en matière de protection pour les civils et la possibilité de violations des droits de l'homme» (⁶⁹⁶).

La plupart des cas d'abus de pouvoir semblent se produire lorsque la PLA ne provient pas des communautés qu'elle est chargée de protéger, contrairement à l'idée initiale de la PLA comme force de défense communautaire. C'est particulièrement le cas lorsque les divisions entre la PLA et la communauté s'opèrent autour des lignes ethniques ou (ce qui est souvent lié) une expérience et une loyauté différente dans le *Djihad* contre la présence soviétique dans les années 1980 (⁶⁹⁷). Voici quelques exemples de confrontations entre la PLA et les populations locales:

- à Jalrez, dans la province de Wardak, où la PLA de Bamiyan a été affectée à la surveillance de la route, elle a été accusée de s'attaquer aux villageois locaux (⁶⁹⁸);
- à Kunduz, où des milices liées à un homme fort tadjik local, Mir Alam, ont été accusées de comportements prédateurs contre des villages pachtounes, dont de nombreux meurtres (⁶⁹⁹);
- à Orogan, où les milices hazaras de la ville de Ghazni voisine ont été accusées de s'en prendre à la population pachtoune (⁷⁰⁰);
- à Zabol, où la PLA, imposée de l'extérieur, a été accusée de harceler, d'extorquer et d'assassiner les populations locales (⁷⁰¹);
- à Baghlan, où le programme de la PLA a intensifié les luttes de pouvoir entre Tadjiks et pachtounes (⁷⁰²).

2.6.1 Profils ciblés

(⁶⁹⁴) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 93; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 60.

(⁶⁹⁵) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 94; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), pp. 60-61.

(⁶⁹⁶) UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 95.

(⁶⁹⁷) Baczko, A., Dorronsoro, G., The Militia System in Kunduz, February 2016 ([url](#))

(⁶⁹⁸) Pajhwok Afghan News, ALP personnel blasted for torturing Jalrez residents, 25 July 2015 ([url](#)).

(⁶⁹⁹) Bleuer, C., and Ali, O., Security in Kunduz Worsening Further: The case of Khanabad, 28 October 2014 ([url](#)); HRW, "Today We Shall All Die" Afghanistan's Strongmen and the Legacy of Impunity, 3 March 2015 ([url](#)), pp. 47-58.

(⁷⁰⁰) van Bijlert, M., Security at the Fringes: the case of Shujai in Khas Uruzgan, 6 April 2013 ([url](#)).

(⁷⁰¹) Muzhary, F., How to replace a bad ALP commander: in Shajoy, success and now calamity, 21 September 2016 ([url](#)).

(⁷⁰²) Goodhand, J. and Hakimi, A., Counterinsurgency, local militias and statebuilding in Afghanistan, 2014 ([url](#)), p. 30.

La PLA et les milices progouvernementales ont principalement ciblé et tué des civils parce qu'ils sont soupçonnés d'être liés ou de venir en aide aux insurgés ou même aux groupes progouvernementaux rivaux⁽⁷⁰³⁾. La MANUA a également recensé des cas où des milices progouvernementales ont ciblé et tué des civils, car ceux-ci avaient refusé de payer des impôts à ces groupes⁽⁷⁰⁴⁾.

En 2016, la plupart des victimes de la PLA et du ciblage et des meurtres délibérés de civils de la part des milices progouvernementales sont survenus dans la région septentrionale, notamment dans les provinces de Faryab et de Kunduz⁽⁷⁰⁵⁾. Dans la province de Faryab, ces incidents se produisent souvent dans le contexte d'une rivalité entre groupes progouvernementaux, qui sont souvent liés soit au Junbesh-e Melli, à dominance ouzbek, soit au Jamiat-e Islami, principalement tadjik⁽⁷⁰⁶⁾. À Kunduz, les villages pachtounes accusés d'avoir accueilli des insurgés par le passé et d'en accueillir actuellement constituent généralement la principale cible des milices progouvernementales.⁽⁷⁰⁷⁾.

Certaines milices progouvernementales sont accusées de disposer de leur propre système judiciaire parallèle et de l'utiliser pour émettre des condamnations, y compris des condamnations à mort, pour des crimes de droit commun⁽⁷⁰⁸⁾.

2.7 Réparation

En ce qui concerne les possibilités de réparation, voir le chapitre 3.6 «Efforts de lutte contre la corruption et mécanismes de signalement des comportements répréhensibles» du Rapport d'information sur les pays d'origine d'EASO sur l'Afghanistan intitulé: «Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City» (Indicateurs socio-économiques clés, protection de l'État et mobilité dans les villes de Kaboul, Mazar-e Charif et Hérat)⁽⁷⁰⁹⁾.

Même avec la nouvelle loi anti-torture de 2017, la loi ne prévoit aucun mécanisme permettant aux citoyens de poursuivre le gouvernement pour torture devant un tribunal civil. Les allégations de torture doivent être examinées par les autorités elles-mêmes, mais, d'après les militants de la société civile, cela ne se produit que rarement⁽⁷¹⁰⁾.

⁽⁷⁰³⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 96; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 95; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 60.

⁽⁷⁰⁴⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 ([url](#)), p. 60.

⁽⁷⁰⁵⁾ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017 ([url](#)), p. 94; HRW, World Report 2017. Events of 2016, n.d. ([url](#)), p. 67.

⁽⁷⁰⁶⁾ EASO, Country of Origin Information Report Afghanistan Security Situation, November 2016 ([url](#)), pp. 138-139.

⁽⁷⁰⁷⁾ Baczkó, A., Dorronsoro, G., The Militia System in Kunduz, February 2016 ([url](#)); Derksen, D., The Politics of Disarmament and Rearmament in Afghanistan, 20 May 2015 ([url](#)); HRW, "Today We Shall All Die" Afghanistan's Strongmen and the Legacy of Impunity, 3 March 2015 ([url](#)); Goodhand, J., Hakimi, A., Counterinsurgency, Local Militias, and Statebuilding in Afghanistan, 18 December 2013 ([url](#)).

⁽⁷⁰⁸⁾ Pajhwok Afghan News, Faryab woman killed over phone contact with stranger, 27 July 2016 ([url](#)); Tolo News, Three Ghor Families Exiled by 'Dadgah-e-Sahrayee', 15 August 2013 ([url](#)).

⁽⁷⁰⁹⁾ EASO, Country of Origin Information Report. Afghanistan. Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City, August 2017 ([url](#)), pp. 100-103.

⁽⁷¹⁰⁾ Reuters, New Law Needed to Allow Torture Victims to Sue Afghan Government: Activists, 27 August 2017 ([url](#)); HRW, Afghanistan's Torture Victims Deserve Redress, 7 August 2017 ([url](#)).

Annex I: Bibliography

Public sources

1TV News,

Afghan district governor killed in bomb blast, 6 February 2017
(<http://1tvnews.af/en/news/afghanistan/27687>), accessed 6 October 2017.

Afghan judge killed in magnetic bomb blast in Jalalabad, 20 June 2017,
(<http://1tvnews.af/en/news/afghanistan/29856-afghan-judge-killed-in-magnetic-bomb-blast-in-jalalabad>), accessed 6 October 2017.

Gunmen shoot dead Afghan district governor in Nimroz, 19 June 2017
(<http://1tvnews.af/en/news/afghanistan/29839-gunmen-shoot-dead-afghan-district-governor-in-nimroz>), accessed 6 October 2017.

Intelligence forces kill five in night raid in Nangarhar, 19 June 2017
(<http://1tvnews.af/en/news/afghanistan/29841-intelligence-forces-kill-five-in-night-raid-in-nangarhar>), accessed 6 October 2017.

IS threatens journalists in Afghanistan with death, 15 June 2017
(<http://1tvnews.af/en/news/afghanistan/29790-is-threatens-journalists-in-afghanistan-with-death>), accessed 6 October 2017.

Taliban gunmen kill eight workers of Bagram airbase, 20 June 2017
(<http://1tvnews.af/en/news/afghanistan/29858-taliban-gunned-men-kill-eight-workers-of-bagram-airbase>), accessed 6 October 2017.

AAN (Afghanistan Analysts Network) and Ruttig, T., Bracing for Attacks on Ashura: Extra security measures for Shia mourners, 30 September 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/bracing-for-attacks-on-ashura-extra-security-measures-for-shia-mourners/>), accessed 6 October 2017.

AAN (Afghanistan Analysts Network),

Hekmatyar's Return to Kabul: Background reading by AAN, 4 May 2017
(<https://www.afghanistan-analysts.org/hekmatyars-return-to-kabul-background-reading-by-aan/>), accessed 6 October 2017.

The Attack on the American University in Kabul (1): What happened and who the victims were, 4 September 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-attack-on-the-american-university-in-kabul-1-what-happened-and-who-the-victims-were/>), accessed 6 October 2017.

Abdul Mateen Imran, [Twitter], posted on: 25 June 2017
(<https://twitter.com/mateenimran12/status/879006439070724096>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Justice Project, Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001, 2005 available at:

(https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/ajpreport_20050718.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan, Ministry of Education, Islamic Education – Afghanistan, 15 September 2006, available at:

(<https://www.cfr.org/content/thinktank/cue/visionformoeislamiceducation.pdf>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan,

Criminal Procedure Code, 5 May 2014

(http://jsspafghanistan.com/images/Laws_Regulations/Criminal-Procedure-Code-Published-OfficialGazette5May2014.pdf), accessed 6 October 2017.

Police Law, 22 September 2005 (<http://moi.gov.af/Content/files/PoliceLaw.pdf>), accessed 6 October 2017.

The Constitution of Afghanistan, 26 January 2004 available at:

(<http://www.afghanembassy.com.pl/afg/images/pliki/TheConstitution.pdf>), accessed 6 October 2017.

AFJC (Afghanistan Journalists Center),

Journalist critically wounded after brutally stabbed in Kalat city, 12 November 2016 (<http://afjc.af/english/index.php/af-media-news/southern-provinces/zabol/615-journalist-critically-wounded-after-brutally-stabbed-in-kalat-city.html>), accessed 6 October 2017.

Unidentified gunmen shot dead local journalist in Southern Zabul province, 17 October 2016 (<http://afjc.af/english/index.php/af-media-news/southern-provinces/zabol/612-unidentified-gunned-shot-dead-local-journalist-in-southern-zabul-province.html>), accessed 6 October 2017.

AFP (Agence France-Presse),

Afghan police search for villagers after mass kidnapping, 23 July 2017 via:

(https://www.yahoo.com/news/afghan-police-search-villagers-mass-kidnapping-100406422.html?soc_src=social-sh&soc_trk=tw), accessed 6 October 2017.

Afghans push for Taliban 'safe zone' to outflank Pakistan, 10 January 2017, available at: (<https://www.yahoo.com/news/afghans-push-taliban-safe-zone-outflank-pakistan-033717309.html>), accessed 6 October 2017.

Analysts slam US account of MSF hospital strike, 30 November 2015, available at: (<https://www.yahoo.com/news/analysts-slam-us-account-msf-hospital-strike-074509797.html>), accessed 6 October 2017.

Gunmen kidnap Afghan bus passengers, killing at least seven, 12 July 2017, available at: (<http://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-4689150/Gunmen-kidnap-Afghan-bus-passengers-killing-seven.html>), accessed 6 October 2017.

Ahmadi, B. and Lakhani, S., Afghan Women and Violent Extremism, USIP (United States Institute for Peace), November 2016 (<https://www.usip.org/sites/default/files/SR396-Afghan-Women-and-Violent-Extremism.pdf>), accessed 6 October 2017.

AIHRC,

Attacks against Hazaras in Afghanistan, n.d.
(http://www.aihrc.org.af/media/files/A%20Short%20Report%20on%20Attack%20against%20Hazaras_English_Final.pdf), accessed 6 October 2017.

From Arbaki to Local Police. Today's Challenges and Tomorrow's Concerns, March/April 2012
([http://www.aihrc.org.af/media/files/Reports/Research/English/Report%20on%20Afghan%20Local%20Police%20\(Final%20Draft,%20English\).pdf](http://www.aihrc.org.af/media/files/Reports/Research/English/Report%20on%20Afghan%20Local%20Police%20(Final%20Draft,%20English).pdf)), accessed 6 October 2017.

AJSC (Afghan Journalists Safety Committee),

Six – Month Report (Jan – June 2017) Afghanistan, A Dangerous Country for Journalists and Media, 24 July 2017 (<http://ajsc.af/six-month-report-jan-june-2017-afghanistan-a-dangerous-country-for-journalists-and-media/>), accessed 27 November 2017.

Six Months Report July-December 2016 Exclusive Report: Analysis of violence against Journalists 2012-2016, 9 January 2017 (<http://ajsc.af/wp-content/uploads/2017/01/eng-report.pdf>), accessed 6 October 2017.

The Reporting Heroes – A Study on the Condition of Afghan Female Journalists, 14 April 2016 (<http://ajsc.af/wp-content/uploads/2016/04/women-in-media-pdf>), accessed 6 October 2017.

Al Jazeera,

Afghanistan: Who are the Hazaras?, 27 June 2016
(<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2016/06/afghanistan-hazaras-160623093601127.html>), accessed 6 October 2017.

Deadly car bomb hits Afghanistan's Lashkar Gah, 22 June 2017
(<http://www.aljazeera.com/news/2017/06/deadly-car-bomb-hits-afghanistan-lashkargah-170622082624332.html>), accessed 6 October 2017.

ISIL claims attack on Iraqi embassy in Kabul, 31 July 2017
(<http://www.aljazeera.com/news/2017/07/attack-iraq-embassy-kabul-reported-170731071753080.html>), accessed 6 October 2017.

Kabul suicide bomb kills Afghan defense staff, 26 January 2014
(<http://www.aljazeera.com/news/asia/2014/01/kabul-soldiers-die-suicide-attack-bus-201412642540647873.html>), accessed 6 October 2017.

Suicide blast near Kabul Supreme Court kills dozens, 7 February 2017
(<http://www.aljazeera.com/news/2017/02/suicide-blast-supreme-court-kabul-17020714057162.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban attacks German consulate in Afghanistan, 11 November 2016
(<http://www.aljazeera.com/news/2016/11/taliban-hits-german-consulate-afghanistan-161110202134221.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban fighters attack Afghan army base, 'killing 140', 22 April 2017
(<http://www.aljazeera.com/news/2017/04/taliban-attacks-key-military-base-north-afghanistan-170421134021613.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban suicide attack in Kabul kills TV station staff, 21 January 2017
(<http://www.aljazeera.com/news/2016/01/afghan-capital-kabul-rocked-explosion-160120131352851.html>), accessed 6 October 2017.

Ali, O.,

Non-Pashtun Taliban of the North (4): A case study from Jawzjan, Afghanistan Analysts Network (AAN), 18 September 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/non-pashtun-taleban-of-the-north-4-a-case-study-from-jawzjan/>), accessed 6 October 2017.

Qari Hekmat's Island: A Daesh enclave in Jawzjan?, 11 November 2017
(<https://www.afghanistan-analysts.org/qari-hekmats-island-a-daesh-enclave-in-jawzjan/>), accessed 27 November 2017.

Taliban in the North: Gaining ground along the Ring Road in Baghlan, Afghanistan Analysts Network (AAN), 15 August 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/taleban-in-the-north-gaining-ground-along-the-ring-road-in-baghlan/>), accessed 6 October 2017.

The 2016 Insurgency in the North: Raising the Daesh flag (although not for long), Afghanistan Analysts Network (AAN), 15 July 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-2016-insurgency-in-the-north-raising-the-daesh-flag-although-not-for-long/>), accessed 6 October 2017.

The Assault in Sayad: Did Taleban and Daesh really collaborate?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 9 August 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-assault-in-sayad-did-taleban-and-daesh-really-collaborate/>), accessed 6 October 2017.

The Non-Pashtun Taliban of the North: The Takhar case study, Afghanistan Analysts Network (AAN), 29 July 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-non-pashtun-taleban-of-the-north-the-takhar-case-study/>), accessed 6 October 2017.

Anderson, B.,

The Interpreters, Vice News, 28 December 2014
(https://s3.amazonaws.com/vice_asset_uploader/files/1404757485The_Interpreters_Ebook_v6.pdf), accessed 6 October 2017.

This Is What Winning Looks Like [video], Vice News, 27 May 2013
(<https://www.youtube.com/watch?v=Ja5Q75hf6QI>), accessed 6 October 2017.

AP (Associated Press),

Afghan de-miners cling to hard but much-needed jobs, 20 June 2017
(<https://www.apnews.com/92f99bba5aba4cc49728010345c7f90e>), accessed 6 October 2017.

Afghan officials: Islamic State kills 3 Shiite elders, 16 March 2017
(<https://apnews.com/b7f905f06944498287c6e0bc5aa3968f/afghan-officials-islamic-state-kills-3-shiite-elders>), accessed 6 October 2017.

Q&A: Taliban infiltrate Afghan army to target foreign troops , 18 June 2017
(<https://apnews.com/0725eb0863234883b83e628e75125254/Q&A:-Taliban-infiltrate-Afghan-army-to-target-foreign-troops>), accessed 6 October 2017.

Suicide blast kills 1, wounds 4 in Kabul, 20 February 2014, via:
(<http://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-2563564/Suicide-blast-kills-1-wounds-4-Kabul.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban Announce Spring Offensive, Vow to Build Institutions, 28 April 2017,
available at: (<https://www.usnews.com/news/world/articles/2017-04-27/taliban-announce-start-of-spring-offensive>), accessed 6 October 2017.

Arbabzadah, N., 'Corruption' confusion in Afghanistan, Opinion in The Guardian, 1 December 2009 (<https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/dec/01/afghanistan-corruption>),
accessed 6 October 2017.

AREU (Afghanistan Research and Evaluation Unit), The Political Economy Of Education and Health Service Delivery In Afghanistan, January 2016 (<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1517E-The-Political-Economy-of-Education-and-Health-Service-Delivery-in-Afghanistan.pdf>), accessed 6 October 2017.

Atlantic (The),

Is Russia Really Arming the Taliban?, 25 August 2017
(<https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/08/russia-taliban-weapons/537807/>), accessed 6 October 2017.

Our Man in Kandahar, November 2011
(<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2011/11/our-man-in-kandahar/308653/>), accessed 6 October 2017.

Baczko, A., Dorronsoro, G., The Militia System in Kunduz, NORIA, February 2016
(<http://www.noria-research.com/wp-content/uploads/2016/02/Noria-analysis-feb2016-BACZKO-DORRONSORO-VE-1.pdf>), accessed 6 October 2017.

Bakhtar News,

Eight Policemen After Poisoning Martyred by Their Comrade, 3 February 2017
(<http://www.bakhtarnews.com.af/eng/world/item/27369-eight-policemen-after-poisoning-martyred-by-their-comrade.html>), accessed 6 October 2017.

MP Sher Wali Wardak Killed In Kabul Explosion, 7 June 2016
(<http://www.bakhtarnews.com.af/eng/security/item/23082-mp-sher-wali-wardak-killed-in-kabul-explosion.html>), accessed 6 October 2017.

President Ghani Slams Attack On Ghazni Deputy Ulema Council, 28 August 2017
(<http://www.bakhtarnews.com.af/eng/politics/item/29854-president-ghani-slams-attack-on-ghazni-deputy-ulema-council.html>), accessed 6 October 2017.

لاش برای نجات یک مسؤول اداره زراعت جوزجان از چنگ طالبان 12 July 2017
([http://www.bakhtarnews.com.af/dari/security/item/83120-%D8%AA%D9%84%D8%A7%D8%B4-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D8%DB%D9%8C%D9%85%D8%B3%D9%88%D9%88%D9%84-%D8%A7%D8%AF%D8%A7%D8%B1%D9%87-%D8%B2%D8%B1%D8%A7%D8%B9%D8%AA-%D8%AC%D9%88%D8%B2%D8%AC%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D8%B2%DA%86%D9%86%DA%AF-%D8%B7%D8%A7%D9%84%D8%A8%D8%A7%D9%86.html](http://www.bakhtarnews.com.af/dari/security/item/83120-%D8%AA%D9%84%D8%A7%D8%B4-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D8%DB%D9%8C%D9%86%D8%AC%D8%A7%D8%AA-%DB%D9%8C%D9%85%D8%B3%D9%88%D9%88%D9%84-%D8%A7%D8%AF%D8%A7%D8%B1%D9%87-%D8%B2%D8%B1%D8%A7%D8%B9%D8%AA-%D8%AC%D9%88%D8%B2%D8%AC%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D8%B2%DA%86%D9%86%DA%AF-%D8%B7%D8%A7%D9%84%D8%A8%D8%A7%D9%86.html)), accessed 6 October 2017.

BBC News,

Afghan MP Shukria Barakzai survives car attack, 16 November 2014
(<http://www.bbc.com/news/av/world-asia-30075139/afghan-mp-shukria-barakzai-survives-car-attack>), accessed 6 October 2017.

Afghan suicide bomber targets Jalalabad elders, killing 13, 17 January 2016
(<http://www.bbc.com/news/world-asia-35337869>), accessed 6 October 2017.

Afghan television channel Shamshad TV back on air after attack, 7 November 2017
(<http://www.bbc.com/news/world-asia-41898011>), accessed 29 November 2017.

Afghanistan: Senior aide to President Karzai killed, 17 July 2011
(<http://www.bbc.com/news/world-south-asia-14179224>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Suicide blast kills top police commander, 29 May 2011
(<http://www.bbc.com/news/world-south-asia-13585242>), accessed 6 October 2017.

Clarification demanded over Afghan interpreters UK visas, 22 May 2013
(<http://www.bbc.com/news/uk-22629218>), accessed 6 October 2017.

Kabul blast: Suicide bomber kills seven TV staff, 20 January 2017
(<http://www.bbc.com/news/world-asia-35359215>), accessed 6 October 2017.

Kabul shrine attack kills Shia Muslims during Ashura, 11 October 2016
(<http://www.bbc.com/news/world-asia-37621502>), accessed 6 October 2017.

Mazar-e Sharif attack: Afghanistan mourns deadly Taliban assault, 22 April 2017
(<http://www.bbc.com/news/world-asia-39680101>), accessed 6 October 2017.

Suicide bomber hits Afghan defense ministry in Kabul, 9 March 2013
(<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-21724059>), accessed 6 October 2017.

Taliban territory: Life in Afghanistan under the militants [video], 7 June 2017
(<http://www.bbc.com/news/av/world-asia-40195855/taliban-territory-life-in-afghanistan-under-the-militants>), accessed 6 October 2017.

Who are the Taliban?, 26 May 2016 (<http://www.bbc.com/news/world-south-asia-11451718>), accessed 6 October 2017.

Bleuer, C., and Ali, O., Security in Kunduz Worsening Further: The case of Khanabad, AAN (Afghanistan Analysts Network), 28 October 2014 (<https://www.afghanistan-analysts.org/security-in-kunduz-worsening-further-the-case-of-khanabad/>), accessed 6 October 2017.

Borchgrevink, K., Beyond Borders: Diversity and Transnational Links in Afghan Religious Education, PRIO (Peace Research Institute Oslo), September 2010, (http://file.prio.no/Publication_files/Prio/PRIO%20Paper%20Borchgrevink%20Beyond%20Borders%20Diversity%20and%20Transnational%20Links%20in%20Afghan%20Religious%20Education_September%202010.pdf), accessed 6 October 2017.

Business Insider,

Russia appears to now be helping out the Taliban, 27 January 2017 (<http://www.businessinsider.com/russia-supporting-taliban-2017-1>), accessed 6 October 2017.

An Afghan interpreter who worked with the US military was just murdered by the Taliban while waiting for an American visa, 2 June 2015 (<http://www.businessinsider.com/afghan-interpreter-murdered-while-waiting-for-visa-2015-6>), accessed 27 November 2017.

Cecchinelli, L., Back to Bad: Chahrdara between Taliban and ALP – a district case study, Afghanistan Analysts Network (AAN), 6 September 2013 (<https://www.afghanistan-analysts.org/back-to-bad-chahrdara-between-taleban-and-alp-district-case-study/?format=pdf>), accessed 6 October 2017.

CIVIC (Centre for Civilians in Conflict), Saving ourselves: Security Transition and Impact on Civilian Protection in Afghanistan, 21 November 2016 (https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2017/09/Afghanistan_CivilianProtection_Interactive_FINAL.pdf), accessed 6 October 2017.

CFR (Council on Foreign Relations), The Taliban, 2015 (<https://www.cfr.org/terrorist-organizations-and-networks/taliban/p35985?#!/p35985>), accessed 6 October 2017.

Christian Science Monitor (The), ISIS attacks Shiites, but Afghans resist push to make conflict religious, 5 October 2017 (<https://www.csmonitor.com/World/Middle-East/2017/1005/ISIS-attacks-Shiites-but-Afghans-resist-push-to-make-conflict-religious>), accessed 6 October 2017.

Clark, K., and Osman, B., More Militias? Part 2: The proposed Afghan Territorial Army in the fight against ISKP, Afghanistan Analysts Network (AAN), 23 September 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/more-militias-part-2-the-proposed-afghan-territorial-army-in-the-fight-against-iskp/>), accessed 29 November 2017.

Clark, K.,

'Secret NATO Jails' that Aren't Secret: Ambush and drama over detainees, Afghanistan Analysts Network (AAN), 6 May 2014 (<https://www.afghanistan-analysts.org/secret-nato-jails-that-arent-secret-ambush-and-drama-over-detainees/>).

[analysts.org/secret-nato-jails-that-arent-secret-ambush-and-drama-over-detainees/](http://www.afghanistan-analysts.org/secret-nato-jails-that-arent-secret-ambush-and-drama-over-detainees/), accessed 6 October 2017.

Afghanistan's Record on Torture to Come under UN Scrutiny, Afghanistan Analysts Network (AAN), 21 April 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/afghanistans-record-on-torture-to-come-under-un-scrutiny/>), accessed 6 October 2017.

Clinics under fire? Health workers caught up in the Afghan conflict, Afghanistan Analysts Network (AAN), 15 March 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/clinics-under-fire-health-workers-caught-up-in-the-afghan-conflict/>), accessed 6 October 2017.

Drone Warfare 2: Targeted Killings – a future model for Afghanistan?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 1 March 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/drone-warfare-2-targeted-killings-a-future-model-for-afghanistan/>), accessed 6 October 2017.

MSF Investigation: US hospital strike looking more like a war crime, Afghanistan Analysts Network (AAN), 10 November 2015 (<https://www.afghanistan-analysts.org/msf-investigation-us-hospital-strike-looking-more-like-a-war-crime/>), accessed 6 October 2017.

The Layha. Calling the Taliban to Account, Afghanistan Analysts Network (AAN), 4 July 2011 (https://www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/downloads/2012/10/20110704_CKlark_The_Layha.pdf), accessed 6 October 2017.

Update on the Afghan Local Police: Making sure they are armed, trained, paid and exist, Afghanistan Analysts Network (AAN), 5 July 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/update-on-the-afghan-local-police-making-sure-they-are-armed-trained-paid-and-exist/>), accessed 6 October 2017.

Working in a 'Grey Zone': ICRC forced to scale back its work in Afghanistan, 10 October 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/working-in-a-grey-zone-icrc-forced-to-scale-back-its-work-in-afghanistan/>), accessed 27 November 2017.

CNN,

Taliban shoot up Afghan court, kill 7 in retaliatory attack, 5 June 2016 (<http://edition.cnn.com/2016/06/05/asia/taliban-afghanistan-court-attack/index.html>), accessed 6 October 2017.

Videos suggest Russian government may be arming Taliban, 26 July 2017 (<http://edition.cnn.com/2017/07/25/asia/taliban-weapons-afghanistan/index.html>), accessed 6 October 2017.

Davis, L. E., et al., Clarifying the Rules for Targeted Killing: An Analytical Framework for Policies Involving Long-Range Armed Drones, Rand Corporation, 2016 (https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR1600/RR1610/RAND_RR1610.pdf), accessed 6 October 2017.

DerkSEN, D., The Politics of Disarmament and Rearmament in Afghanistan, United States Institute for Peace (USIP), 20 May 2015 (<https://www.usip.org/sites/default/files/PW110-The-Politics-of-Disarmament-and-Rearmament-in-Afghanistan.pdf>), accessed 6 October 2017.

Diplomat (The), Afghanistan's Militias: The Enemy Within?, 4 January 2017 (<http://thediplomat.com/2017/01/afghanistans-militias-the-enemy-within/>), accessed 6 October 2017.

EASO (European Asylum Support Office),

Country of Origin Information Report Afghanistan – Recruitment by armed groups, September 2016 (https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/Afghanistan_recruitment.pdf), accessed 6 October 2017.

Country of Origin Information Report Afghanistan Security Situation, November 2016 (https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/Afghanistan_security_report.pdf), accessed 6 October 2017.

Country of Origin Information Report. Afghanistan. Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City, August 2017 (https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO_COI_Afghanistan_IPA_August2017.pdf), accessed 6 October 2017.

Country of Origin Information Report. Afghanistan. Taliban Strategies – Recruitment, July 2012 (https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO_COI_Report_AFG_Taliban_Recruitment.pdf), accessed 6 October 2017.

Etilaatroz, طالبان سه کارمند یک شرکت راه سازی را تیرباران کردند, 11 July 2017 (<http://www.etilaatroz.com/49699>), accessed 6 October 2017.

EEAS (European External Action Service), EU+ Local Strategy for Human Rights Defenders in Afghanistan 2014 – Revised 2016, n.d. (https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/170115_final_eu_local_strategy_for_hrds_in_afghanistan.pdf), accessed 6 October 2017.

Farrell, T. and Semple, M., Ready for Peace? The Afghan Taliban after a decade of War, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), January 2017 (https://rusi.org/sites/default/files/201701_bp_ready_for_peace.pdf), accessed 6 October 2017.

Foreign Policy, Special Visas for Afghan Interpreters Are Running Out, 10 March 2017 (<http://foreignpolicy.com/2017/03/10/visas-for-afghan-interpreters-are-running-out-trump-ban-immigration/>), accessed 6 October 2017.

Foxley, T., Taliban announce 2017 Spring Offensive, afghanhindsight [weblog], posted on: 28 April 2017, (<https://afghanhindsight.wordpress.com/2017/04/28/taliban-announce-2017-spring-offensive/>), accessed 6 October 2017.

France24, Female Afghan pilot requests US asylum over safety fears, 26 December 2016 (<http://www.france24.com/en/20161226-female-afghan-pilot-rahmani-requests-us-asylum-threats>), accessed 6 October 2017.

Franco, C. and Giustozzi, A., 'Revolution in the Counter-Revolution: Efforts to Centralize the Taliban's Military Leadership', in *Central Asian Affairs*, Vol. 3, No. 3, 2016, pp. 249–286 (<https://www.deepdyve.com/lp;brill/revolution-in-the-counter-revolution-efforts-to-centralize-the-taliban-82w4eDEA5a?key=brill>), accessed 6 October 2017.

Freedom House, Freedom in the World 2017 - Afghanistan, 2 June 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/5936a46d13.html>), accessed 6 October 2017.

Gang, R., Community-Based Dispute Resolution Processes in Kabul City, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), March 2011 (<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1107E-CBDR-Processes-in-Kabul-City-CS-2011-web.pdf>), accessed 6 October 2017.

Germany, Federal Office for Migration and Asylum,

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (31 July 2017), 31 July 2017, available at: (http://www.refworld.org/publisher,DEU_FOMA,,5991756f4,0.html), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (24 April 2017), 24 April 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/591d97284.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (20 March 2017), 20 March 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/58e76aad4.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (15 May 2017), 15 May 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/592433ea4.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (3 April 2017), 3 April 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/591d993f4.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (29 May 2017), 29 May 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/5942468e4.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (8 May 2017), 8 May 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/5924323c4.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (31 July 2017), 31 July 2017, available at:

(http://www.refworld.org/publisher,DEU_FOMA,,5991756f4,0.html), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (13 March 2017), 13 March 2017, available at: (<http://www.refworld.org/docid/58e76a054.html>), accessed 6 October 2017.

Information Centre Asylum and Migration Briefing Notes (7 July 2017), 7 July 2017, available at (<http://www.refworld.org/docid/5964d6f24.html>), accessed 6 October 2017.

Giustozzi, A. and Mangal, S., An Interview with Mullah Rasool on Reconciliation Between the Taliban and the Afghan Government, 16 March 2016
(<https://rusi.org/commentary/interview-mullah-rasool-reconciliation-between-taliban-and-afghan-government>), accessed 6 October 2017.

Giustozzi, A.,

Afghanistan: Taliban's Intelligence and intimidation campaign, Landinfo, 23 August 2017 (http://landinfo.no/asset/3590/1/3590_1.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Taliban's organization and structure, Landinfo, 23 August 2017 (http://landinfo.no/asset/3589/1/3589_1.pdf), accessed 6 October 2017.

The Military Cohesion of the Taliban, 14 July 2017 (<https://www.af-crpa.org/single-post/2017/07/10/The-Military-Cohesion-of-the-Taliban>), accessed 6 October 2017.

Giustozzi, A., and Franco, C., The Battle for Schools: The Taliban and State Education, Afghanistan Analysts Network (AAN), 13 December 2011 (<https://www.afghanistan-analysts.org/publication/aan-papers/the-battle-for-schools-the-taleban-and-state-education/>), accessed 6 October 2017.

Goodhand, J. and Hakimi, A., Counterinsurgency, local militias and statebuilding in Afghanistan, 2014 (<https://www.usip.org/sites/default/files/PW90-Counterinsurgency-Local-Militias-and-Statebuilding-in-Afghanistan.pdf>), accessed 6 October 2017.

Gopal, A. and Strick van Linschoten, A., Ideology in the Afghan Taliban, Afghanistan Analysts Network (AAN), June 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/2017/06/201705-AGopal-ASvLinschoten-TB-Ideology.pdf>), accessed 6 October 2017.

Guardian (The),

Afghan interpreters' resettlement scheme 'does not go far enough', 22 May 2013 (<https://www.theguardian.com/uk/2013/may/22/afghan-interpreters-resettlement-scheme-concerns>), accessed 6 October 2017.

Afghan interpreters 'risk being failed by bureaucracy', 22 May 2013 (<https://www.theguardian.com/world/2013/may/22/afghanistan-interpreters-visa-bureaucracy>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan funds abusive militias as US military 'ignores' situation, officials say, 26 December 2016 (<https://www.theguardian.com/world/2016/dec/26/afghanistan-us-military-militia-funding-human-rights>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: dozens dead in Kabul bombing targeting government workers, 24 July 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/jul/24/afghanistan-dozens-dead-kabul-bombing-politicians>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: dozens dead in Kabul bombing targeting government workers, 24 July 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/jul/24/afghanistan-dozens-dead-kabul-bombing-politicians>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Taliban claims responsibility for suicide car bomb attack, 22 June 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/jun/22/suicide-car-bomber-causes-multiple-casualties-helmand-afghanistan>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan's top female police officer dies after shooting, 15 September 2013 (<https://www.theguardian.com/world/2013/sep/15/afghanistan-female-police-officer-shot>), accessed 6 October 2017.

Ahmed Wali Karzai, the corrupt and lawless face of modern Afghanistan, 12 July 2011 (<https://www.theguardian.com/world/2011/jul/12/ahmed-karzai-modern-afghan-warlord>), accessed 6 October 2017.

Dozens killed in bombing of mosque in Afghan city of Herat, 1 Augustus 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/aug/01/dozens-killed-in-bombing-of-mosque-in-afghan-city-of-herat>), accessed 27 November 2017.

Polio in Afghanistan: 'Americans bomb our children daily, why would they care?', 10 April 2017 (<https://www.theguardian.com/global-development/2017/apr/10/polio-afghanistan-taliban-health-chief-americans-bomb-children>), accessed 6 October 2017.

Shot for speaking out: Taliban target prominent critics in Afghanistan, 30 December 2015 (<https://www.theguardian.com/world/2015/dec/30/shot-for-speaking-out-taliban-target-prominent-critics-in-afghanistan>), accessed 6 October 2017.

Six Red Cross workers in Afghanistan killed in ambush, 8 February 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/feb/08/six-red-cross-workers-in-afghanistan-are-shot-dead-in-attack>), accessed 6 October 2017.

Suicide bombers attack Afghan police HQ, killing or wounding dozens, 18 June 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/jun/18/suicide-bombers-attack-afghan-police-hq-killing-or-wounding-dozens>), accessed 6 October 2017.

Taliban officially announce death of Mullah Omar, 30 July 2015 (<https://www.theguardian.com/world/2015/jul/30/taliban-officially-announces-death-of-mullah-omar>), accessed 6 October 2017.

US to continue 'signature strikes' on people suspected of terrorist links, 1 July 2016 (<https://www.theguardian.com/us-news/2016/jul/01/obama-continue-signature-strikes-drones-civilian-deaths>), accessed 6 October 2017.

US drone strike in Pakistan kills Taliban leader Mullah Mansoor, 22 May 2016
(<https://www.theguardian.com/world/2016/may/21/us-airstrike-taliban-leader-mullah-akhtar-mansoor>), accessed 6 October 2017.

HRW (Human Rights Watch),

“Just Don’t Call It a Militia” Impunity, Militias, and the “Afghan Local Police”, 12 September 2011
(<https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/afghanistan0911webwcover.pdf>),
accessed 6 October 2017.

“Stop Reporting or We’ll Kill Your Family” Threats to Media Freedom in Afghanistan, January 2015
(https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/afghanistan_0115_ForumUpload.pdf)
, accessed 6 October 2017.

“Today We Shall All Die” Afghanistan’s Strongmen and the Legacy of Impunity, 3 March 2015
(https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan0315_4up.pdf),
accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Security Forces Assault Reporters, 1 September 2016
(<https://www.hrw.org/news/2016/09/01/afghanistan-security-forces-assault-reporters>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Urgent Need for Safe Facilities for Female Police, 25 April 2013
(<https://www.hrw.org/news/2013/04/25/afghanistan-urgent-need-safe-facilities-female-police>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan’s Torture Victims Deserve Redress, 7 August 2017
(<https://www.hrw.org/news/2017/08/07/afghanistans-torture-victims-deserve-redress>), accessed 6 October 2017.

HRW Submission to the Committee against Torture: Afghanistan, March 2017
(https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/int_cat_css_afg_26972_e.pdf), accessed 6 October 2017.

World Report 2017 - Afghanistan, 12 January 2017 (<https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/afghanistan#eaa21f>), accessed 6 October 2017.

Huffington Post (The), A Profile of the Taliban’s Propaganda Tactics, 1 February 2010
(http://www.huffingtonpost.com/abdulhadi-hairan/a-profile-of-the-talibans_b_442857.html), accessed 6 October 2017.

Human Rights First, The Afghan Special Immigrant Visa Program: Fact Sheet, October 2017
(<https://www.humanrightsfirst.org/sites/default/files/Afghan%20Special%20Immigrant%20Visa%20Fact%20Sheet%20April%202017%20FINAL.pdf>), accessed 6 October 2017.

Humanitarian Outcomes,

About, n.d. (<https://www.humanitarianoutcomes.org/about>), accessed 20 November 2017.

Aid Worker Security Database, n.d. (www.aidworkersecurity.org), accessed 20 November 2017.

Aid Worker Security Report – 2016 – Figures at a glance, n.d., available at: (https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ho_aidworkersecpreview_2016.pdf), accessed 6 October 2017.

Aid Worker Security Report 2017, 31 August 2017 (<https://aidworkersecurity.org/sites/default/files/AWSR2017.pdf>), accessed 6 October 2017.

ICG (International Crisis Group), The Future of Afghan Local Police, 4 June 2015 (<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/268-the-future-of-the-afghan-local-police.pdf>), accessed 6 October 2017.

Independent (The), Suicide bomb kills at least 90 and wounds more than 400 in Afghanistan, 31 May 2017 (<http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/afghanistan-kabul-latest-suspected-suicide-car-bomb-dead-injured-taliban-isis-a7764396.html>), accessed 6 October 2017.

INSO (International NGO Safety Office),

Afghanistan Key Risks and Mitigation Management, n.d. (<http://www.ngosafety.org/country/afghanistan>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan NGO incident rate, n.d. (<http://www.ngosafety.org/country/afghanistan>), accessed 6 October 2017.

NGO Fatality Rate Jan to July 2017, n.d. (<http://www.ngosafety.org/country/afghanistan>), accessed 6 October 2017.

International Business Times, Isis in Afghanistan: Video shows brutal new execution by bombing method, 10 Augustus 2015 (<http://www.ibtimes.co.uk/isis-afghanistan-video-shows-brutal-new-execution-by-bombing-method-1514902>), accessed 6 October 2017.

International Criminal Court, Office of the Prosecutor, Report on Preliminary Examination Activities 2016, 14 November 2016 (https://www.icc-cpi.int/iccdocs/otp/161114-otp-rep-PE_ENG.pdf), accessed 6 October 2017.

IRB (Immigration and Refugee Board of Canada),

Afghanistan: Situation of Hazara people living in Kabul City, including treatment by society, security situation, and access to employment; security situation for Hazara traveling to areas surrounding Kabul City to access employment (2014-April 2016), 20 April 2016 (<http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456472>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Whether the Taliban has the capacity to pursue individuals after they relocate to another region; their capacity to track individuals over the long term; Taliban capacity to carry out targeted killings (2012-January 2016), 15 February 2016 (<http://www.irb->

cisor.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456366&pls=1), accessed 6 October 2017.

Islamic Emirate of Afghanistan – Voice of Jihad,

Clarification statement regarding Operation Mansouri, 6 May 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=14196>), accessed 6 October 2017.

Gardez martyr attack leaves nearly 200 gunmen dead, 18 June 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=16355>), accessed 6 October 2017.

Message of Felicitation of the Esteemed Amir-ul-Momineen, Shiekh-ul-Hadith Hibatullah Akhundzada, (May Allah protect him), on the Occasion of Eid-ul-Adha, 30 August 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=19352>), accessed 6 October 2017.

New statement from the Islamic Emirate of Afghanistan: "Regarding the Intent of Executing Prisoners By the Ghani Administration", 29 April 2016, available at: (<http://ihadology.net/2016/04/29/new-statement-from-the-islamic-emirate-of-afghanistan-regarding-the-intent-of-executing-prisoners-by-the-ghani-administration/>), accessed 6 October 2017.

Open letter by Spokesman of Islamic Emirate to the American President Donald Trump, 25 January 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=10070>), accessed 6 October 2017.

Remarks by spokesman of Islamic Emirate regarding the closure of health centers in Uruzgan, 24 September 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=20219>), accessed 6 October 2017.

Sectarian Killings; A Dangerous Enemy Conspiracy, 15 October 2016 (<https://alemarah-english.com/?p=5782>), accessed 6 October 2017.

Statement of the Islamic Emirate regarding the Inauguration of the Spring Offensive 'Operation Mansouri', 28 April 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=13724>), accessed 6 October 2017.

The duties and responsibilities of Shaheen Corps, 23 April 2017 (<https://alemarah-english.com/?p=13534>), accessed 6 October 2017.

IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Afghanistan: Ghor's Education System Near Collapse, 5 December 2016 (<https://iwpr.net/global-voices/afghanistan-ghors-education-system-near>), accessed 6 October 2017.

Khaama Press (KP),

1 killed in attack on ex-Taliban leader Mullah Salam Zaeeff's home in Kabul, 24 December 2016 (<http://www.khaama.com/1-killed-in-attack-on-ex-taliban-leader-mullah-salam-zaeefs-home-in-kabul-02534>), accessed 6 October 2017.

100 teachers and education officials killed in Afghanistan: MOE, 10 August 2013 (<http://www.khaama.com/100-teachers-and-education-officials-killed-in-afghanistan-moe-2333>), accessed 6 October 2017.

Bid to kidnap Afghan army officer turns deadly for militants in Logar, 29 June 2017 (<http://www.khaama.com/bid-to-kidnap-afghan-army-officer-turns-deadly-for-militants-in-logar-03040>), accessed 6 October 2017.

ISIS behead two Afghan civilians on espionage charges in Kunar, 15 September 2017 (<http://www.khaama.com/isis-behead-two-afghan-civilians-on-espionage-charges-in-kunar-03368>), accessed 6 October 2017.

ISIS execute two brothers serving with Afghan army in Nangarhar province, 5 September 2017 (<http://www.khaama.com/isis-execute-two-brothers-serving-with-afghan-army-in-nangarhar-province-03372>), accessed 6 October 2017.

ISIS militants kidnap 13 seminary teachers in East of Afghanistan, 17 January 2017 (<http://www.khaama.com/isis-militants-kidnap-13-seminary-teachers-in-east-of-afghanistan-02678>), accessed 6 October 2017.

Kabul suicide bomber fails to target World's largest holy Quran archive, 20 February 2017 (<http://www.khaama.com/kabul-suicide-bomber-fails-to-target-worlds-largest-holy-quran-archive-2816>), accessed 6 October 2017.

Kapisa education official shot dead by own brother affiliated with Taliban, 1 July 2017 (<http://www.khaama.com/kapisa-education-official-shot-dead-by-own-brother-affiliated-with-taliban-03054>), accessed 6 October 2017.

Key Hezb-e-Islami member escapes assassination attempt in Kabul city, 6 September 2017 (<http://www.khaama.com/key-hezb-e-islami-member-escapes-assassination-attempt-in-kabul-city-03377>), accessed 6 October 2017.

Moi rejects Taliban has gained access to biometric system, 1 June 2016 (<http://www.khaama.com/moi-rejects-taliban-has-gained-access-to-biometric-system-01140>), accessed 6 October 2017.

Taliban and ISIS clashes spread to Laghman as both sides suffer heavy casualties, 29 November 2017 (<http://www.khaama.com/taliban-and-isis-clashes-spread-to-laghman-as-both-sides-suffer-heavy-casualties-03940>), accessed 29 November 2017.

Taliban execute two important ISIS leaders in Nangarhar province, 29 August 2017 (<http://www.khaama.com/taliban-execute-two-important-isis-leaders-in-nangarhar-province-03367>), accessed 6 October 2017.

Taliban kill 13 in an attack on a mosque in Balkh province, 2 July 2017 (<http://www.khaama.com/taliban-kill-13-in-an-attack-on-a-mosque-in-balkh-province-03055>), accessed 6 October 2017.

Taliban militants abduct 2 female teachers in Ghor province, 24 November 2016 (<http://www.khaama.com/taliban-militants-abduct-2-female-teachers-in-ghor-province-02350>), accessed 6 October 2017.

Tribal elder among 5 killed or wounded in Nangarhar explosion, 8 July 2017 (<http://www.khaama.com/tribal-elder-among-5-killed-or-wounded-in-nangarhar-explosion-03107>), accessed 6 October 2017.

Unidentified armed men kill a teacher and his son in Urozgan's Khas Urozgan District, 29 November 2015 (<http://www.khaama.com/unidentified-armed-men-kill-teacher-and-his-son-in-urozgans-khas-urozgan-district-4366>), accessed 6 October 2017.

Unidentified gunmen blown up girls' school in Nangarhar, 13 July 2015 (<http://www.khaama.com/unidentified-gunned-blown-up-girls-school-in-nangarhar>), accessed 6 October 2017.

Kolenda, C., Five Myths to Dispel About An Afghan Peace, Gandhara Blog, 21 January 2016 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-five-myths-about-afghan-peace/27501186.html>), accessed 6 October 2017.

Landinfo,

Afghanistan: Recruitment to Taliban, 29 June 2017 (http://www.landinfo.no/asset/3588/1/3588_1.pdf), accessed 6 October 2017.

Report Hazaras and Afghan insurgent groups, 3 October 2016 (http://www.landinfo.no/asset/3483/1/3483_1.pdf), accessed 6 October 2017.

Temanotat Afghanistan: Taliban – organisasjon, kommunikasjon og sanksjoner (del I), 16 June 2016 (http://www.landinfo.no/asset/3367/1/3367_1.pdf), accessed 6 October 2017.

Lifos,

Temarapport: Afghanistans ismailiter – en shiaminoritet, 30 June 2017 (<https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=44864>), accessed 6 October 2017.

Temarapport: Hazarer i Afghanistan, 28 August 2015 (<https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=42378>), accessed 6 October 2017.

Los Angeles Times (The),

Anatomy of an Afghan war tragedy, 10 April 2011 (<http://articles.latimes.com/2011/apr/10/world/la-fg-afghanistan-drone-20110410>), accessed 6 October 2017.

In Afghanistan, an elite female police officer battles cultural taboos as well as the Taliban, 3 May 2017 (<http://www.latimes.com/world/la-fg-afghanistan-female-police-2017-story.html>), accessed 6 October 2017.

Minority Rights Group International, Afghanistan – Hazara, n.d.

(<http://minorityrights.org/minorities/hazaras/>), accessed 6 October 2017.

Muzhary F.,

Moving Out of Shamshatu: Hezb-e Islami's refugee followers between hope of return and doubts about the peace deal, Afghanistan Analysts Network (AAN), 14 April 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/moving-out-of-shamshatu-hezb->

[e-islamis-refugee-followers-between-hope-of-return-and-doubts-about-the-peace-deal/](#), accessed 6 October 2017.

How to replace a bad ALP commander: in Shajoy, success and now calamity, Afghanistan Analysts Network (AAN), 21 September 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/how-to-replace-a-bad-alp-commander-in-shajoy-success-and-now-calamity/>), accessed 6 October 2017.

NAI,

An experienced journalist assassination in Baghlan, 7 May 2017 (<http://nai.org.af/blog/an-experienced-journalist-assassination-in-baghlan/>), accessed 6 October 2017.

Increasing violation against journalists not sufferable, 15 June 2017 (<http://nai.org.af/blog/increasing-violation-against-journalists-not-sufferable/>), accessed 6 October 2017.

Qunduz provincial governor should introduce his secretary to court, 4 January 2017 (<http://nai.org.af/blog/qunduz-provincial-governor-should-introduce-his-secretary-to-court/>), accessed 6 October 2017.

The president must personally reckon the murder case journalists, 16 December 2016 (<http://nai.org.af/blog/the-president-must-personally-reckon-the-murder-case-journalists/>), accessed 6 October 2017.

The violator police against Ariana News journalist to give trial, 22 March 2017 (<http://nai.org.af/blog/the-violator-police-against-ariana-news-journalist-to-give-trial/>), accessed 6 October 2017.

NDI (National Democratic Institute), The 2009 Presidential and Provincial Council Elections in Afghanistan, 2010 (https://www.ndi.org/sites/default/files/Elections_in_Afghanistan_2009.pdf), accessed 6 October 2017.

New York Times (The),

'I Will Kill Him': Afghan Commander Targets Son, a Taliban Fighter, 15 May 2016 (<https://www.nytimes.com/2016/05/16/world/asia/i-will-kill-him-afghan-commander-targets-son-a-taliban-fighter.html>), accessed 6 October 2017.

A Day of Bloodshed in Kabul: Attacks at Defense Ministry and Aid Compound, 6 September 2016 (https://www.nytimes.com/2016/09/07/world/asia/kabul-afghanistan-attack-care.html?_r=0), accessed 6 October 2017.

A Taliban Prize, Won in a Few Hours After Years of Strategy, 30 September 2015 (https://www.nytimes.com/2015/10/01/world/a-taliban-prize-won-in-a-few-hours-after-years-of-strategy.html?_r=2), accessed 6 October 2017.

Afghan Army Recruitment Dwindles as Taliban Threaten Families, 18 November 2017 (<https://www.nytimes.com/2017/11/18/world/asia/afghanistan-taliban-army-recruitment.html>), accessed 27 November 2017.

- Afghan Government Quietly Aids Breakaway Taliban Faction, 19 June 2017
(<https://www.nytimes.com/2017/06/19/world/asia/afghanistan-taliban-faction-renouncers.html>), accessed 6 October 2017.
- Afghan Policewomen Struggle Against Culture, 1 March 2015
(https://www.nytimes.com/2015/03/02/world/asia/afghan-policewomen-struggle-against-culture.html?mcubz=0&_r=0), accessed 6 October 2017.
- Afghan Province, Squeezed by Taliban, Loses Access to Medical Care, 23 September 2017 (https://www.nytimes.com/2017/09/23/world/asia/afghanistan-taliban-oruzgan-hospitals.html?_r=1), accessed 6 October 2017.
- Afghanistan Vice President Accused of Torturing Political Rival, 13 December 2016
(https://www.nytimes.com/2016/12/13/world/asia/political-rival-accuses-afghanistan-vice-president-of-torturing-him.html?mcubz=0&_r=0), accessed 6 October 2017.
- An Afghan Father-Son Tale Takes a Fatal Turn, but Does Not End, 8 September 2016
(<https://www.nytimes.com/2016/09/09/world/asia/afghanistan-taliban-abdul-basir-said-muhammad.html>), accessed 6 October 2017.
- Education in Afghanistan: A harrowing choice, 9 July 2007
(<http://www.nytimes.com/2007/07/09/world/asia/09iht-afghan.4.6571860.html>), accessed 6 October 2017.
- Gunmen Attack Hazara Miners in Afghanistan, Killing at Least 9, 6 January 2017
(https://www.nytimes.com/2017/01/06/world/asia/afghanistan-hazara-miners-attack.html?_r=0), accessed 6 October 2017.
- Gunmen in Afghanistan Kill 5 Female Airport Employees, 17 December 2016
(<https://www.nytimes.com/2016/12/17/world/asia/afghanistan-kandahar-women-in-the-work-force.html>), accessed 6 October 2017.
- Hazaras Hustle to Head of Class in Afghanistan, 3 January 2010
(<http://www.nytimes.com/2010/01/04/world/asia/04hazaras.html>), accessed 6 October 2017.
- High School Teacher is Beheaded in Afghanistan, 5 January 2006
(<http://www.nytimes.com/2006/01/05/world/high-school-teacher-is-beheaded-in-afghanistan.html>), accessed 6 October 2017.
- Powerful Afghan Police Chief Killed in Kabul, 19 March 2015
(https://www.nytimes.com/2015/03/20/world/asia/powerful-afghan-police-chief-killed-in-kabul.html?_r=0), accessed 6 October 2017.
- Rare Attacks on Shiites Kill Scores in Afghanistan, 6 December 2011
(<http://www.nytimes.com/2011/12/07/world/asia/suicide-bombers-attack-shiite-worshipers-in-afghanistan.html>), accessed 6 October 2017.
- Taliban Slaughter Soldiers in Pattern of Attacks in Kandahar, 26 July 2017
(<https://www.nytimes.com/2017/07/26/world/asia/afghanistan-taliban-kandahar-slaughter.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban Suicide Bomber Strikes Packed Bus in Kabul, 20 January 2016
(<https://www.nytimes.com/2016/01/21/world/asia/afghanistan-kabul-suicide-bombing.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban Target: Scholars of Islam, 28 May 2017
(<https://www.nytimes.com/2017/05/28/world/asia/uptick-in-killing-of-religious-scholars-as-taliban-look-to-curtail-their-influence.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban's New Leader, More Scholar Than Fighter, Is Slow to Impose Himself, 11 July 2016 (https://www.nytimes.com/2016/07/12/world/asia/taliban-afghanistan-pakistan-mawlawi-habatullah-akhundzada.html?_r=1), accessed 6 October 2017.

Voices From a Worsening Afghan War, 7 October 2016
(<https://www.nytimes.com/2016/10/08/world/asia/afghanistan-war.html>), accessed 6 October 2017.

NPR (National Public Radio), For Afghan Policewomen, Sex Abuse Is A Job Hazard, 8 March 2012 (<http://www.npr.org/2012/03/08/148041305/for-afghan-policewomen-sex-abuse-is-a-job-hazard>), accessed 6 October 2017.

Osman, B. and Clark, K., The Murder of Swedish Journalist Nils Horner: an assessment of the Fedai Mahaz claim, Afghanistan Analysts Network (AAN), 19 March 2014
(<https://www.afghanistan-analysts.org/the-murder-of-swedish-journalist-nils-horner-an-assessment-of-the-fedai-mahaz-claim/>), accessed 6 October 2017.

Osman, B. and Gopal, A., Taliban Views on a Future State, July 2016
(http://cic.nyu.edu/sites/default/files/taliban_future_state_final.pdf), accessed 6 October 2017.

Osman, B.

[Twitter], posted on: 22 June 2017
(<https://twitter.com/Borhan/status/877990188886011904>), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 6 September 2017
(<https://twitter.com/Borhan/status/877990188886011904>), accessed 6 October 2017.

A Black Week in Kabul (2): Who are the most likely perpetrators?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 7 June 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/a-black-week-in-kabul-2-who-are-the-most-likely-perpetrators/>), accessed 6 October 2017.

Carnage in Ghor: Was Islamic State the perpetrator or was it falsely accused?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 23 November 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/carnage-in-ghor-was-islamic-state-the-perpetrator-or-was-it-falsely-accused/>), accessed 6 October 2017.

Descent into chaos: Why did Nangarhar turn into an IS hub?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 27 September 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/descent-into-chaos-why-did-nangarhar-turn-into-an-is-hub/>).

[analysts.org/descent-into-chaos-why-did-nangarhar-turn-into-an-is-hub/](http://www.afghanistan-analysts.org/descent-into-chaos-why-did-nangarhar-turn-into-an-is-hub/)), accessed 6 October 2017.

Taliban in Transition 2: Who is in charge now?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 22 June 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/taliban-in-transition-2-who-is-in-charge-of-the-taliban/>), accessed 6 October 2017.

Taliban in Transition: How Mansur's death and Haibatullah's ascension may affect the war (and peace), Afghanistan Analysts Network (AAN), 26 May 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/taliban-in-transition-how-mansurs-death-and-hibatullahs-ascension-may-affect-the-war-and-peace/>), accessed 6 October 2017.

The Attack on the American University in Kabul (2): Who did it and why?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 5 September 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-attack-on-the-american-university-in-kabul-2-who-did-it-and-why/>), accessed 6 October 2017.

The Battle for Mamand: ISKP under strain, but not yet defeated, Afghanistan Analysts Network (AAN), 23 May 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-battle-for-mamand-iskp-under-strain-but-not-yet-defeated/>), accessed 6 October 2017.

Toward Fragmentation? Mapping the post-Omar Taliban, Afghanistan Analysts Network (AAN), 24 November 2015 (<https://www.afghanistan-analysts.org/toward-fragmentation-mapping-the-post-omar-taliban/>), accessed 6 October 2017.

With an Active Cell in Kabul, ISKP Tries to Bring Sectarianism to the Afghan War, Afghanistan Analysts Network (AAN), 19 October 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/with-an-active-cell-in-kabul-iskp-tries-to-bring-sectarianism-to-the-afghan-war/>), accessed 6 October 2017.

OXFAM, Women and the Afghan Police, 10 September 2013 (<https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-173-afghanistan-women-police-100913-en.pdf>), accessed 6 October 2017.

Pajhwok Afghan News,

1 policeman dead, 3 hurt in Kandahar suicide bombing, 29 October 2016 (<http://www.pajhwok.com/en/2016/10/29/1-policeman-dead-3-hurt-kandahar-suicide-bombing>), accessed 6 October 2017.

12 girls' schools in Logar closed after Taliban's threats, 27 June 2015 (<http://www.pajhwok.com/en/2015/06/27/12-girls-schools-logar-closed-after-taliban%20%99s-threats>), accessed 6 October 2017.

16 dead, 39 injured in Laghman funeral bombing, 29 January 2015 (<https://www.pajhwok.com/en/2015/03/10/16-dead-39-injured-laghman-funeral-bombing>), accessed 6 October 2017.

- 2 civilians in Kunar decapitated by Daesh fighters, 15 September 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/09/15/2-civilians-kunar-decapitated-daesh-fighters>), accessed 29 November 2017.
- 2 dead in attack on Defence Ministry bus, 26 May 2014
(<https://www.pajhwok.com/en/2014/05/26/blast-rocks-qala-zaman-khan-area-kabul>), accessed 6 October 2017.
- 20 injured as suicide bomber hits mini bus in Kabul, 5 October 2016
(<https://www.pajhwok.com/en/2016/10/05/20-injured-suicide-bomber-hits-mini-bus-kabul>), accessed 6 October 2017.
- 3 closed Kapisa girls schools reopened, 3 March 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/03/26/3-closed-kapisa-girls-schools-reopened>), accessed 6 October 2017.
- 42 schools remain closed in Herat districts, 29 January 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/01/29/42-schools-remain-closed-herat-districts>), accessed 6 October 2017.
- 5 Taliban, teacher killed in Logar home raid, 5 March 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/03/05/5-taliban-teacher-killed-logar-home-raid>), accessed 6 October 2017.
- 5 women workers of Kandahar airport gunned down, 17 December 2016
(<https://www.pajhwok.com/en/2016/12/17/5-women-workers-kandahar-airport-gunned-down>), accessed 6 October 2017.
- 7 killed, 18 hurt in suicide attack on MOD bus (Video), 14 December 2014
(<https://www.pajhwok.com/en/2014/12/14/7-killed-18-hurt-suicide-attack-mod-bus-video>), accessed 6 October 2017.
- 8 journalists killed, 20 injured in a moth: group, 14 June 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/06/14/8-journalists-killed-20-injured-month-group>), accessed 6 October 2017.
- 9 dead, 22 injured in suicide attack at funeral, 1 December 2014
(<https://www.pajhwok.com/en/2015/03/10/9-dead-22-injured-suicide-attack-funeral>), accessed 6 October 2017.
- 9 militants killed in Laghman-Nangarhar offensives, 20 September 2017
(<http://www.electikons.pajhwok.com/en/2017/09/20/9-militants-killed-laghman-nangarhar-offensives>), accessed 29 November 2017
- A dozen seminary teachers released from Daesh captivity, 4 March 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/03/04/dozen-seminary-teachers-released-daesh-captivity>), accessed 6 October 2017.
- ALP commander among 10 killed in Jawzjan clash, 25 February 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/02/25/alp-commander-among-10-killed-jawzjan-clash>), accessed 29 November 2017.

ALP personnel blasted for torturing Jalrez residents, 25 July 2015
(<https://www.pajhwok.com/en/2015/07/25/alp-personnel-blasted-torturing-jalrez-residents>), accessed 6 October 2017.

American University asks Taliban to free its professors, 14 January 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/01/14/american-university-asks-taliban-free-its-profs>), accessed 6 October 2017.

Blast at Pajhwok Jalalabad office widely condemned, 12 July 2015
(<https://www.pajhwok.com/en/2015/06/12/blast-pajhwok-jalalabad-office-widely-condemned>), accessed 6 October 2017.

Children among 5 hurt in Kandahar explosions, 22 December 2016
(<http://www.pajhwok.com/en/2016/12/22/children-among-5-hurt-kandahar-explosions>), accessed 6 October 2017.

Civil society activist gunned down in Nangarhar capital, 10 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/10/civil-society-activist-gunned-down-nangarhar-capital>), accessed 6 October 2017.

Daesh militants behead 10 Taliban rivals in Jawzjan, 2 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/02/daesh-militants-behead-10-taliban-rivals-jawzjan>), accessed 6 October 2017.

Faryab woman killed over phone contact with stranger, 27 July 2016
(<https://www.pajhwok.com/en/2016/07/27/faryab-woman-killed-over-phone-contact-stranger>), accessed 6 October 2017.

Faryab: ALP commander, son killed near home, 4 September 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/09/04/faryab-alp-commander-son-killed-near-home>), accessed 6 October 2017.

First school bell rings for Paktika children in 4 years, 23 March 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/03/23/first-school-bell-rings-paktika-children-4-years>), accessed 6 October 2017.

Former HIA commander gunned down in Baghlan, 2 July 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/07/02/former-hia-commander-gunned-down-baghlan>), accessed 27 November 2017.

Former HIA commander gunned down in Logar mosque attack, 22 June 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/06/22/former-hia-commander-gunned-down-logar-mosque-attack>), accessed 6 October 2017.

Fueling sectarian strife enemy plot: Haibatullah, 23 June 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/06/23/fueling-sectarian-strife-enemy-plot-haibatullah>), accessed 6 October 2017.

Kandahar official gunned down by unidentified assailants, 4 September 2016
(<http://www.pajhwok.com/en/2016/09/04/kandahar-official-gunned-down-unidentified-assailants>), accessed 6 October 2017.

Kapisa police chief survive bomb attack, 17 September 2016
(<https://www.pajhwok.com/en/2016/09/17/kapisa-police-chief-survive-bomb-attack>), accessed 6 October 2017.

Khost tribal elder gunned down in mosque, 26 June 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/06/26/khost-tribal-elder-gunned-down-mosque>), accessed 6 October 2017.

Khost's deputy police chief killed in Kandahar, 12 February 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/02/12/khost%E2%80%99s-deputy-police-chief-killed-kandahar>), accessed 6 October 2017.

Logar acting crime branch chief killed in Taliban attack, 11 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/11/logar-acting-crime-branch-chief-killed-taliban-attack>), accessed 6 October 2017.

Logar schoolteachers fight against forces in Taliban ranks, 8 May 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/05/08/logar-schoolteachers-fight-against-forces-taliban-ranks>), accessed 6 October 2017.

Parwan Ulema Council chief killed in bombing, 9 May 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/05/09/parwan-ulema-council-chief-killed-bombing>), accessed 6 October 2017.

Prayer leader gunned down in Kandahar City, 31 May 2016
(<http://www.pajhwok.com/en/2016/03/31/prayer-leader-gunned-down-kandahar-city>), accessed 6 October 2017.

Private varsities asked not to hire foreign teachers, 12 January 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/01/12/private-varsities-asked-not-hire-foreign-teachers>), accessed 6 October 2017.

Religious scholars declare ongoing conflict against Islam, 14 August 2015
(<http://www.pajhwok.com/en/2015/08/14/religious-scholars-declare-ongoing-conflict-against-islam>), accessed 6 October 2017.

RTA office attack denounced as war crime, 18 May 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/05/18/rta-office-attack-denounced-war-crime>), accessed 6 October 2017.

Samangan's peace committee public relations official killed, 9 July 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/07/09/samangan%E2%80%99s-peace-committee-public-relations-official-killed>), accessed 6 October 2017.

Senior academic shot dead by motorcyclists in Kabul, 12 May 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/05/12/senior-academic-shot-dead-motorcyclists-kabul>), accessed 6 October 2017.

Senior police officer killed in Chaman attack, 10 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/10/senior-police-officer-killed-chaman-suicide-attack>), accessed 6 October 2017.

Taliban ask teachers to compile results in their presence, 19 May 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/05/19/taliban-ask-teachers-compile-results-their-presence>), accessed 6 October 2017.

Taliban control Kunduz-Takhar highway at night, 9 March 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/03/09/taliban-control-kunduz-takhar-highway-night>), accessed 6 October 2017.

Taliban court orders elderly man executed in Jawzjan, 19 October 2015
(<https://www.pajhwok.com/en/2015/10/19/taliban-court-orders-elderly-man-executed-jawzjan>), accessed 6 October 2017.

Taliban execute 13 Balkh youth in mass shooting, 2 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/02/taliban-execute-13-balkh-youth-mass-shooting>), accessed 6 October 2017.

Taliban execute three persons in Jawzjan, 29 March 2016
(<https://www.pajhwok.com/en/2016/03/29/taliban-execute-three-persons-jawzjan>), accessed 6 October 2017.

Taliban gun down 7 passengers in Farah, 12 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/12/taliban-gun-down-7-passengers-farah>), accessed 6 October 2017.

Taliban gun down Kapisa education official, 1 July 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/07/01/taliban-gun-down-kapisa-education-official>), accessed 6 October 2017.

Taliban kill three teachers in Ghor, 9 March 2014
(<http://m.pajhwok.com/en/2014/03/09/taliban-kill-three-teachers-ghor>), accessed 6 October 2017.

Taliban shut bazaar, threaten shopkeepers, 24 December 2014
(<http://www.pajhwok.com/en/2015/03/10/taliban-shut-bazaar-threaten-shopkeepers>), accessed 6 October 2017.

Taliban warn Ghazni teachers against receiving salaries via banks, 5 June 2017
(<http://www.pajhwok.com/en/2017/06/05/taliban-warn-ghazni-teachers-against-receiving-salaries-banks>), accessed 6 October 2017.

Ulama Council member killed in Taliban attack, 29 Augustus 2015
(<http://www.pajhwok.com/en/2015/08/29/ulama-council-member-killed-taliban-attack>), accessed 6 October 2017.

Ulema council deputy chief gunned down, 11 November 2013
(<http://www.pajhwok.com/en/2013/11/11/ulema-council-deputy-chief-gunned-down>), accessed 6 October 2017.

US, Afghan forces ransack radio office in Logar, 1 March 2014
(<http://www.pajhwok.com/en/2014/03/01/us-afghan-forces-ransack-radio-office-logar>), accessed 6 October 2017.

3 Hazara elders allegedly beheaded in Sar-i-Pul, 16 March 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/03/16/3-hazara-elders-allegedly-beheaded-sar-i-pul>), accessed 6 October 2017.

Taliban execute three persons in Jawzjan, 29 March 2016
(<https://www.pajhwok.com/en/2016/03/29/taliban-execute-three-persons-jawzjan>), accessed 6 October 2017.

Taliban kill man with repeated guns strokes in Faryab, 1 January 2017
(<https://www.pajhwok.com/en/2017/01/01/taliban-kill-man-repeated-guns-strokes-faryab>), accessed 6 October 2017.

PRI (Public Radio International), UK, Denmark to give Afghan interpreters visas, 22 May 2013
(<https://www.pri.org/stories/2013-05-22/uk-denmark-give-afghan-interpreters-visas>), accessed 6 October 2017.

Refugees Deeply, Waiting for a U.S. Visa in the Taliban Heartland, 16 June 2017
(<https://www.newsdeeply.com/refugees/articles/2017/06/16/waiting-for-a-u-s-visa-in-the-taliban-heartland>), accessed 6 October 2017.

Refugees.dk, Documentation: The Afghan Interpreters, 9 June 2015
(<http://refugees.dk/en/focus/2015/juni/documentation-the-afghan-interpreters/>), accessed 6 October 2017.

Reporters Without Borders,

2017 World Press Freedom Index, n.d. (<https://rsf.org/en/ranking>), accessed 6 October 2017.

RSF condemns deadly attack on state radio and TV in Jalalabad, 18 May 2017
(<https://rsf.org/en/news/rsf-condemns-deadly-attack-state-radio-and-tv-jalalabad>), accessed 6 October 2017.

RSF decries wave of violence against Afghan journalists and media, 24 October 2016
(<https://rsf.org/en/news/rsf-decries-wave-violence-against-afghan-journalists-and-media>), accessed 6 October 2017.

Reuters,

Afghan elders killed in suicide attack on meeting, 31 October 2016
(<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-blast-idUSKBN12V1A6>), accessed 6 October 2017.

Afghan Taliban's new chief replaces 24 'shadow' officials, 27 January 2017
(<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-taliban-idUSKBN15B1PN>), accessed 6 October 2017.

Afghan TV stations face Taliban threat after Kunduz, 18 October 2017
(<http://uk.reuters.com/article/uk-afghanistan-media-idUKKCN0SC0UY20151018>), accessed 6 October 2017.

Afghans who helped U.S. forces may get more visas under defense bill, 29 June 2017 (<http://www.reuters.com/article/us-usa-afghanistan-visas-idUSKBN19K014>), accessed 6 October 2017.

Bomb attack in eastern Afghanistan kills female politician, 16 February 2015 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-women/bomb-attack-in-eastern-afghanistan-kills-female-politician-idUSKBNOLK1EI20150216>), accessed 6 October 2017.

Dozens killed, wounded in Afghanistan suicide attacks, 27 February 2016 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-blast-idUSKCNOW0063>), accessed 6 October 2017.

Facing fewer checkpoints, Taliban make Afghan road trips more risky, 13 June 2016 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-highways/facing-fewer-checkpoints-taliban-make-afghan-road-trips-more-risky-idUSKCN0YY12V>), accessed 6 October 2017.

Fearing Islamic State, some Afghan Shi'ites seek help from old enemies, 22 March 2015 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-islamic-state-idUSKBNOMI03N20150322>), accessed 6 October 2017.

Four killed in attack on mosque in Kabul, 15 June 2017 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-blast-idUSKBN1962GN>), accessed 6 October 2017.

ISIS commander says Afghanistan's Hazaras targeted over support for Syria, 26 July 2016, available at: (<http://www.deccanchronicle.com/world/neighbours/260716/isis-commander-says-afghanistans-hazaras-targeted-over-support-for-syria.html>), accessed 6 October 2017.

Islamic State beheads 15 of its own fighters: Afghan official, 23 November 2017 (<https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-islamic-state/islamic-state-beheads-15-of-its-own-fighters-afghan-official-idUSKBN1DN12I>), accessed 29 November 2017.

Islamic State claims attack on state TV station in Afghanistan, 17 May 2017 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-attack-idUSKCN18D0HT>), accessed 6 October 2017.

Islamic State fighters in Afghanistan flee to Kunar province, 24 March 2016 (<https://www.reuters.com/article/afghanistan-islamicstate/islamic-state-fighters-in-afghanistan-flee-to-kunar-province-idUSL3N16W3U9>), accessed 29 November 2017.

Kabul's new female police chief aware of danger, hopes to inspire others, 16 January 2014 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-police-woman/kabuls-new-female-police-chief-aware-of-danger-hopes-to-inspire-others-idUSBREAOFOLG20140116>), accessed 6 October 2017.

Leaked Memo Fuels Accusations of Ethnic Bias in Afghan Government, 21 September 2017 (<https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-politics/leaked->

[memo-fuels-accusations-of-ethnic-bias-in-afghan-government-idUSKCN1BW15U](#)), accessed 6 October 2017.

New Law Needed to Allow Torture Victims to Sue Afghan Government: Activists, 27 August 2017 (<https://af.reuters.com/article/worldNews/idAFKCN1B706B>), accessed 6 October 2017.

Six police killed in attack on Afghanistan police headquarters, 18 June 2017 (<https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-security-police-idUSKBN19905G>), accessed 6 October 2017.

Suicide bomber kills 45 at volleyball match in Afghanistan, 14 November 2014 (<https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-blast/suicide-bomber-kills-45-at-volleyball-match-in-afghanistan-idUSKCN0J70LV20141124>), accessed 29 November 2017.

Taliban attack kills five at Afghan court, 5 June 2016 (<http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-attacks-idUSKCN0YR0C9>), accessed 6 October 2017.

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty),

Afghan Governor Accuses Iran Of Supporting Taliban, Gandhara Blog, 31 July 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-iran-taliban-support/28651070.html>), accessed 6 October 2017.

Afghan Lawmaker Appears To Threaten Female Journalist With Rape, 11 April 2016 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-lawmaker-threatens-journalist-with-rape/27667802.html>), accessed 6 October 2017.

Afghan Lawmaker Injured In Kabul Bomb Attack, 28 December 2016 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-kabul-bomb-bridge-lawmaker-injured/28201295.html>), accessed 6 October 2017.

Afghan Official Says Taliban Killed 13 Local Militiamen In Ambush, Gandhara Blog, 2 July 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-balkh-province/28590877.html>), accessed 6 October 2017.

Afghan Taliban Detail Fight Against Uzbek IS Militants, Gandhara Blog, 30 November 2015 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghan-taliban-detail-fight-against-uzbek-is-fighters/27397739.html>), accessed 6 October 2017.

Exclusive: Former Leader's Bombshell Letter Exposes Internal Taliban Struggles, Gandhara Blog, 21 October 2016 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-taliban-letter/28067397.html>), accessed 6 October 2017.

Gunmen Kill Chief Of Religious Council In Northeastern Afghanistan, 9 September 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-kapisa-hanifyar-religious-chief-shot-dead/28726033.html>), accessed 6 October 2017.

Haqqani Network Chief Denies Taliban Role In Kabul, Herat Bombings, 12 June 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-haqqani-network-denies-taliban-role-bombings-kabul-herat/28542365.html?lflags=mailer>), accessed 6 October 2017.

Hekmatyar's Fighters Refuse To Lay Down Arms In Afghanistan, 11 May 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-hekmatyar-fighters-refuse-lay-down-weapons/28480653.html>), accessed 6 October 2017.

Hundreds Of Hostages Freed After Rare Joint IS-Taliban Attack In Afghanistan, Gandhara Blog, 9 August 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-hostages-freed-by-taliban-islamic-state/28666808.html>), accessed 6 October 2017.

IS Threatens Teachers And Students In Restive Afghan District, Gandhara Blog, 5 September 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-education-is-daesh/28718650.html>), accessed 6 October 2017.

Leaked Memo Fuels New Allegations Of Ethnic Bias In Afghan Government, 20 November 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-ethnic-tensions-ghani-government-abdullah/28865180.html>), accessed 27 November 2017.

Peace Prompts Taliban Figures To Return To Afghanistan, Gandhara Blog, 29 August 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-pakistan-taliban-peace/28703903.html>), accessed 6 October 2017.

Red Cross Staff Members Released In Northern Afghanistan, 5 September 2017 (<https://www.rferl.org/a/jozjan-afghanistan-red-cross-members-released/28718272.html>), accessed 6 October 2017.

Six Afghan Policemen Killed In Insider Attack, 28 May 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-taliban-insider-attack-zabul/28513198.html>), accessed 6 October 2017.

Suicide Attack On Home Of Afghan Lawmaker Kills Two Guards, 30 August 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-jalalabad-suicide-attack-legislator-home/28704916.html?lflags=mailer>), accessed 6 October 2017.

Suicide Bombing Kills Five At Bank In Kabul, Gandhara Blog, 29 August 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-kabul-bomb-attack/28702558.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban, IS Face Off In Afghanistan, Gandhara Blog, 30 October 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-is-taliban-face-off/28824567.html>), accessed 29 November 2017.

Taliban Propaganda Meets The Digital Age, Gandhara Blog, 10 July 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/taliban-propaganda/28606576.html>), accessed 6 October 2017.

Taliban Threats Force Health Facilities In Southern Afghan Province To Close, 26 September 2017 (<https://www.rferl.org/a/taliban-forces-health-facilities-southern-afghan-province-uruzgan-close/28757201.html>), accessed 6 October 2017.

Two Afghan Police Killed, More Than 30 People Wounded In Attack, 20 May 2017 (<https://www.rferl.org/a/afghanistan-attack-gardez-kabul-bank/28499461.html>), accessed 6 October 2017.

Violence, Threats Forcing Afghan Women To Abandon Journalism, Gandhara Blog, 14 May 2017 (<https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-women-journalists/28487199.html>), accessed 6 October 2017.

Roggio, B. & Gutowski, A., LWJ Map Assessment: Taliban controls or contests 45% of Afghan districts, The Long War Journal, 26 September 2017 (<https://www.longwarjournal.org/archives/2017/09/lwj-map-assessment-taliban-controls-or-contests-45-of-afghan-districts.php>), accessed 6 October 2017.

Roggio, B.,

ISAF targets Quetta military shura leader in southern Afghanistan, The Long War Journal, 21 January 2011 (http://www.longwarjournal.org/archives/2011/01/isaf_targets_quetta.php), accessed 6 October 2017.

Islamic State Khorasan province's emir targeted in US raid, The Long War Journal, 28 April 2017 (<http://www.longwarjournal.org/archives/2017/04/islamic-state-khorasan-provinces-emir-targeted-in-us-raid.php>), accessed 6 October 2017.

Powerful jihadist faction reconciles with the Taliban, The Long War Journal, 15 Augustus 2016 (<http://www.longwarjournal.org/archives/2016/08/powerful-jihadist-faction-reconciles-with-the-taliban.php>), accessed 6 October 2017.

US military kills Islamic State Khorasan province leader in Kunar, The Long War Journal, 13 Augustus 2017 (<https://www.longwarjournal.org/archives/2017/08/us-military-kills-islamic-state-khorasan-province-leader-in-kunar.php>), accessed 29 November 2017.

Rubin, B., and Rudeforth, C., Enhancing access to Education: Challenges and Opportunities in Afghanistan, May 2016 (http://cic.nyu.edu/sites/default/files/enhancing_access_education_may23_final.pdf), accessed 6 October 2017.

Rupert, J., Afghan Women Defend Their Rights Against the Taliban, United States Institute for Peace (USIP), 9 May 2017 (<https://www.usip.org/publications/2017/05/afghan-women-defend-their-rights-against-taliban>), accessed 6 October 2017.

Rutting, T.,

A Matter of Registration: Factional tensions in Hezb-e Islami, Afghanistan Analysts Network (AAN), 25 November 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/a-matter-of-registration-factional-tensions-in-hezb-e-islami/>), accessed 27 November 2017.

Ghorband – A Valley Once Friendly, Afghanistan Analysts Network (AAN), 19 July 2011 (<https://www.afghanistan-analysts.org/ghorband-a-valley-once-friendly/>), accessed 6 October 2017.

The 'Humvee Bomb' Series: The October wave of Taliban attacks in 2017 context, Afghanistan Analysts Network (AAN), 7 November 2017 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-humvee-bomb-series-the-october-wave-of-taliban-attacks-in-2017-context>).

[analysts.org/the-humvee-bomb-series-the-october-wave-of-taleban-attacks-in-2017-context/](http://www.afghanistan-analysts.org/the-humvee-bomb-series-the-october-wave-of-taleban-attacks-in-2017-context/)), accessed 29 November 2017.

The Mulla Dadullah Front: A search for clues, Afghanistan Analysts Network (AAN), 22 May 2012 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-mulla-dadullah-front-a-search-for-clues/>), accessed 6 October 2017.

The New Taliban Deputy Leaders: Is there an obvious successor to Akhtar Mansur?, Afghanistan Analysts Network (AAN), 10 February 2016 (<https://www.afghanistan-analysts.org/the-new-taleban-deputy-leaders-is-there-an-obvious-successor-to-akhtar-mansur/>), accessed 6 October 2017.

Semple, M.,

Reconciliation in Afghanistan, USIP, Washington DC, 2009, p. 37;

Rhetoric, Ideology and Organizational Structure of the Taliban Movement, 5 January 2015 (<https://www.usip.org/sites/default/files/PW102-Rhetoric-Ideology-and-Organizational-Structure-of-the-Taliban-Movement.pdf>), accessed 6 October 2017.

The rise of the Hazaras and the challenge of pluralism in Afghanistan 1978-2011, n.d. (<https://cmes.fas.harvard.edu/files/cmes/files/semplepolicysummary.pdf>), accessed 6 October 2017.

Siddique, A., The Taliban's Spring Offensive: Afghanistan Faces a Crucial Year, Jamestown, 19 May 2017 (<https://jamestown.org/program/talibans-spring-offensive-afghanistan-faces-crucial-year/>), accessed 6 October 2017.

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), Quarterly Report to the United States Congress, 30 April 2017 (<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2017-04-30qr.pdf>), accessed 6 October 2017.

Smithsonian, The Tragic Fate of the Afghan Interpreters the U.S. Left Behind, November 2016 (<https://www.smithsonianmag.com/history/tragic-fate-afghan-interpreters-left-behind-180960785/>), accessed 6 October 2017.

Soufan Group (The), TSG IntelBrief: The Death of Mullah Omar, 30 July 2015 (<http://www.soufangroup.com/tsg-intelbrief-the-death-of-mullah-omar/>), accessed 6 October 2017.

Spiegel (Der), A Dubious History of Targeted Killings in Afghanistan, 28 December 2014 (<http://www.spiegel.de/international/world/secret-docs-reveal-dubious-details-of-targeted-killings-in-afghanistan-a-1010358.html>), accessed 6 October 2017.

Suroush, Q., Hazaras in the Crosshairs? A scrutiny of recent incidents, Afghanistan Analysts Network (AAN), 24 April 2015 (<https://www.afghanistan-analysts.org/hazaras-in-the-crosshairs-a-scrutiny-of-recent-incidents/>), accessed 6 October 2017.

TerrorMonitor.org

[Twitter], posted on: 1 October 2016 (https://twitter.com/Terror_Monitor/status/782120876510547969), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 10 October 2015
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/652686617430261764), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 14 May 2017
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/863763840038776832), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 16 June 2017
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/875746429762797569), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 2 August 2017
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/892755141178171392), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 2 July 2017
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/881580896003870720), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 21 November 2016
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/800728580804120576), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 25 April 2017
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/856848405485633536), accessed 6 October 2017.

[Twitter], posted on: 30 August 2017
(https://twitter.com/Terror_Monitor/status/902804762592083968), accessed 6 October 2017.

Tolo News,

Badghis Police Chief Accused of Raping 3 Policewomen, 22 September 2012
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/badghis-police-chief-accused-raping-3-policewomen>), accessed 6 October 2017.

Death toll rises to six in RTA TV attack, 17 May 2017
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/death-toll-rises-six-rta-tv-attack>), accessed 6 October 2017.

Ghani's Treatment of Journalists, Media Sparks Backlash, 10 April 2017
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/ghani%20%99s-treatment-journalists-media-sparks-backlash>), accessed 6 October 2017.

Gunmen 'Execute' Radio Journalist in Logar, 18 December 2016
(<https://www.tolonews.com/afghanistan/gunmen-%E2%80%98execute%E2%80%99-radio-journalist-logar>), accessed 6 October 2017.

Insurgent Attacks Will Not Divide Afghans: Ulema Council, 18 June 2017
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/insurgent-attacks-will-not-divide-afghans-ulema-council>), accessed 6 October 2017.

Jihad Decree in Afghanistan Inadmissible: Ulema Council, 14 March 2017
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/jihad-decree-afghanistan-inadmissible-ulema-council>), accessed 6 October 2017.

Mostly Civilian Casualties in Ministry of Defence Suicide Attack, 9 March 2013
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/mostly-civilian-casualties-ministry-defence-suicide-attack>), accessed 6 October 2017.

MP's House Under Attack In Kabul, Five Feared Dead, 22 December 2016
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/mp%E2%80%99s-house-under-attack-kabul-five-feared-dead>), accessed 6 October 2017.

Rise In Assassinations In Kabul Sparks Concern, 10 April 2017
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/rise-assassinations-kabul-sparks-concern>), accessed 27 November 2017.

Seven TOLO TV Employees Killed In Wednesday Attack, 21 January 2016
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/seven-tolo-tv-employees-killed-wednesday-attack>), accessed 6 October 2017.

Taliban Used Biometric System During Kunduz Kidnapping, 5 June 2016
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/taliban-used-biometric-system-during-kunduz-kidnapping>), accessed 6 October 2017.

Three Ghor Families Exiled by 'Dadgah-e-Sahrayee', 15 August 2013
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/three-ghor-families-exiled-%E2%80%98dadgah-e-sahrayee%E2%80%99>), accessed 6 October 2017.

Ulema Council Denounces Jamal Assassination as 'Un-Islamic', 18 October 2013
(<http://www.tolonews.com/afghanistan/ulema-council-denounces-jamal-assassination-%E2%80%98un-islamic%E2%80%99>), accessed 6 October 2017.

Touchpoint, 3.2: The Process of a Criminal Justice Case in Afghanistan, February 2014, available at: (http://touchpointidg.com/wp-content/uploads/2015/01/3.2-Process-of-Criminal-Case_FEB_2014.pdf), accessed 6 October 2017.

UN CAT (UN Committee Against Torture), Concluding observations on the second periodic report of Afghanistan, 12 June 2017, available at:
(<http://www.refworld.org/docid/596f4f754.html>), accessed 6 October 2017.

UN Human Rights Council,

Rights of persons belonging to national or ethnic, religious and linguistic minorities, 16 December 2016 (<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/434/00/PDF/G1643400.pdf?OpenElement>), accessed 6 October 2017.

The situation of human rights in Afghanistan and technical assistance achievements in the field of human rights, 11 January 2017
(https://digitallibrary.un.org/record/861012/files/A_HRC_34_41-EN.pdf), accessed 6 October 2017.

UN Secretary-General (UNSG),

The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 3 March 2017, available at: (<https://unama.unmissions.org/sites/default/files/n1705111.pdf>), accessed 6 October 2017.

The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 15 June 2017 2017, available at: (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_on_afghanistan_-_15_june_2017.pdf), accessed 6 October 2017.

The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 21 September 2017, available at: (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_on_afghanistan_21_sept_2017.pdf), accessed 29 November 2017.

UN Security Council,

Letter dated 18 August 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 26 August 2015 (http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2015_648.pdf), accessed 6 October 2017.

Letter dated 2 February 2015 from the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1988 (2011) addressed to the President of the Security Council, 2 February 2015 (http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2015_79.pdf), accessed 6 October 2017.

UNAMA & UNICEF, Education and healthcare at risk, April 2016

(https://unama.unmissions.org/sites/default/files/education_and_healthcare_at_risk.pdf), accessed 6 October 2017.

UNAMA (UN Assistance Mission in Afghanistan),

Afghanistan Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict Special Report on Kunduz Province, December 2015 (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/special_report_on_kunduz_province_12_december_2015-english.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016, February 2017

(https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_annual_report_2016_final280317.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2015, February 2016

(https://unama.unmissions.org/sites/default/files/poc_annual_report_2015_final_4_feb_2016.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2013, February 2014 (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/feb_8_2014_poc-report_2013-full-report-eng.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017, July 2017 (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_midyear_report_2017_july_2017.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2015, August 2015

(https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_protection_of_civilians_armed_conflict_midyear_report_2015_final_august.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2014, July 2014 (<https://unama.unmissions.org/sites/default/files/english20edited20light.pdf>), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2012, July 2012 (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/2012_mid-year_report.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2016, July 2016 (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_midyear_report_2016_final_rev.1-9sept.pdf), accessed 6 October 2017.

Afghanistan: Human Rights and Protection of Civilians in Armed Conflict - Special Report Attack on a Peaceful Demonstration in Kabul, 23 July 2016, October 2016 (https://unama.unmissions.org/sites/default/files/23_july_suicide_attack_against_peaceful_demonstration_-18_oct_2016.pdf), accessed 6 October 2017.

Deminers in the firing line, 18 January 2011

(<https://unama.unmissions.org/deminers-firing-line>), accessed 6 October 2017.

Special Report. Attacks in Mirza Olang, Sari Pul Province: 3 - 5 August 2017, August 2017

(https://unama.unmissions.org/sites/default/files/special_report_on_mirza_olang_sari_pul_august2017.pdf), accessed 6 October 2017.

Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody. One Year On, January 2013

(http://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMA_treatment_of_conflict_detainees.pdf), accessed 6 October 2017.

Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture, April 2017

(https://unama.unmissions.org/sites/default/files/treatment_of_conflict-related_detainees_24_april_2017.pdf), accessed 6 October 2017.

UN calls on all parties to respect health facilities, 23 February 2016

(<https://unama.unmissions.org/un-calls-all-parties-respect-health-facilities>), accessed 6 October 2017.

UNAMA condemns killing of civilians in Herat mosque attack, 2 August 2017
(<https://unama.unmissions.org/unama-condemns-killing-civilians-herat-mosque-attack>), accessed 6 October 2017.

UNAMA condemns killing of civilians in Kabul mosque attack, 26 August 2017
(<https://unama.unmissions.org/unama-condemns-killing-civilians-kabul-mosque-attack-1>), accessed 6 October 2017.

UNDP, Afghanistan's First Female District Police Chief: Colonel Jamila Bayaz, n.d.
(<http://www.af.undp.org/content/afghanistan/en/home/ourwork/womenempowerment/successstories/ColonelJamilaBayaz.html>), accessed 6 October 2017.

UNOCHA,

Humanitarian Bulletin Afghanistan Issue 66, 31 July 2017, available at:
(http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180820_ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_july_2017_2.pdf), accessed 6 October 2017.

Humanitarian Bulletin Afghanistan, Issue 65, 30 June 2017
(https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_june_2017.pdf), accessed 6 October 2017.

Operational Coordination Team – Ghor Province. Meeting Minutes, 24 October 2016
(https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/afg_minutes_201601024_oct_wr.pdf), accessed 6 October 2017.

UNOHCHR, Committee against Torture considers report of Afghanistan, 26 April 2017
(<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21537&LangID=E>), accessed 6 October 2017.

US Air Forces Central Command – Combined Air Operations Center, Combined Forces Air Component Commander - 2012-2017 Airpower Statistics, 31 August 2017
(<http://www.afcent.af.mil/Portals/82/Documents/Airpower%20summary/Airpower%20Summary%20-%20August%202017.pdf?ver=2017-09-07-104037-223>), accessed 6 October 2017.

US Bureau of Citizenship and Immigration Services, Afghanistan: Information on activities of Ismailis loyal to Sayed Kayan, 7 July 2004, available at:
(<http://www.refworld.org/docid/414ede3c4.html>), accessed 6 October 2017.

US Congressional Research Service, Iraqi and Afghan Special Immigrant Visa Programs, 26 February 2016 (<https://fas.org/sgp/crs/homesec/R43725.pdf>), accessed 6 October 2017.

US DoS (Department of State), Bureau of Consular Affairs, Special Immigrant Visas for Afghans - Who Were Employed by/on Behalf of the U.S. Government, n.d.
(<https://travel.state.gov/content/visas/en/immigrate/afghans-work-for-us.html#quarterly>), accessed 6 October 2017.

US DoS (Department of State),

2016 Report on International Religious Freedom - Afghanistan, 15 August 2017
(<https://www.state.gov/documents/organization/269168.pdf>), accessed 6 October 2017.

Country Report on Human Rights Practices 2016, 6 March 2017
(<https://www.state.gov/documents/organization/265742.pdf>), accessed 6 October 2017.

USCIRF (US Commission on International Religious Freedom), Annual Report 2017 - Tier 2 countries - Afghanistan, 26 April 2017
(<http://www.uscirlf.gov/sites/default/files/Afghanistan.2017.pdf>), accessed 6 October 2017.

van Bijlert, M., Security at the Fringes: the case of Shujai in Khas Uruzgan, Afghanistan Analysts Network (AAN), 6 April 2013 (<http://www.afghanistan-analysts.org/security-at-the-fringes-the-case-of-shujai-in-khas-uruzgan/>), accessed 6 October 2017.

VOA (Voice Of America),

Afghan Lawmakers to Investigate Growing Ties Between Taliban, Russia and Iran, 5 December 2016 (<https://www.voanews.com/a/afghanistan-iran-russia-taliban/3624592.html>), accessed 6 October 2017.

Despite Massive Taliban Death Toll No Drop in Insurgency, 6 March 2014
(<https://www.voanews.com/a/despite-massive-taliban-death-toll-no-drop-in-insurgency/1866009.html>), accessed 6 October 2017.

Some Female Afghan Journalists Slip Back Behind Burqa, 11 October 2014
(<https://www.voanews.com/a/afghanistan-female-journalists-reporters-taliban-womens-rights/2480999.html>), accessed 6 October 2017.

Wall Street Journal (The), Iran Backs Taliban With Cash and Arms, 11 June 2015
(<https://www.wsj.com/articles/iran-backs-taliban-with-cash-and-arms-1434065528>), accessed 6 October 2017.

Washington Post (The),

Kabul's American University just reopened after terrorist attack. Now it's facing new threats, 15 June 2017 (https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/kabul-american-university-just-reopened-after-terrorist-attack-now-its-facing-new-threats/2017/06/14/0acfabb8-4e1c-11e7-987c-42ab5745db2e_story.html?utm_term=.488db40c4121), accessed 6 October 2017.

Russia is sending weapons to Taliban, top U.S. general confirms, 24 April 2017
(https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2017/04/24/russia-is-sending-weapons-to-taliban-top-u-s-general-confirms/?utm_term=.7817fbcfea16), accessed 6 October 2017.

Viral video appears to show Afghan police dragging man behind truck, 9 March 2016
(https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/03/09/viral-video-appears-to-show-afghan-police-dragging-man-behind-truck/?utm_term=.6b47efec9da1), accessed 6 October 2017.

Winterbotham, E.,

Legacies of Conflict: Healing Complexes and Moving Forwards in Kabul Province, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), October 2010

(<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1124E-Legacies-of-Conflict-Kabul-CS-2011.pdf>), accessed 6 October 2017.

Legacies of Conflict: Healing Complexes and Moving Forwards in Ghzani Province, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), October 2011

(<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1126E-Legacies-of-Conflict-Ghazni-CS-2011.pdf>), accessed 6 October 2017.

Zabihulla-M, [Twitter], posted on: 22 June 2017

(<https://twitter.com/ZabihullaM4/status/877894197738483713>), accessed 6 October 2017.

Sources anonymes et non publiques

Gopal, A., entretien sur Skype, 1^{er} septembre 2017. Anand Gopal est un journaliste et auteur qui comptabilise plus de dix ans d'expérience de travail, recherches et publications sur les problèmes de l'Afghanistan.

Osman, B., entretien sur Skype, 8 août 2017. Borhan Osman est analyste principal pour le International Crisis Group (ICG) et a été chercheur au sein du réseau d'analystes sur l'Afghanistan (AAN). C'est un expert de premier plan en ce qui concerne les réseaux militants opérant dans la région Afghanistan-Pakistan et il a effectué un travail de recherche sur le conflit afghan depuis la chute des talibans en 2001.

Siddique, A., entretien sur Skype, 2 août 2017. Abubakar Siddique est un journaliste confirmé et auteur spécialiste de la région Afghanistan-Pakistan.

Entretien avec une source anonyme, 23 novembre 2017. La source est un responsable de la sécurité basé à Kaboul, spécialisé dans la sécurité en Afghanistan.

Annexe II: Termes de Référence

1. Ciblage des insurgés

Mode opératoire

- Quelles sont les évolutions observées dans la structure des talibans?
- En quoi consiste la stratégie de ciblage des talibans?
- Quels sont les objectifs de la campagne de ciblage des talibans?
- Les talibans disposent-ils de lignes directrices ou appliquent-ils des restrictions dans le cadre du ciblage de civils?
- Comment les lignes directrices se traduisent-elles sur le terrain?
- Existe-t-il une différence de ciblage entre les zones urbaines et les zones rurales?
- Quelle est la force des talibans et comment les talibans recrutent-ils?
- La contrainte fait-elle partie du processus de recrutement des talibans?
- Les talibans recrutent-ils des enfants?
- Quelles sont les capacités des talibans en matière de collecte d'informations, de traque et de suivi d'individus une fois que ceux-ci sont partis s'installer dans d'autres zones afghanes/en ville?
- Quels sont les objectifs, les capacités et le mode opératoire de l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP) et du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO)?

Profils

- Quelle est la situation pour les principaux profils visés par les talibans, y compris les membres des ANSF, les fonctionnaires, les individus accusés de soutenir le gouvernement, «d'espionner» pour le gouvernement, les personnes associées à la présence militaire étrangère, les dirigeants communautaires: les aînés tribaux et les dirigeants religieux de la communauté, les travailleurs humanitaires, les journalistes et autres professionnels des médias, les défenseurs des droits de l'homme et le personnel enseignant, en particulier en ce qui concerne l'éducation des filles?
- Quelle est la situation des femmes dans la sphère publique?
- Quelle est la situation des Hazaras et d'autres minorités chiites, y compris les ismaélites?
- Quelle est la situation des membres de la famille des individus sur lesquels porte ce chapitre?

Échapper au ciblage

- Existe-t-il des façons d'échapper au ciblage?

2. Gouvernement ou acteurs affiliés au gouvernement

- Y compris les ANSF, les milices progouvernementales et les forces militaires internationales

Formes gouvernementales de poursuites

- Dans quels cas l'État impose-t-il la peine de mort?
- Les acteurs étatiques afghans utilisent-ils la torture et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances?

Ciblage par des acteurs affiliés au gouvernement

- Quels individus présentent un risque de ciblage par des acteurs progouvernementaux?
- Existe-t-il une possibilité de réparation en cas de ciblage gouvernemental?



Publications Office

DOI: 10.2847/54140
ISBN: 978-92-9494-827-4